

LA VALORISATION DU CAFÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 19 Février 1910, à 1 heure 1/2

PAR

PAUL CIPRIANI

Président : M. SOUCHON.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, } professeurs.
 HITIER, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA VALORISATION DU CAFÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 19 Février 1910, à 1 heure 1/2

PAR

PAUL CIPRIANI



Président : M. SOUCHON.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, } professeurs.
 { HITIER, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1910

BIBLIOGRAPHIE

- H. LECOMTE. — *Le café*. Paris, 1899.
- E. LANEUVILLE. — *Café*. Le Havre, 1900.
- DAROLLES. — *Le café sur le marché français*. Paris 1885.
- MIGUEL CALMON DU PIN E ALMEIDA. — *A Valorização do café*. Rio, 1906.
- DAVID CAMPISTA. — *Valorização do café e caixa de conversão*. Rio, 1906.
- F. FERREIRA RAMOS. — *La question de la valorisation du café au Brésil*. Anvers, 1907.
- PIERRE DENIS. — *Revue politique et parlementaire*, juin 1908. *La crise du café au Brésil et la valorisation*.
- PAUL LEROY-BEAULIEU. — *L'Économiste français*, 1^{er} août 1908. *Le Brésil et la valorisation du café*.
- MAURICE LÉVY. — *Annales des sciences politiques*, 15 septembre 1908. *La valorisation du café au Brésil*.
- EM. VIDAL. — *Cote de la Bourse et de la Banque*, 1906 et 1907. *Articles divers*.
- MARCEL LABORDÈRE. — *Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1909. *Finances brésiliennes*.
- EDMOND THÉRY. — *Économiste Européen*, 21 août 1908. *La valorisation du café*.
- LINCOLN HUTCHINSON. — *The quarterly journal of economics*, mai 1909. *Coffee « valorization » in Brazil*.
- Journal des économistes*, 15 octobre 1902. Discussion de la Société d'économie politique : *Le café, le change brésilien, et le régime douanier des cafés et autres denrées des colonies françaises*.

Bulletin de correspondance (Le Havre).

Revue *Le Café* (Le Havre).

Le Brésil (Paris).

Brazilian Review (Rio).

Jornal do Commercio (Rio).

The Economist.

Frankfurter Zeitung.

INTRODUCTION

Le mot de « Valorisation » vient de conquérir le droit de cité dans le monde entier pour désigner un mode nouveau d'intervention de l'État (1). S'il est aujourd'hui peu de pays agricoles où n'aient sévi avec plus ou moins d'intensité des crises de mévente, s'il est peu de gouvernements qui, en pareille occurrence, n'aient cru devoir s'employer de leur mieux à pallier le mal, aucun n'avait encore fait en ce sens un effort qui ressemblât, même de loin, à celui qu'un État brésilien a tout récemment fourni en faveur de ses nationaux planteurs de café. Pour relever les prix, avilis déjà par une surproduction permanente, menacés en outre, en 1906, par une récolte exceptionnelle, l'État de Saint-Paul a consacré à des achats de café près d'un demi-milliard de francs. Le principe de la tentative était simple : il s'agissait de soustraire au marché mondial l'excédent qui pesait sur les cours et de le conserver jusqu'à des temps plus propices.

On est porté tout d'abord à se demander si l'entreprise est vraiment nouvelle. Sans prétendre que l'opération de l'État de Saint-Paul soit renouvelée des greniers d'Égypte

(1) Le terme était déjà en usage auparavant dans l'Amérique latine, avec le sens général d'augmentation de valeur : le Brésil et l'Argentine avaient connu la valorisation du sol, l'un et l'autre avaient valorisé leur papier-monnaie, etc...

où le ministre du Pharaon, certain que les années maigres viendraient après les années grasses, entassait les récoltes surabondantes, on peut rappeler que l'histoire économique montre à chaque pas, depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes, les pouvoirs publics se préoccupant de régler la valeur des produits agricoles, et, pour y parvenir, recourant à maintes reprises à des achats directs, en particulier à des achats de grains. Mais si le mode d'action est le même, c'est bien le seul point commun entre cette politique du passé et la politique adoptée hier au Brésil.

Les interventions du pouvoir étaient autrefois légitimées par un état de choses dont rien ne demeure aujourd'hui ; elles avaient un but absolument contraire à celui de l'intervention actuelle, qui en diffère encore par l'étendue de son champ d'application.

Tant que les difficultés de communication ont entravé le développement des échanges, les marchés commerciaux sont restés par la force des choses isolés les uns des autres. La concurrence ne pouvant exercer son influence régulatrice, les spéculations locales, les tentatives d'accaparement, les abus des intermédiaires, devaient nécessairement amener à tout moment l'autorité à entrer en scène pour assurer aux transactions une certaine sécurité. En dehors même de toute manœuvre, l'équilibre de la production et de la consommation ne pouvait, sur ces marchés étroitement limités, s'établir de façon stable, du moins en ce qui regarde la production agricole, soumise aux caprices de la végétation. Ici « on mourait de faim sur des sacs de blé », alors qu'ailleurs une mauvaise récolte entraînait la disette. Et ces calamités, l'État se donnait souvent pour mission d'y remédier. Mais

ces temps ne sont plus : des moyens de transport économiques et rapides permettent le libre jeu de la concurrence ; l'offre et la demande, confinées hier dans un espace restreint, s'étendent désormais de continent à continent ; la liberté des échanges tend à niveler tous les marchés, à uniformiser dans l'univers entier le prix des denrées de grande consommation.

Il semble donc que le rôle du pouvoir soit terminé : la facilité des communications est aux monopoles de fait un obstacle plus redoutable que les réglementations les plus draconiennes ; les grandes famines ne sont plus à craindre, car le commerce guidé par l'intérêt, prévoit les besoins mieux que ne le fit jamais un gouvernement, comble le déficit d'une région à l'aide des excédents d'une autre, accumule les stocks dans les entrepôts. Mais l'évolution économique a créé aux pouvoirs publics de nouvelles préoccupations : le producteur, qui tenait précédemment le consommateur à sa merci, est à son tour à la merci de la concurrence. Et l'État passe d'un camp dans l'autre. Il cesse d'être une providence distributrice pour consacrer toute sa sollicitude à la production nationale. S'il n'a plus à pourvoir il lui reste à protéger. Dans la Rome impériale, en France sous l'ancien régime, en dernier lieu au cours de la Révolution, les gouvernements, dès qu'ils tentaient de régenter le marché des denrées, s'attachaient à la fixation d'un maximum ; c'est au contraire en vue du maintien d'un prix minimum qu'ils sont désormais invoqués, et qu'ils ont recours tour à tour aux primes, aux taxes douanières, aux combinaisons de tarifs de transport. Il semblait jusqu'ici que ces mesures fussent les seules dont pût disposer le protectionnisme. Mais avec la valorisation, celui-ci va ressusciter, d'une manière tout

à fait inattendue, l'intervention par achats directs, système archaïque qu'on pouvait vraiment croire à jamais aboli.

Cette intervention ne s'exercera pas sur le terrain où se manifestait autrefois l'action de l'État. Il n'est plus question de peser sur le marché intérieur en faveur de la demande, mais de venir au secours de l'offre sur le marché mondial. Il ne s'agit plus de combattre une élévation excessive des prix avec l'appui de tout l'appareil des ordonnances ou des lois, qui permettait de contraindre les producteurs à livrer leur récolte, de traquer les accapareurs, de prohiber les sorties. Il s'agit de relever les prix payés par la consommation extérieure. L'État intervient hors des limites de sa souveraineté territoriale ; aussi doit-il se jeter dans la mêlée comme un simple particulier, combattre la spéculation par la spéculation, lutter avec les seules armes dont disposerait à sa place une coalition quelconque de vendeurs.

La valorisation n'est pas seulement une intervention exceptionnelle dans sa forme ; elle l'est également dans son principe.

En général, le concours que l'État prête à la production nationale en vue de l'exportation a pour but de lui permettre de lutter contre la production étrangère pour la conquête des débouchés. Normalement la protection ne peut être accordée que contre quelqu'un. Ici cependant la production étrangère n'est pas en jeu, les planteurs sont les premiers à proclamer qu'ils ne la redoutent pas. Les Brésiliens n'ont d'autres concurrents que les Brésiliens eux-mêmes. Ils n'ont pas été évincés par des adversaires plus habiles, ils se sont trompés sur les besoins du monde ; leur production a marché d'un pas plus rapide que la consom-

mation. Ne convient-il pas, en semblable conjoncture, de laisser les lois économiques faire l'office de frein automatique, ramener l'offre au niveau de la demande, et rétablir l'universel équilibre ? C'est bien là en effet le dénouement naturel et rationnel des crises ordinaires de surproduction agricole, comme des crises de surproduction industrielle. Si le prix du blé baisse après une récolte surabondante, l'étendue des emblavures va par la suite diminuer aussi ; si le marché des betteraves est encombré, le producteur abandonne dès la saison nouvelle une culture qui n'est plus rémunératrice, et la remplace par celle du lin ou d'une céréale : pour réparer le mal il suffit d'un printemps.

Il en est de même partout où il est possible de substituer les unes aux autres des cultures annuelles variées, mais la crise est plus durable, si tant est qu'on puisse employer encore le mot de crise, dans les pays de monoculture, surtout quand cette monoculture porte sur une plante pérenniale. Les planteurs paulistes souffrent de s'être renfermés dans la production du café, comme nos méridionaux de s'être spécialisés dans la production du vin. Et c'est de l'État-providence que les uns et les autres attendent et exigent leur salut, en face des vignobles et des plantations qui continuent à produire, de la mévente qui se perpétue. La réunion des Comités viticoles, sommant, à Béziers, en mai 1907, le gouvernement de « prendre avant le 10 juin les dispositions nécessaires pour provoquer le relèvement des cours » semble l'écho lointain des Congrès de planteurs protestant contre l'« indifférence du gouvernement en ce qui concerne la situation du marché du café ».

Des deux côtés les pouvoirs publics ont cherché à

répondre à ces appels, mais ils n'ont pas eu recours aux mêmes mesures : en France ils ont tenté de s'attaquer aux causes de la crise, ils ont combattu la fraude, le mouillage, le sucrage, éléments de surproduction.... et depuis la mévente sévit plus que jamais ; au Brésil, plus audacieux, ils sont allés immédiatement aux effets de la crise, ils ont voulu trancher le nœud gordien en violentant les lois économiques ; afin d'agir directement sur les prix, ils ont eu pour objectif la domination des marchés.

Une tentative si singulière mérite l'attention. Bien que l'opération soit encore en cours, que sa liquidation doive s'échelonner sur plusieurs années, il est d'ores et déjà possible d'examiner comment l'État de Saint-Paul a été amené à entreprendre la valorisation du café, d'évoquer les difficultés auxquelles il s'est heurté, de rechercher dans quelle mesure il a pu réaliser son programme, de dégager les résultats immédiats et les conséquences éventuelles de son intervention.

CHAPITRE PREMIER

LE CAFÉ AU BRÉSIL

Le Brésil a conquis assez tard la place prépondérante qu'il occupe dans la production mondiale du café.

Dès la fin du XVII^e siècle, grâce au développement des relations avec le Levant, l'Europe avait pu connaître le café d'Arabie, de consommation courante depuis trois ou quatre cents ans dans tout le monde musulman. Les marins vénitiens et gènois l'avaient importé en Italie, les Hollandais dans les pays du nord. A Paris, introduite par le représentant de la Porte, Soliman Aga, précurseur inattendu des modernes attachés commerciaux, la nouvelle boisson avait été accueillie avec tant de faveur que l'établissement où le Sicilien Procope avait entrepris de la débiter n'avait pas tardé à être furieusement à la mode.

En dépit des prédictions de Madame de Sévigné, la vogue du café devait être durable : il ne passa pas plus que Racine. Aussi, témoins de la rapidité avec laquelle son usage se répandait, les Hollandais, les Français, les Anglais, tentèrent-ils bientôt d'enrichir de sa culture les colonies qu'ils se disputaient alors sur toutes les mers ; on connaît l'odyssée du plant dont Déclieux réussit à doter la Martinique. Les Indes, les grandes et les petites Antilles, l'île Bourbon, les Guyanes, trouvèrent dans le

café un des principaux facteurs de leur longue prospérité.

La mise en valeur du sol brésilien ne devait venir que longtemps après ; jusqu'au début du XIX^e siècle, on ne lui demanda guère que ses richesses minérales. L'insalubrité du climat, l'hostilité des indigènes, l'absence de moyens d'accès, constituaient autant d'obstacles à la colonisation de l'intérieur ; seule la soif de l'or pouvait les faire surmonter, ou plus exactement seuls les pierres et métaux précieux méritaient, par leur valeur spécifique considérable, les frais et les peines du transport à travers les massifs montagneux du littoral. Sur la côte toutefois la culture de la canne à sucre avait pris une réelle importance. La production du café ne commença au contraire à se développer que dans les dernières années de la domination portugaise. Vers 1800, le Brésil exportait à peine chaque année une douzaine de sacs de café (1). Ses expéditions (2) n'atteignaient encore que 67,000 sacs en 1817, 97,000 en 1820 ; mais elles s'élevaient à 484,000 sacs en 1830 et passaient à 1,038,000 sacs dix ans plus tard.

Cette progression remarquable, — progression qui dès lors, s'accroissant d'année en année, allait se poursuivre sans arrêt jusqu'à l'époque actuelle, — doit être avant tout attribuée à des conditions naturelles éminemment favorables.

Le climat du Brésil répond en effet à merveille aux multiples exigences du caféier. Nulle part une température aussi parfaitement et aussi constamment propice sur de telles étendues : les lignes isothermes qui traversent la

(1) Le café est quelquefois expédié en fûts, mais le plus souvent il est transporté en sacs de 60 kilos. Il est d'usage d'exprimer les quantités en sacs.

(2) Wiener. Rapport sur les plantations de café au Brésil, 1896.

région productrice ne sillonnent guère sur le reste du globe que des déserts et des océans. Nulle part des pluies aussi régulières durant la période de maturation, une saison sèche coïncidant mieux avec la cueillette (1). Nulle part enfin un sol qui convienne autant à la précieuse fève : la « terra roxa » de certains districts brésiliens est au café ce que sont pour le blé les terres noires de la Russie méridionale.

Le caféier peut croître au Brésil depuis la côte jusqu'aux frontières occidentales, depuis l'Amazone jusqu'au Parana, sur une surface qui dépasse 650,000 kilomètres carrés (2). Toutefois, si l'on excepte les plantations disséminées dans les États de Céara et de Bahia, la culture reste en fait circonscrite à un groupe de quatre États : ce sont les États d'Espirito-Santo et de Rio-de-Janeiro, qui se suivent le long de la côte, l'État de Minas-Geraes, séparé de la mer par les deux précédents, et l'État de São-Paulo, qui vient après l'État de Rio sur le littoral, mais s'étend surtout profondément dans l'intérieur, bornant au sud l'État de Minas.

Cette vaste région se subdivise en deux zones : une zone intérieure et une zone maritime, situées l'une au-delà, l'autre en deçà de la chaîne de montagnes qui court à peu de distance de la mer, la Serra do Mar. La première est constituée par les plateaux qui dans l'État de Saint-Paul s'étendent en arrière de la Serra, dont l'Atlantique vient battre le pied ; la seconde englobe, avec les parties des États de Saint-Paul et Minas appartenant à la grande

(1) Dans d'autres pays producteurs, au Mexique par exemple, la saison de la récolte est très pluvieuse, d'où des frais de préparation plus élevés.

(2) D'après G. Dumont.

vallée du Parahyba, les deux États de Rio et d'Espirito-Santo, dans lesquels la ligne de faite de la Serra s'éloigne sensiblement du rivage. Dans la première zone, on pratique la culture du café à des altitudes de 800 à 1,000 mètres, dans la seconde les plantations ne dépassent pas 500 mètres (1). C'est dans celle-ci que la production resta tout d'abord localisée.

Le haut pays se dérobaît en effet à la colonisation derrière la muraille continue qui borde le continent au sud de l'Amazone. Les plantations par contre se multipliaient soit dans l'arrière-région de Rio et des bassins côtiers, soit sur les bords du fleuve Parahyba, navigable sur plusieurs centaines de kilomètres. Rio-de-Janeiro, par où sont exportés les cafés de toute cette région, resta longtemps le grand port d'embarquement des récoltes brésiliennes. Santos, où, par les routes difficiles qui traversaient la chaîne, descendait à dos de mulets la production de l'intérieur de Saint-Paul, n'avait qu'une importance très secondaire.

Mais quand, escaladant la Serra, une voie ferrée eut abordé les plateaux, formant comme le tronc d'où put rayonner en éventail tout un réseau de chemins de fer, l'aire de culture s'agrandit, et la production de Saint-Paul prit un essor incomparable.

C'est grâce au rail que se sont développés tous les pays neufs dont la mise en culture soudaine a constitué l'un des principaux phénomènes économiques du dernier demi-siècle. Mais tandis que dans l'Amérique du Nord on voit l'initiative privée, certaine que partout les colons suivront

(1) Van Delden Laërne. Rapport sur la culture du café en Amérique, Asie et Afrique, 1883.

les locomotives, suffire à la création du réseau ferré, et ne réclamer aucune aide pour aller porter la vie jusque dans les régions les plus reculées du Far-West, au Brésil — peuplé de races latines — on retrouve les pouvoirs publics secondant ou même déterminant tous les progrès matériels du pays.

Une loi générale y institua en 1852 le régime des chemins de fer. La concession de la ligne de Santos à Saint-Paul fut accordée l'une des premières, quatre ans plus tard, avec la garantie conjointe de la province (1) et du gouvernement impérial. Le tracé n'avait qu'une longueur de 47 kilomètres, mais la différence d'altitude entre les deux villes est de près de 900 mètres ; il fallut durant plusieurs années accumuler sur le parcours d'innombrables travaux d'art. La voie ne fut ouverte au trafic qu'en 1867. Elle reste aujourd'hui encore l'unique issue de l'État de Saint-Paul vers la mer (2).

Dès que l'intérieur eut été ainsi directement relié à Santos, le gouvernement local, appuyé par le pouvoir central, eut pour préoccupation constante le développement d'un réseau de chemins de fer destiné à enserrer dans ses mailles tout le territoire encore en friche. Au lendemain de l'entrée en exploitation du São-Paulo Railway, de nouvelles concessions étaient accordées, avec subventions ou garanties d'intérêt, et deux grands réseaux commençaient à se

(1) Les divers États qui constituent la fédération brésilienne n'étaient avant 1889 que de simples provinces de l'empire.

(2) Cependant le Chemin de fer de dom Pedro II (aujourd'hui Chemin de fer central du Brésil) mit bientôt en communication Rio-de-Janeiro et São-Paulo ; mais la distance entre les deux capitales est de près de 500 kilomètres, cette seconde ligne ne peut donc en pratique faire concurrence à la São-Paulo Railway Company.

constituer, se greffant l'un et l'autre sur la ligne de Santos à Saint-Paul : vers le nord, la Compagnie Mogyana pénétrait profondément au cœur du pays, franchissant même les frontières de Minas-Geraes ; en même temps, prolongeant en ligne droite le chemin de fer de Santos, la Compagnie Paulista étendait ses rails sur le centre du plateau. Plus tard, l'État lui-même, rachetant à l'Union les lignes qu'elle avait dû reprendre à la Compagnie Sorocabana, était amené à poursuivre dans la direction du sud-ouest l'établissement d'un troisième réseau. Les chemins de fer de Saint Paul comptent actuellement plus de 4,000 kilomètres, près du quart du réseau brésilien tout entier, alors que la superficie de l'État ne représente guère que la trentième partie du territoire de l'Union.

L'extension rapide des voies ferrées ouvrait ainsi chaque année d'immenses espaces à la colonisation, mais leur mise en valeur exigeait une main-d'œuvre considérable. Là encore, l'ingérence et la tutelle de l'État parurent indispensables. Elles eurent d'ailleurs à l'origine une raison d'être particulière : le gouvernement impérial en effet s'occupait à réaliser un plan d'abolition graduelle de l'esclavage, et il paraissait naturel qu'il s'ingéniât à amortir le contre-coup inévitable de ce bouleversement économique, en préparant l'avènement du travail libre.

En septembre 1871, une loi avait établi que tout enfant qui naîtrait au Brésil d'une mère esclave ne devrait ses services au maître que jusqu'à vingt et un ans. La loi du 13 mai 1888 abolit radicalement et sans restrictions le travail servile, libérant à la fois les noirs qui restaient en esclavage (1) et les « ingenuos » qui n'avaient pas encore

(1) D'après une statistique officielle en date du 30 mars 1887, leur

atteint l'âge fixé par la « Loi du ventre libre » pour leur complet affranchissement. En moins de dix-sept ans, près de deux millions et demi de noirs furent de la sorte rendus à la liberté, et pour la plupart ne songèrent qu'à se soustraire autant que possible à tout travail. Or à Saint-Paul, comme dans les provinces voisines, il fallait, à tout prix, non seulement remplacer les anciens esclaves, mais aussi trouver les bras nécessaires au défrichement des régions encore désertes où chaque jour le rail pénétrait plus avant. Les gouvernements locaux, et l'administration impériale elle-même, vinrent au secours de l'initiative privée, qui se déclarait incapable de suffire à cette tâche, et traitèrent directement avec des Compagnies d'immigration, celles-ci se chargeant d'amener, moyennant une subvention de tant par tête, des travailleurs recrutés en Europe. Dès 1870, Saint-Paul inscrivait à cet effet un crédit de 600 contos dans son budget.

De 1871 à 1888, les seuls ports de la région caféière, Rio et Santos, reçurent plus de 500,000 immigrants. La seule année de l'abolition en vit entrer 132,000. La chute de l'empire, l'année suivante, ralentit un instant le courant. Mais la république reprit l'œuvre de peuplement ; quand le gouvernement de Rio, débordé par la marée montante des déficits, dût interrompre ses subsides, les États, dont les finances restaient prospères grâce aux droits d'exportation, redoublèrent d'efforts. Le nombre des Européens débarqués en 1891 dépassa les chiffres de toutes les années antérieures, et jusqu'en 1897 l'immigration resta particulièrement active. L'État de Saint-Paul absorbait

nombre s'élevait pour tout le Brésil à 723,000, dont 107,000 pour la province de Saint-Paul.

la plus grosse part de cet afflux de déshérités du vieux monde :

Années	Immigration totale au Brésil	Immigration à Saint-Paul
1891	217.000	108.000
1892	86.000	42.000
1893	124.000	82.000
1894	63.000	54.000
1895	164.000	149.000
1896	157.000	105.000 (1)

Dans d'autres pays avides d'attirer les immigrants, et même dans certaines provinces du Brésil, les nouveaux venus recevaient immédiatement un domaine à mettre en culture ; l'administration leur attribuait des lots afin de les attacher au sol. Il en fut autrement à Saint-Paul et dans toute la région caféière. La terre resta aux mains des Brésiliens, aussi bien dans la zone déjà cultivée au temps de l'esclavage que sur les vastes étendues qui restaient à exploiter, et dont les spéculateurs ou les grands propriétaires s'étaient rapidement emparés : rares sont les plantations qui appartiennent à des immigrants de fraîche date ou à des sociétés étrangères.

C'est entre 1875 et 1880 que l'ouest de Saint-Paul s'est ouvert à la culture : les lignes de pénétration venaient d'être livrées au trafic, les cours du café étaient élevés, la terre des hauts plateaux se révélait infiniment plus fertile que le sol épuisé déjà de la région maritime. Des ancien-

(1) De 1871 à 1900, 1,500,000 immigrants environ ont débarqué au Brésil. Sur ce nombre, près d'un million sont entrés dans l'État de Saint-Paul. Les dépenses de l'État de Saint-Paul au titre de l'immigration et de la colonisation, de la chute de l'empire à fin 1907, atteignent 3,773,907 livres sterling, soit près de cent millions de francs.

nes plantations, des villes, des provinces voisines, les Brésiliens accoururent pour s'assurer une part de ces richesses naissantes. Toute la fortune acquise du pays fut consacrée à la mise en valeur de l'intérieur. Les banques, les commissarios de Rio et de Santos, les maisons d'exportation, commanditèrent les planteurs. Ainsi tout se trouva réuni pour permettre le développement illimité de la production : la terre, la main d'œuvre, les capitaux.

Les progrès de la colonisation furent singulièrement rapides : en moins de vingt ans le caféier envahit l'État tout entier, submergeant les forêts, se substituant à la canne à sucre ou au cotonnier là où ils étaient déjà cultivés. La valeur de la terre croissait de jour en jour, une plantation enrichissait son fondateur avant d'avoir donné sa première récolte. Les champs de café de la région de Rio étaient abandonnés par leurs propriétaires assurés d'obtenir sur le sol vierge des anciennes forêts un rendement six ou sept fois plus élevé (1) et un produit plus estimé (2). Aussi les exportations de café par le port de Rio ne tardaient pas à décroître légèrement, pendant que le São-Paulo Railway drainait vers Santos des récoltes toujours plus formidables.

(1) Dafert (*Erfahrungen über rationalen Kaffeebau*, Berlin, 1896) évalue à 333 grammes la production annuelle moyenne d'un arbre dans les anciennes plantations, à 1,788 grammes celle des caféiers des nouvelles zones de Saint-Paul. Il cite des fazendas à Saint-Paul où cette moyenne atteindrait 7,400 grammes.

(2) La qualité des cafés de l'État de Saint-Paul, les « Santos » du nom du port d'expédition, est sensiblement au-dessus de celle des « Rio ». Ces derniers ont un goût prononcé, une odeur âcre et particulière, tandis que les premiers peuvent rivaliser avec beaucoup d'autres « provenances ». En France les Rio sont surtout consommés par l'armée.

Voici, en milliers de sacs, pour l'un et l'autre port, les chiffres des sorties par périodes quinquennales :

Campagnes (1)	Rio-de-Janeiro	Santos
1850-51 à 1854-55	2 000	250
1855-56 à 1859-60	2 400	350
1860-61 à 1864-65	2 125	400
1865-66 à 1869-70	2 650	500
1870-71 à 1874-75	2 650	700
1875-76 à 1879-80	3 050	950
1880-81 à 1884-85	4 020	1 755
1885-86 à 1889-90	3 060	2 025
1890-91 à 1894-95	2 895	3 150
1895-96 à 1899-1900	3 390	5 080
1900-01 à 1904-05	3 760	8 060
1905-06 à 1907-08	3 300	9 750

De tels résultats n'ont pu être obtenus que grâce à un énorme accroissement des plantations. Et si les propriétaires paulistes se sont ainsi consacrés exclusivement au café, s'ils ont eu toujours pour objectif d'étendre leurs champs, s'il leur a été matériellement possible de fournir en quelques années un aussi prodigieux effort, c'est qu'ils ont longtemps retiré de la culture du caféier des bénéfices considérables. Ici intervient un phénomène particulier, la crise du change, qui au Brésil a duré quelques années

(1) La « campagne » de café va du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante. La cueillette se fait d'avril à août, suivant la latitude et l'altitude, mais en raison du temps que nécessitent la préparation (lavage, séchage et décortication, ou dépulpage, triage) et le transport du produit, la récolte ne commence à arriver dans les ports qu'au début de juillet.

rendu extrêmement fructueuses les industries d'exportation. Pour pouvoir envisager le problème des prix de revient et des prix de vente, il est nécessaire d'examiner tout d'abord la question monétaire.

CHAPITRE II

LA QUESTION MONÉTAIRE

L'exportateur de café qui, en l'année 1889, tirait sur un de ses acheteurs européens une traite de dix mille francs, et la cédait à une banque de Rio ou de Santos, encaissait sept billets de 500 milreis. Neuf ans plus tard, il pouvait obtenir trente-trois de ces mêmes billets en échange d'une nouvelle traite de dix mille francs. On conçoit par ce seul exemple l'importance que dut prendre la question monétaire aux yeux des planteurs brésiliens. De fait, au cours des trente dernières années, les variations de valeur du milreis jouent dans l'histoire de la production un rôle de premier plan.

Ce sont d'abord les jours ensoleillés, la période glorieuse où le caféier conquiert tout l'État de Saint-Paul, où les Paulistes se flattent de conquérir tous les marchés du monde ; le café atteint en Europe des cours jusque là inconnus. La crise du change survient, qui met le comble à cette prospérité ; l'agio sur l'or triple les bénéfices déjà considérables des fazendeiros, décuple leur ardeur à poursuivre sans trêve l'extension indéfinie des champs de culture.

Puis, aux heures sombres où les prix s'effondrent sur les marchés consommateurs qu'encombrent des excédents

de récolte d'année en année plus considérables, la réorganisation des finances de l'Union amène le relèvement progressif de la valeur de la circulation fiduciaire : le fléchissement rapide de la prime de l'or va peser lourdement sur les planteurs déjà éprouvés.

Enfin, — et rien ne marque mieux combien sont étroitement liées les deux questions, — lorsqu'il s'agira de « valoriser » le café, nous verrons qu'il sera indispensable de résoudre en premier lieu le problème du change, par la création d'une Caisse de Conversion.

Entre deux pays possédant réellement l'un et l'autre une circulation d'or, le change se trouve exprimer un rapport de valeur entre deux monnaies qui sous deux noms différents désignent un seul métal. Le marché du change, où viennent se contrebalancer les créances respectives des deux pays, n'enregistre que des fluctuations infinitésimales, puisque le pays qui reste en dernier lieu débiteur peut sans difficulté régler immédiatement en numéraire le solde dont il est redevable. Le marché du change est dans ce cas comme une chambre de compensation à laquelle on recourt pour s'éviter les peines et les frais des paiements en espèces, mais dont on se passe dès qu'il devient plus avantageux de supporter ces frais, c'est-à-dire chaque fois que l'écart entre l'offre et la demande de traites amène les cours jusqu'au « gold point » de sortie au-delà duquel l'envoi de métal jaune est moins onéreux que l'achat de créances sur l'étranger.

La situation est tout autre au Brésil : en principe le système monétaire est bien basé, depuis plus d'un siècle, sur l'étalon d'or, mais les pièces frappées à diverses reprises par l'État ont toujours émigré rapidement : le Brésil ne possède pas de circulation métallique. L'unique

instrument des échanges est la monnaie de papier, et, sauf durant quelques brèves et rares périodes, cette monnaie de papier n'a jamais été remboursable en numéraire aux caisses des émetteurs, État ou banques. Il existe donc une unité monétaire réelle, « commune mesure des valeurs », le milreis-papier, qui n'est pas maintenue automatiquement par la convertibilité à la parité du milreis-or, unité théorique.

Le cours du change n'exprimera pas ici un rapport entre deux monnaies de même essence, de valeur intrinsèque identique, mais entre d'une part une monnaie extérieure ayant pour base l'or, étalon universel de valeur, et d'autre part une monnaie conventionnelle, fictive, ne possédant de valeur que dans l'intérieur des frontières. Plus de constant parallélisme entre les deux termes du rapport. En face d'une unité monétaire stable, une autre unité dont la valeur variera suivant la plus ou moins grande abondance de la circulation intérieure, suivant le plus ou moins de confiance qu'inspirera l'État.

Le cours du change sera donc soumis à deux influences combinées : une influence intérieure, les variations de valeur du papier-monnaie, qui entraîneront au Brésil même une variation inverse des prix en général, et par conséquent du prix de l'or (et des créances payables en or) exprimé en milreis-papier ; une influence extérieure, les mouvements de la balance des comptes, influence qui ne s'exercera pas de façon directe et immédiate sur les prix à l'intérieur, mais seulement sur le prix de l'or et des créances-or.

Sous l'action de ces deux facteurs, les fluctuations de la valeur du milreis vont être incessantes et violentes.

La seule influence de la balance des échanges suffirait,

au Brésil, à modifier à tout moment les cours du change dans de fortes proportions.

Cette balance oscille en effet elle-même de façon continue : les exportations de marchandises, café, caoutchouc, sucre, cuirs, métaux précieux, constituent la source à peu près unique des créances du Brésil sur l'Europe et les États-Unis. Leur total représente chaque année la somme en or dont le Brésil a pu disposer vis-à-vis de l'étranger. Cette somme doit lui servir à payer les marchandises importées, dont le montant global est toujours resté sensiblement inférieur au montant des exportations, ainsi que les arrérages et l'amortissement des emprunts publics extérieurs ; à ces deux sortes de dettes, il faut ajouter les dépenses des Brésiliens au dehors, les intérêts des capitaux étrangers engagés dans les entreprises privées, les sommes que les travailleurs européens venus au Brésil envoient ou emportent dans leurs pays ; et tout cela échappe à la statistique.

Or, d'une année à l'autre, certains des éléments de la balance peuvent varier très sensiblement ; ces variations pour les exportations ont parfois dépassé 35 0/0. Et ces déplacements d'équilibre se produisent plus aisément encore au cours d'une même année : durant les premiers mois qui suivent les récoltes, les exportations sont extrêmement actives ; les créances du Brésil l'emportent à ce moment sur ses dettes exigibles. En fin de campagne, les sorties se trouvant considérablement ralenties, — ou aux époques de paiement des coupons de la dette, si le gouvernement n'en a pas fait longtemps à l'avance la provision en Europe, — la balance apparaîtra débitrice. Elle s'inclinera au contraire fortement en faveur du Brésil chaque fois qu'un emprunt brésilien sera conclu au dehors,

car son montant viendra momentanément s'ajouter, du côté des créances, à la valeur des exportations.

Dans les pays à monnaie saine, ces mouvements de la balance des comptes ne provoquent, on l'a vu, dans les cours des changes que des oscillations de faible amplitude ; si, la balance se soldant en déficit, le change s'écarte quelque peu de la parité, les remises d'espèces prélevées sur la circulation interviennent pour combler la différence, il est possible de se dispenser de l'intermédiaire du marché du change en expédiant de l'or. Tout règlement entre le Brésil et l'étranger nécessite au contraire une opération de change : le Brésilien doit convertir son papier monnaie en créance payable en or, l'étranger débiteur du Brésil doit transformer son or, au cours du jour, en créance payable en papier. Le solde qui, dettes et créances compensées, ressortira soit en faveur de l'extérieur, soit en faveur du Brésil, provoquera directement soit la hausse, soit la baisse du change ; dans le premier cas en effet les Brésiliens auront eu à se procurer à tout prix le moyen de régler en or leurs créanciers du dehors, et les banques les auront obligés à payer une prime plus élevée qu'auparavant ; dans le second cas, l'offre de créances-or aura été supérieure à la demande, d'où diminution de l'agio, — et envoi d'or au Brésil, ou plus simplement augmentation dans les banques étrangères du solde créateur-or que les banques brésiliennes y maintiennent en réserve.

Sans que soit en jeu l'équilibre des échanges internationaux, les phénomènes intérieurs qui influent de leur côté sur le change peuvent provoquer des variations de cours plus considérables encore. Il en est un surtout qui prend parfois une importance capitale : il s'agit de la surabondance du papier-monnaie. Chaque fois que le papier-

monnaie afflue dans la circulation au-delà des besoins, que l'offre excède la demande, l'unité monétaire tend à se déprécier. Si les milreis-or subsistaient à côté des milreis-papier, cette dépréciation apparaîtrait isolément sous forme d'agio, se traduirait par un écart de valeur entre les deux monnaies nationales, comme ce fut jadis le cas en France avec les assignats ; mais ici il n'y a plus de circulation métallique, et la dépréciation, la prime sur l'or, s'incorpore directement dans le cours du change.

De même, chaque fois que le papier-monnaie se raréfie, que la demande dépasse l'offre, sa valeur tend à se relever, à se rapprocher de la valeur nominale, et le change par suite à se rapprocher de la parité.

La rareté et la surabondance du papier-monnaie peuvent tour à tour se manifester lors même que la quantité en circulation reste invariable. L'intensité des besoins est en effet sujette à varier : le développement des transactions à l'intérieur, l'augmentation de la population, rendront plus nécessaire et partant plus précieux l'instrument des échanges ; mais qu'une période de dépression succède à une période d'activité exagérée, et il semble qu'on soit en présence d'un excès de papier-monnaie.

Les pays à circulation métallique connaissent eux-mêmes ces phases successives de resserrement et d'extrême détente monétaire, mais ils forment comme autant de vases communicants ; les phénomènes d'expansion et de contraction de la monnaie se répercutent sur le monde entier ; s'il y a stagnation et surabondance dans un pays donné, le résultat est un reflux de métal jaune vers l'extérieur ; inversement l'or afflue de toutes parts dans les cas de violente tension. Tout se traduit en définitive par une baisse ou une hausse générale du taux de l'intérêt, rétablissant

l'équilibre international. Il n'en est pas de même là où n'existe qu'une circulation inconvertible ; celle-ci se trouve confinée à l'intérieur des frontières ; si aux époques d'inactivité des échanges, cette circulation se trouve excessive, l'offre plus abondante de papier monnaie rend inévitable l'élévation de la prime de l'or sur le marché du change.

Mais la hausse de la prime est dans ce cas passagère et en somme normale, comme le phénomène qui lui a donné naissance. Il en va autrement quand la surabondance a pour origine l'augmentation de la quantité de papier-monnaie, le gouvernement se laissant tenter par les complaisances et les facilités du cours forcé, et proportionnant les émissions non plus aux nécessités des échanges, mais aux nécessités du budget.

Nombreux sont les peuples qui en ont fait l'expérience à leurs dépens : c'est à ces abus que sont le plus souvent attribuables les perturbations monétaires lorsqu'elles durent et se prolongent. Il n'est pas possible, dans un pays au régime du cours forcé, de tripler ou de quadrupler en quelques années la quantité de billets en circulation sans qu'il en résulte une hausse considérable des prix, conséquence d'une baisse inverse de la valeur de la monnaie. Et avant même de se traduire par la hausse des prix, la dépréciation se sera manifestée sur le marché du change par une hausse violente de l'or.

Les prix opposent en effet aux variations de valeur de la monnaie une force d'inertie plus ou moins grande suivant les cas : les prix des marchandises s'élèveront plus facilement que les loyers ou les salaires. Le change est au contraire un instrument d'une sensibilité extrême, qui escomptera immédiatement la dépréciation inévitable. L'annonce seule d'une émission suffira à influencer la

« tendance » et à peser lourdement sur les cours. Les mouvements du change précéderont de fort loin les mouvements des prix. Nous allons voir les conséquences de ce phénomène pour les planteurs du Brésil.

Le milreis (1), unité monétaire du Brésil, a été ramené, par les conversions successives de 1833 et 1846, aux deux cinquièmes de son ancienne valeur nominale, soit de 67 deniers $1/2$ à 27 deniers.

Dans la période qui va de la conversion de 1846 à la fin de l'empire, les cours du milreis sont sujets à des fluctuations amples mais d'assez courte durée : les mouvements de baisse et de hausse se succèdent à tout moment ; si la dépréciation va parfois jusqu'à 37 0/0 (en 1868, en 1886) le pair métallique est assez souvent atteint (en 1847, 1850, 1856, 1863, 1865, 1873, 1876) et même dépassé (28 d. $3/8$ en 1875). Il semble qu'on puisse attribuer ces fluctuations tantôt à des variations concomitantes de la quantité de papier en circulation, tantôt au jeu de la balance des comptes. C'est ainsi que la hausse du change à 28 d. $3/8$ en 1875 coïncide avec la conclusion à Londres d'un emprunt de 5,300,000 livres sterlings (133 millions de francs) ; et que si le milreis descend ensuite jusqu'à

(1) La base primitive du système monétaire brésilien, le *réal*, n'existe pas en fait. La véritable unité est le *milreis*. Il y a en outre une unité de compte, le *conto* qui vaut un million de reis ou mille milreis. La loi de conversion du 11 septembre 1846 avait fixé le poids de fin du milreis-or à 896 grammes, mais les espèces d'or et d'argent n'ayant pu rester dans la circulation, toutes les opérations ont continué à s'effectuer en *notas* (billets émis par le trésor ou les banques à privilège) à cours forcé, les coupures allant de 500 reis à 500 milreis. Le cours du change à Rio (sur Londres) exprime en deniers d'or (ou pence) la valeur du milreis-papier. Le denier est la douzième partie du schilling, vingtième partie de la livre sterling.

19 d. 1/8 en 1879, on peut voir une des causes de cette chute dans l'accroissement de la masse du papier-monnaie, passant de 181,000 à 246,000 contos.

Dans les dernières années de l'empire, le change se relève de nouveau : les prix du café ont haussé de 100 0/0 sur les marchés européens, et la balance des comptes se ressent heureusement de l'augmentation de valeur des exportations ; en même temps le gouvernement s'est appliqué à réduire l'importance de la circulation ; le 15 novembre 1889, date de la proclamation de la République des États-Unis du Brésil, cette circulation ne s'élève plus qu'à 184,500 contos dont 171,000 émis directement par le gouvernement, et 13,500 par les banques. Dans la période précédant immédiatement sa chute, le gouvernement impérial s'est même préoccupé de substituer au papier-monnaie à cours forcé une circulation de billets de banque avec garantie effective et convertibilité. En janvier 1889, il a voulu instaurer un régime monétaire analogue à celui des États-Unis. Sa tentative ayant échoué, il provoque la fondation, au début d'octobre 1889, de la Banque Nationale du Brésil, et signe avec elle un contrat par lequel elle s'engage à retirer de la circulation, dans un délai de cinq années et jusqu'à concurrence de 155,000 contos, le papier-monnaie émis par l'État, en l'échangeant contre ses propres billets ; la circulation de ceux-ci ne dépasserait pas le triple de l'encaisse métallique de la Banque, — qui au fur et à mesure des retraits, recevrait en contre-partie les titres d'un emprunt 4 0/0 or amortissable. L'État, par le même traité, renonce au droit d'émettre du papier-monnaie. Moins de deux mois après, le renversement inopiné de la monarchie vient arrêter la réalisation déjà commencée de ce programme.

L'avènement de la République marque en effet le début d'une véritable débâcle du change. Le nouveau gouvernement, obligé de réprimer les troubles, de réformer l'organisation administrative, d'engager, pour se rendre populaire, des dépenses d'utilité publique, accumule les déficits et se voit bientôt obligé de mettre tout en œuvre pour faire face à ses embarras financiers.

Pour combler les vides que chaque exercice laisse dans le Trésor, il a recours aux expédients les plus divers, augmentation des impôts existants, création de nouvelles taxes, emprunts extérieurs, accroissement de la dette flottante, emploi des dépôts publics, mais surtout émissions de monnaie de papier. D'une part il accorde le droit d'émission à plusieurs banques, qui en deux ans émettent des billets pour un montant double de celui de la circulation déjà existante, d'autre part lui-même, à partir de 1892, lance à plusieurs reprises d'énormes émissions de papier-monnaie.

	Billets d'État	Billets des Banques	Total de la circulation
15 novembre 1889	171.000	13.500	184.500
31 décembre 1890	171.084	126.719	297.800
— 1891	167.611	346.116	513.727
— 1892	215.111	345.889	561.000
— 1893	285.745	348.955	634.700
— 1894	367.358	344.642	712.000
— 1895	337.352	340.714	678.066
— 1896	371.641	340.714	712.355
— 1897	507.427	213.535	720.962
— 1898	532.863	247.102	779.965

La valeur nominale de la circulation fiduciaire, dans ce pays de 15,000,000 d'habitants où les échanges intérieurs

sont encore peu développés, passe ainsi, en neuf années, de 522 millions à 2 milliards 207 millions de francs.

Le résultat est une dépréciation écrasante du milreis :

	Circulation (en contos)	CHANGE		
		moyen	plus haut	plus bas
1886	213 582	18 ^d 11/16	22 ^d 13/16	17 ^d 1/2
1887	202.290	22 7/16	23 13/16	21 1/16
1888	205.288	25 1/4	27 9/16	22 1/2
1889	497.450	26 7/16	27 3/4	24 1/4
1890	297.800	22 9/16	26	20 1/2
1891	543.727	14 29/32	20 3/4	11 1/2
1892	561.000	12 1/32	16	10
1893	634.700	11 19/32	13 15/16	10 1/8
1894	712.000	10 3/32	12 1/2	9 1/32
1895	678.066	9 15/16	11 13/32	9
1896	712.355	9 1/16	10 5/16	8
1897	720.962	7 23/32	8 31/32	6 7/8
1898	779.965	7 3/16	8 27/32	5 5/8

Ces chiffres suffisent à faire ressortir la concordance constante entre l'augmentation de la circulation et la baisse du change. Cette baisse ne pourrait d'ailleurs être expliquée par les mouvements de la balance des comptes : les capitaux étrangers ont pu sans doute dans les dernières années se détourner des entreprises privées, mais l'État a contracté à l'étranger d'importants emprunts qui, de 1890 à 1897, ont augmenté de plus de 200 millions de francs sa dette extérieure (1). D'autre part, il n'y a pas

(1) Sans compter les bons du Trésor placés à Londres, ni les emprunts à l'étranger des divers États et des Compagnies de chemins de fer.

de fléchissement marqué dans les chiffres des exportations (1), exprimés en monnaie d'or :

	Exportation en contos-papier	Change moyen	Exportation en livres sterling au change moyen
1889	254.000	26 ^d 7/16	27.750.000
1890	292.000	22 9/16	27.500.000
1891	439.000	44 29/32	27.250.000
1892	454.000	42 1/32	22.750.000
1893	636.000	44 19/32	30.750.000
1894	631.000	40 3/32	26.550.000
1895	731.000	9 15/16	30.250.000
1896	736.000	9 1/16	27.800.000
1897	869.000	7 23/32	28.050.000
1898	814.000	7 3/16	24.500.000

L'abus des émissions est donc bien ici la cause essentielle de la dépréciation monétaire. Et cette dépréciation croissante amène elle-même sans cesse de nouvelles émissions, car une part importante des dépenses budgétaires étant payable en or, tandis que les revenus sont perçus en papier, chaque étape dans la baisse aggrave sensiblement les charges de l'État (2), qui, dans la nécessité pour

(1) Par contre, il y a diminution sensible des importations, dont la moyenne annuelle atteint 22 millions de livres de 1890 à 1896, et qui ne s'élèvent plus qu'à 15 millions de livres en 1898, ce qui compense, et au-delà, la légère diminution des sorties.

(2) On peut évaluer à plus de 100 millions de francs le montant annuel moyen durant cette période, des paiements du Brésil à l'extérieur, pour le service de la dette et des garanties d'intérêt. Or 100 millions représentent environ :

35.000	contos-papier	au change de	27 d.
80.000	—	—	12 d.
100.000	—	—	10 d.
136.000	—	—	7 d.
180.000	—	—	6 d.

et 180,000 contos représentant près des deux tiers des ressources to-

y faire face d'augmenter à tout prix ses recettes, en est réduit à lancer chaque fois de nouveaux billets dans la circulation. Engrenage d'où le Brésil ne peut sortir qu'en suspendant ses paiements : en 1898, il est contraint de demander à ses créanciers un moratorium de trois ans.

C'est au cours de l'année 1898 en effet que le président Campos-Salles, qui va être le grand artisan de la réorganisation des finances de l'Union, prend possession du pouvoir ; l'exercice 1897, pour lequel était prévu un excédent de recettes de 30 millions de milreis, vient de se solder par un déficit de près de 130 millions (1), le change s'est effondré à 5 d. 5/8. Pour rétablir l'équilibre budgétaire, pour relever le change, il est indispensable d'obtenir tout d'abord un répit, de soulager momentanément le Brésil de la charge des règlements à l'étranger. Le 30 juin, le nouveau président conclut avec les porteurs européens d'emprunts brésiliens, représentés par la maison Rothschild de Londres, un arrangement portant consolidation temporaire des intérêts à payer en or : du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1901, les créanciers recevront le montant de leurs coupons en titres d'un emprunt spécial (funding loan), garanti par les revenus des douanes ; l'amortissement de la dette extérieure sera en outre suspendu pour treize années. Enfin la convention de Londres dispose qu'au fur et à mesure de l'émission des obligations du funding loan, le gouvernement déposera en banque leur équivalent en papier-monnaie, calculé sur le change de 18 d. ; ce papier sera ou détruit ou employé à l'achat de

tales du budget, qui atteignent 307,000 contos en 1897, 313,000 en 1898.

(1) D. Bernardino de Campos, ministre des Finances. Rapport au Congrès, août 1898.

créances sur Londres qui serviraient à constituer un fonds de garantie en vue de la reprise des paiements en or.

Ces mesures ont toutes pour but direct ou indirect le relèvement rapide du change (1), pierre angulaire de la

(1) En parlant de la politique du président Campos-Salles, on ne peut passer sous silence la théorie monétaire de son principal collaborateur, le Dr Joaquin Murtinho, ministre des Finances à dater du 15 novembre 1898. Constatant que le total annuel de l'exportation, évaluée en milreis-papier, est toujours sensiblement égal au montant de la circulation fiduciaire (voir les tableaux des pages 28 et 29), il en déduit que chaque fois que la circulation augmente ou que l'exportation diminue, le change baisse de manière à rétablir l'égalité entre les deux chiffres. Il pose les équations suivantes :

Soit x le cours du change,

comme : $\frac{\text{Exportation évaluée en or}}{\text{Exportation évaluée en papier}} = \frac{x}{27}$

Si d'autre part : Exportation évaluée en papier = Papier en circulation,

on a : $\frac{\text{Exportation évaluée en or} \times 27}{x} = \text{Papier en circulation},$

d'où $x = \frac{\text{Exportation évaluée en deniers-or}}{\text{Milreis-papier en circulation}}$

ou « le change est le rapport entre la masse de papier en cours et la valeur des exportations du pays ».

Il est curieux de constater que cette formule est à peu près exacte durant la période 1846-1898, chaque fois qu'il y a dépréciation. Ainsi, dans les dernières années, on a par la formule :

	1893	1894	1895	1896	1897	1898
Cours réel :	$\frac{41 \frac{5}{8}}{11 \frac{19}{32}}$	$\frac{9}{10 \frac{3}{32}}$	$\frac{40 \frac{3}{4}}{9 \frac{15}{16}}$	$\frac{9 \frac{3}{8}}{9 \frac{1}{16}}$	$\frac{9 \frac{1}{4}}{7 \frac{23}{32}}$	$\frac{7 \frac{1}{2}}{7 \frac{3}{16}}$

Cependant la formule, trop étroite, ne tient compte que d'un seul des éléments de la balance, celui qui a été sujet aux plus fortes variations jusqu'en 1898. Aussi la loi ne se trouve-t-elle plus vérifiée dans les années suivantes.

En réalité, il est généralement vain de chercher à exprimer algébriquement des lois économiques, et cela est particulièrement vrai des lois qui régissent les variations du change, où interviennent tant d'éléments impondérables. Mais les Brésiliens, fervents disciples de Comte,

réorganisation financière : d'une part la suspension des paiements en or va faire pencher fortement pour le Brésil la balance des comptes ; d'autre part, les rachats de papier-monnaie vont réduire sensiblement la circulation fiduciaire. De plus, la restauration du crédit national va permettre aux États, aux villes, aux entreprises privées, de faire largement appel au concours de l'étranger, d'où un courant continu de capitaux qui provoquera à son tour l'amélioration des cours du milreis. L'augmentation du chiffre des exportations contribuera encore à ce résultat. Le délai de trois ans une fois révolu, la reprise du service en or de la dette, bien qu'obligeant l'État à reparaitre en acheteur d'or sur le marché du change, ralentira à peine ce mouvement ascensionnel :

	Circulation (en contos)	CHANGE		
		moyen	plus haut	plus bas
1899	733.727	7 ^d 7/16	8 ^d 7/32	6 ^d 11/16
1900	699.632	9 1 ⁷ / ₂	14 1/16	7
1901	680.451	11 3/8	13 13/32	9 23/32
1902	675.537	11 31/32	12 9/16	11 7/32
1903	674.988	12	12 5/8	11 5/8
1904	673.739	13 7/32	13 35/64	11 57/64
1905	669.492	15 57/64	18 1/16	13 19/32
1906	664.799	16 3/64	17 9/16	14 5/8 (1)

tiennent en honneur les formules mathématiques. C'est ainsi que M. I.-P. Wileman, directeur de la statistique à Rio, a traduit de son côté les lois du change par la formule suivante : soit V et v' les cours du change à deux époques données, S et s' les chiffres de papier en circulation, D et d' la demande sur le marché du change :

$$v' = \frac{V d' S}{D s'}$$

L'un comme l'autre déduisent de leurs formules qu'il faut, pour relever le change, réduire la circulation et modifier la balance des comptes

Et à cette conclusion du moins, il n'y a rien à reprendre.

(1) Voici d'autre part les mouvements de la balance du commerce

Ce premier coup d'œil jeté sur les grandes lignes de l'histoire monétaire du Brésil, il devient aisé de retrouver dans la courbe des prix du café l'influence des variations du change.

au cours de la même période (les chiffres jusqu'à 1901 sont approximatifs : c'est seulement à partir de l'année suivante que fonctionne le bureau de statistique commerciale) :

	(En livres sterling)	
	Exportation	Importation
1899	26.000.000	16.000.000
1900	31.000.000	18.000.000
1901	40.000.000	21.377.000
1902	36.437.436	23.279.418
1903	36.883.175	24.207.811
1904	39.430.136	25.915.423
1905	44.643.113	29.830.030
1906	53.059.480	33.204.041

CHAPITRE III

LES ORIGINES DE LA CRISE

Funeste à l'État grevé d'une dette extérieure ainsi qu'à tous les débiteurs de l'étranger, la baisse de change est au contraire propice aux industries d'exportation. La dépréciation de la monnaie nationale, apparaissant dans les cours du change avant de se traduire à l'intérieur par une hausse générale des prix, constitue, — jusqu'à ce que ceux-ci aient atteint le niveau où ils retrouvent leur équilibre, — un avantage immédiat pour quiconque est payé en or et paie en papier.

Lorsqu'il s'agit d'un mouvement de baisse isolé, suivi d'une période de calme ou de hausse, cet avantage est tout momentané, puisque les prix, avec une rapidité variable suivant les catégories, s'élèvent en proportion de la moins-value de la monnaie. La prime d'exportation née de l'effondrement du change diminue alors peu à peu, pour disparaître complètement au bout d'une ou de deux années.

Mais au Brésil un des caractères les plus remarquables de la crise du change a été la continuité de la baisse du milreis. S'il est des pays où la valeur du papier-monnaie a pu tomber plus bas encore, pour la plupart d'entre eux lorsqu'on trace un graphique par moyennes annuelles des

cours du change durant les périodes d'altération, la ligne obtenue est ondulée, irrégulière, présente tour à tour des pics et des précipices, tendant ici à se relever après une descente brusque, là se maintenant longtemps à un niveau à peu près invariable avant de s'abaisser de nouveau : plusieurs étapes bien distinctes les unes des autres conduisent ainsi à la dépréciation finale. Pour le Brésil au contraire la ligne fléchit constamment, sans arrêt, presque régulièrement : c'est une chute ininterrompue de neuf années.

Il en résulte que si les prix ont bien, comme partout ailleurs, suivi de loin, et d'un pas plus ou moins pressé, les mouvements de change, comme, de 1889 à 1898, la dépréciation s'est faite sans cesse plus profonde (1), sans cesse l'écart s'est agrandi au lieu de diminuer et de disparaître : les prix s'avançaient-ils d'un degré, les cours du milreis avaient déjà descendu deux nouveaux échelons. Durant cette suite d'années, la baisse du change a constamment gagné du terrain sur la diminution de la puissance d'achat de la monnaie.

Si l'on ajoute qu'au Brésil, pays agricole où les importations n'ont encore qu'une importance restreinte, et surtout dans l'intérieur, presque isolé du reste du monde, certains prix peuvent avoir été moins sensibles à l'influence du change qu'ils ne l'auraient été chez une nation européenne, on conçoit quels profits inespérés la débâcle du milreis dut valoir aux producteurs de café.

Ces profits furent d'autant plus considérables que la

(1) Il ne faut pas oublier qu'une baisse de 1 d. quand le change est à 8 d. est plus forte qu'une baisse de 3 d. quand le change est au pair de 27 d.

baisse du papier-monnaie avait été précédée d'une hausse énorme du café sur les marchés consommateurs. Non seulement grâce au change le planteur recevait une somme plus forte en milreis pour une même somme d'or, mais encore il recevait une somme plus forte en or pour une même quantité de café.

Pour la période 1880-1884 à 1884-1885, le prix moyen du café à Santos a été de 4,300 reis ; en janvier 1883, les cours se sont même abaissés au-dessous de 3,000 reis. En 1886 ils descendent de nouveau jusqu'à 3,250 reis. Mais dès l'année suivante et bien que le change soit en hausse, ils s'élèvent rapidement car en Europe le prix du café a doublé ; en mai 1887, ils atteignent déjà, — et pour la première fois, — 9.950 reis. La baisse de change, qui survient deux ans après, va les porter beaucoup plus loin :

Campagnes	PRIX AU HAVRE (les 50 k. good average Santos)		PRIX EN REIS (les 10 kilos good average Santos)		
	Change	Cours moyen			
	moyen		Plus haut	Plus bas	Cours moyen
1885-86	49	47	4.200	3.250	3.950
1886-87	22	77	9.800	3.800	5.650
1887-88	23 3/4	89	9.950	4.150	6.450
1888-89	27 1/4	96	6.200	4.150	5.400
1889-90	25 1/4	102	8.350	5.100	6.650
1890-91	20 1/4	108	10.300	6.200	8.150
1891-92	13	88	12.200	7.300	10.100
1892-93	12 3/8	95	15.000	10.000	12.200
1893-94	10 3/8	100	18.000	11.900	15.800
1894-95	10 1/4	94	17.400	10.800	14.700
1895-96	9 3/4	87	15.800	11.000	14.200
1896-97	8 1/2	58	13.400	9.000	10.700
1897-98	7	39	10.200	7.200	8.550

On voit que les dernières années de cette période sont

marquées par un brutal effondrement des cours à l'extérieur, mais que la baisse des milreis, de plus en plus accentuée, voile en partie aux planteurs cette chute effrayante des prix du café. Ils ne seront désabusés qu'une fois la crise du change enrayée, quand le relèvement de la monnaie de papier, — qui leur sera d'autant plus funeste que la dépréciation leur aura été plus favorable, — leur montrera sur quelles bases fragiles reposait leur passagère splendeur.

Les planteurs en effet ont pu marquer d'une pierre noire l'année 1898.

Elle clôt irrévocablement cette ère d'éblouissante prospérité durant laquelle la « lavoura » a presque constamment bénéficié à la fois des prix élevés du café sur les marchés étrangers et des bonds désordonnés de l'agio sur l'or.

D'une part la convention conclue à Londres le 15 juin est le signal d'un brusque enlèvement du change, point de départ d'un mouvement ascensionnel qui va se poursuivre indéfiniment, d'autre part pour la première fois les cours du Santos au Havre restent toute l'année au dessous de 40 francs.

En ce qui concerne le change, dès que sont connues les grandes lignes du projet Campos Salles, c'est-à-dire à la fin de mai 1898, la hausse en est extrêmement rapide. En huit jours il passe de 5 d. $\frac{3}{4}$ à 6 d. $\frac{7}{8}$; et dès le début de juin il dépasse 7 d. $\frac{1}{2}$, regagnant ainsi en trois semaines autant de terrain qu'il vient d'en perdre en un an.

Le résultat pour les cours du café au Brésil est le suivant :

Dates	Café au Havre	Change à Rio	Café à Santos
—	—	—	—
30 avril	37 »	5 3/4	10.200
30 juin	35 75	7 9/16	7.000

En novembre, le change s'élève jusqu'à 8 d. 27/32, soit une hausse de 57 0/0 en six mois. Viennent ensuite un temps d'arrêt et une légère réaction : il faut attendre 1900 pour enregistrer un nouveau bond, qui porte un instant le change à 14 pence.

Mais la hausse, d'ailleurs considérable, de 1898, a déjà suffi à faire perdre aux planteurs tous les avantages que leur assurait auparavant la situation monétaire. Les rôles sont renversés ; depuis la chute de l'empire, les mouvements du change ont été constamment désastreux pour les maisons d'importation, pour les capitaux étrangers engagés dans les entreprises privées, et surtout pour les finances de l'Union, tandis que l'agriculture, vendant sa production à l'étranger, et les industries locales, protégées par l'agio contre toute concurrence extérieure, ont vu gaiement le crédit national aller peu à peu à sa ruine. Or voici que l'abaissement soudain de la prime sur l'or vient augmenter les profits des importateurs, et par contre frapper durement tous ceux qui depuis neuf ans vivent dans le mirage des hauts prix en reis.

Car si la baisse des prix dans la période précédente n'a suivi que lentement la baisse du change, le phénomène inverse se produit maintenant : la valeur des billets, exprimée en or, s'est brutalement relevée, mais leur pouvoir d'achat à l'intérieur ne se relèvera que beaucoup plus tard : « La hausse du change, — écrira en août 1900 le consul de France à São-Paulo, — n'a pas encore fait sentir tous ses effets ; la vie matérielle est aussi élevée qu'au-

trefois ; les loyers sont aussi chers ; seuls quelques articles d'importation ont subi une diminution très peu sensible. » Si l'on remarque que São-Paulo, capitale de l'État, commandant la seule ligne qui aboutisse à la mer, en relations étroites et constantes avec l'étranger, peuplée de négociants, de banquiers, d'industriels, est précisément, avec Santos, la ville où les prix peuvent subir le plus facilement l'influence des fluctuations de l'agio, on est amené à conclure que, — pour le plus grand dommage des planteurs, — l'équilibre se rétablira à l'intérieur avec une extrême lenteur, surtout dans les centres agricoles éloignés de la côte et des principales cités.

Quant au café, en baisse constante au Havre à partir surtout de 1896, il est descendu pour la première fois depuis onze ans, en avril 1897, au dessous du cours de 50 francs, auquel il ne remontera pas avant plusieurs années. En avril 1898, au moment où la courbe de l'agio sur l'or passe à son point culminant, le café ne vaut plus au Havre que 34,25 (1).

Puis, tandis que l'agio décroît sensiblement, le café se maintient sans grandes variations à des cours avilis. Perdu dès les premiers jours de 1898, le prix de 40 francs ne réapparaît qu'à la fin de l'année suivante :

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1898	—	—	—	—
Plus haut	40 25	37 50	39 50	39 »
Plus bas	33 50	34 25	34 75	36 »
1899				
Plus haut	38 25	36 50	34 25	41 75
Plus bas	34 50	33 25	30 75	31 50

Comment les cours ont-ils pu être ainsi précipités brus-

(1) Voir les cours au Havre par moyennes annuelles, p. 36.

quement, en l'espace de trois ans à peine, de 100 francs à 33 francs ?

Tout d'abord les Brésiliens ont attribué cet affaïssement à des causes très diverses ; ils y voyaient en particulier l'influence directe de la crise du change : satisfaits des prix élevés en papier-monnaie, ne s'étaient-ils pas facilement résignés à la chute des cours à l'extérieur. Mais cette chute, ils durent bientôt le reconnaître, était déterminée aussi et surtout par la surproduction ; un rapide examen des statistiques suffira à le faire constater.

La science de la statistique joue à notre époque un rôle de plus en plus important ; dès aujourd'hui, elle fournit, sur la production et la consommation de toutes les denrées, les données les plus précieuses ; mais parmi tous les produits agricoles, le café est peut-être celui pour lequel les statisticiens sont arrivés à la plus grande exactitude et à la plus grande rapidité d'information.

Dans la plupart des cas en effet, qu'il s'agisse des thés de Chine, des blés de Russie, des cotons d'Amérique, des vins de France, une part importante de la production, souvent même la plus importante, est absorbée par la consommation intérieure des pays récoltants, et ne peut être l'objet que d'estimations approximatives ; estimations auxquelles il est malgré tout nécessaire de recourir, puisque les chiffres du commerce extérieur expriment seulement une partie de la réalité. Les pays, — très peu nombreux, — qui cultivent le café, n'ont au contraire qu'une faible population, et la consommation locale n'absorbe qu'une fraction absolument négligeable de la récolte. On peut donc sans crainte d'erreur prendre uniquement pour base les chiffres précis du trafic international.

En outre, les régions productrices étant toutes situées

par delà les océans, les pays consommateurs ne recevront pas le café par voie de terre ; il leur arrivera uniquement par les ports, et même, — du moins en ce qui concerne l'Europe et les États-Unis, qui absorbent ensemble plus des neuf dixièmes de la récolte mondiale —, par un nombre très restreint de ports. Un mouvement de concentration tout à fait remarquable a en effet groupé sur quelques grandes places maritimes, où il bénéficie d'une organisation spéciale du crédit, tout le commerce d'importation des cafés. De même, sur les lieux de production, les ports d'expédition sont en petit nombre : à eux seuls Rio et Santos voient passer les deux tiers de la production mondiale. Il en résulte qu'il est possible de ne pas attendre l'apparition toujours tardive des statistiques officielles du commerce extérieur des diverses nations pour être renseigné sur la marche de la production et de la consommation du café. En fait, sur tous les marchés, c'est quotidiennement que sont fournis les chiffres des « recettes » des ports brésiliens — c'est-à-dire des quantités de cafés reçues de l'intérieur —, c'est presque au jour le jour également qu'on suit les « arrivages » et les « débouchés » des « ports de la statistique » (1).

Enfin, cette même concentration permet de connaître avec une certaine exactitude les « existences » mondiales, car le commerce est amené à maintenir ses stocks dans les ports, où il trouve à la fois marché à terme, franchise d'entrepôt et facilité de distribution ou de réexportation. Aussi chaque mois le Coffee Exchange à New-York,

(1) Pour l'Europe la statistique englobe actuellement : Hambourg, Anvers, Le Havre, Bordeaux, Marseille, Trieste, Brème, Hollande, Angleterre.

MM. Duuring et Zoon en Hollande, et au Havre le Syndicat du commerce des cafés (1), peuvent-ils publier des statistiques détaillées (2) du « visible supply », arrivages et débouchés compensés.

Que l'on se base sur les chiffres des débouchés ou que l'on se reporte aux statistiques douanières officielles, on constate que dans le monde entier, la consommation du café progresse constamment, avec une remarquable régularité. Ce développement incessant ne provient pas seulement d'une augmentation parallèle de la population, mais aussi de l'accroissement de la prospérité générale, de la diffusion du bien-être dans toutes les classes : dans presque tous les pays en effet on note l'élévation graduelle de la moyenne de consommation par tête d'habitant ; la Russie et l'Angleterre, où le thé fait au café une concurrence victorieuse, échappent seules à cette règle.

Voici (3) les moyennes décennales des débouchés réels du monde, à dater de 1820.

Campagnes (du 1 ^{er} juillet au 30 juin)	Débouchés totaux (en milliers de sacs)	Pourcentage d'augmentation
1820-21 à 1829-30	4.650	
1830-31 à 1839-40	2.500	51 0/0
1840-41 à 1849-50	3.700	48 0/0
1850-51 à 1859-60	4.825	30 0/0
1860-61 à 1869-70	5.950	23 0/0
1870-71 à 1879-80	7.650	28 0/0
1880-81 à 1889-90	10.012	31 0/0
1890-91 à 1899-1900	11.826	18 0/0

(1) Avec le concours de l'éminent statisticien havrais M. E. Laneuville.

(2) Comprenant les stocks dans les ports d'Europe, des États-Unis et du Brésil, le « flottant » pour l'Europe et les États-Unis, ainsi que les quantités en charge au Brésil.

(3) D'après les statistiques de M. E. Laneuville. Réexportation entre

Le tableau ci-dessous donne d'autre part, d'après les acquittements et les importations officielles, les moyennes de consommation pour les principaux pays (en millions de sacs de 60 kilos) :

	(Année du 1 ^{er} janvier au 31 décembre)		
	1871 à 1880	1881 à 1890	1891 à 1900
Allemagne....	1.650	1.890	2.260
France.....	765	1.110	1.245
Autriche-Hongrie...	515	585	650
Hollande (1).....	400	450	540
Belgique.....	385	405	440
Grande-Bretagne...	245	235	215
Suisse.....	140	145	155
Italie.....	210	235	215
Divers (Europe et Méditerranée)	1.025	1.125	1.335
Totaux Europe.....	5.335	6.180	7.055
États-Unis (2).....	2.340	3.540	4.915
Cap, Argentine, etc.	100	190	320
Totaux monde . . .	7.775	9.910	12.290

Si l'on met en regard des chiffres de consommation par tête d'habitant ceux des droits de douane dans chaque pays, on reconnaît qu'il existe entre eux un rapport des plus étroits :

ports de la statistique déduits. Y compris les expéditions du Brésil pour les ports en dehors de la statistique (Méditerranée, Cap, Argentine, etc.) le cabotage brésilien, et la consommation locale de Rio et de Santos.

(1) Estimations.

(2) Livraisons.

	Consommation par tête en 1899	Droits par kilo en 1899
Hollande.....	7 ^k 20	» »
États-Unis.....	4 90	» »
Belgique.....	4 85	0 ^f 40
Suède.....	5 05	0 46
Norwège.....	4 25	0 44
Danemark.....	3 75	0 33
Suisse.....	3 40	0 35
Grande-Bretagne....	0 33	0 34
Allemagne.....	2 83	0 59
Russie d'Europe.....	0 45	0 95
Autriche-Hongrie....	1 »	1 »
Espagne.....	0 37	1 05 à 1 40
Italie.....	0 45	1 30 à 1 50
France.....	2 44	1 56

Il n'est pas exagéré, on le constate, de dire que l'importance de la consommation chez les divers peuples dépend avant tout du montant plus ou moins élevé des taxes qu'elle supporte. L'Angleterre et la Russie font cependant exception, pour la raison indiquée plus haut ; en sens inverse, la France se signale par une forte consommation, bien qu'un droit énorme y accueille le café depuis 1871 (1).

Quelle que puisse être sa régularité, il serait contraire à toutes les lois économiques que la marche ascendante de la consommation mondiale ne se ressente en aucune façon des variations des prix du café. On a vu (2) que, pour la période 1890-1900, l'augmentation annuelle moyenne des

(1) Avant la guerre le droit était de 50 francs par 100 kilos. Il a été modifié comme il suit en 1900 : Tarif maximum 136 francs. Tarif général 300 francs. Détaxe maintenue à 78 francs pour les cafés coloniaux. Surtaxe d'entrepôt 10 francs (au lieu de 20 francs).

(2) Page 42.

débouchés n'atteignait que 1,80 0/0, tandis que durant tout le reste du XIX^e siècle elle avait été constamment bien supérieure à 2 0/0. Si, au lieu d'examiner un tableau par périodes décennales, on consulte les statistiques annuelles, on ne se trouve pas seulement en présence d'un ralentissement, mais d'un recul, qui coïncide avec la hausse des cours.

	Prix moyen au Havre	Débouchés (en milliers de sacs)
1885-86	47	10.930
1886-87	77	10.340
1887-88	89	8.580
1888-89	96	9.850
1889-90	102	9.625
1890-91	108	9.815
1891-92	88	10.855
1892-93	95	11.100
1893-94	100	10.400
1894-95	94	10.870
1895-96	87	10.966
1896-97	58	12.427
1897-98	39	14.582
1898-99	36	12.994
1899-1900	39	14.252

Il est bon d'ajouter que « débouchés » comme « acquittements » ne peuvent refléter que très imparfaitement la marche de la consommation. Ces statistiques ne fournissent, quelle que soit leur source, que les chiffres des « entrées » de café. Or les stocks que conservent à l'intérieur le moyen et le petit commerce peuvent s'enfler ou se réduire suivant les circonstances : un mouvement de baisse semble-t-il se dessiner ? torréfacteurs et détaillants suspendent leurs achats et attendent la fin de ce mouvement pour renouveler leurs approvisionnements à des prix

moins élevés ; le marché paraît-il au contraire devoir s'orienter vers la hausse ? ces mêmes intermédiaires s'empres- sent de renforcer leurs réserves. Et si par exemple, au cours d'une année, des prix excessifs entretiennent une croyance générale à la baisse, la statistique enregistre des débouchés très notablement inférieurs à ceux des années précédentes, sans que la diminution constatée porte effectivement sur la consommation, au sens propre du mot ; il ne s'agit que d'une réduction de l' « invisible ».

On ne peut douter toutefois que la venue des hauts prix n'ait, dans la période 1886-1890, momentanément retardé partout les progrès de la consommation :

	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-1900
<i>Prix moyen</i>	82	52	81	90	50
Allemagne	1.725	1.875	1.925	2.065	2.455
France	900	1.100	1.125	1.175	1.320
Belgique	400	425	375	405	480
Autriche-Hongrie	525	600	575	610	695
États-Unis	2.525	3.500	3.575	4.325	5.510

La régularité de la marche de la consommation n'est d'ailleurs que mieux prouvée par ce fait que le contre-coup d'une hausse de 100 0/0 dans les prix s'est réduit pour elle à un simple temps d'arrêt, bientôt compensé par une extension plus rapide des débouchés (1).

A cette progression lente, mais continue et d'allure

(1) Il y a en effet après 1895 une accélération marquée de la consommation :

	Débouchés	Augmentation annuelle moyenne
1870-74 à 1879-80	7.650	—
1880-91 à 1889-90	10.012	3.10 0/0
1890-94 à 1894-95	10.608	1.80 0/0
1895-96 à 1899-1900	13.044	4.60 0/0

uniforme, s'oppose la marche désordonnée de la production. Ici la nature procède par sauts et par bonds. Si en effet l'irrégularité des récoltes est le sort commun de tous les genres d'agriculture, cette irrégularité se manifeste avec une intensité toute particulière pour les arbres à fruits, et les caféiers font passer les planteurs par les mêmes alternatives extrêmes que connaissent en France les producteurs de pommes à cidre.

Si cependant l'on fait abstraction de ces variations d'une année sur l'autre, pour se borner à parcourir les grandes lignes de l'histoire de la production, on assiste d'une part à l'accroissement déjà noté (1) des récoltes brésiliennes au cours du dernier siècle, et d'autre part on voit s'effacer de plus en plus devant le nouveau venu les pays qui, auparavant, suffisaient seuls aux besoins du monde :

Campagnes (du 1 ^{er} juillet au 30 juin)	Production du Brésil	Autres pays	Production totale	Part du Brésil dans la production totale
1820-24 à 1829-30	300	1.350	1.650	18 0/0
1830-34 à 1839-40	750	1.775	2.525	29 0/0
1840-44 à 1849-50	1.500	2.250	3.750	40 0/0
1850-54 à 1859-60	2.550	2.345	4.895	52 0/0
1860-64 à 1869-70	2.930	3.040	5.970	49 0/0
1870-74 à 1879-80	3.785	3.925	7.710	49 0/0
1880-84 à 1889-90	5.628	4.324	9.952	56 0/0
1890-94 à 1899-1900	7.730	4.425	12.155	63 0/0

D'après ce tableau, la production non-brésilienne a jusqu'en 1900 continué à s'élever lentement. Mais cette augmentation provient presque uniquement des pays qui sur le continent américain se sont ouverts à la culture en même temps que le Brésil : l'exportation du Vénézuéla par exemple, qui atteignait à peine cent mille sacs en 1830,

(1) Voir page 8 et page 46.

est depuis 1894 supérieure chaque année à onze cent mille sacs : celle de la Colombie passe, en moins d'un demi-siècle, de dix mille à quatre cent mille sacs ; mêmes progrès dans l'Équateur, dans l'Amérique-Centrale, au Mexique. Si l'on se tourne au contraire vers « les îles » d'antan, on s'aperçoit que tous les vieux centres de production perdent du terrain : c'est Ceylan, qui, ravagée voici quarante ans par l'hémileia — le phylloxéra du café — doit à la culture du thé son salut ; c'est la Réunion, dont les exportations de café sont à peine le cinquantième de ce qu'elles étaient autrefois ; Java, où décline le « café d'État », depuis que le système du monopole et des cultures forcées a fait place à une politique plus libérale ; ce sont les Philippines, dont la production a fléchi de 95 0/0 en une vingtaine d'années ; c'est l'archipel tout entier des Antilles, dont l'éclatante prospérité n'a pu résister aux guerres du Premier Empire, et où d'ailleurs le caféier à peu à peu cédé le pas à la canne à sucre ; ce sont aussi les Guyanes, qui ont vu la même substitution. D'ailleurs les minces filets de l'exportation des pays neufs du centre-américain aussi bien que des vieilles colonies ne comptent guère, à côté du grand torrent de la production brésilienne (1).

(1) Voici comment se résument pour les vingt dernières années du siècle passé, les variations dans les exportations des divers pays producteurs (d'après les statistiques de M. E. Laneuville. *Café*, 1900) : (Milliers de sacs de 60 kilos.)

	Vénézuéla, Colombie, Equateur, Amérique centrale, Mexique, etc.	Antilles	Indes néerlandaises	Ceylan, Inde et Manille	Afrique, Arabie et divers
1881-1885	1.500	675	1.600	725	125
1886-1890	1.665	735	1.040	445	110
1891-1895	2.355	690	755	330	175
1896-1900	2.735	585	725	275	225

C'est des récoltes du Brésil en effet que dépend presque uniquement la « situation de l'article », ce sont elles qui par leur masse déterminent les mouvements de hausse et de baisse auxquels obéissent les prix. Et la valeur du café d'une provenance donnée ne varie pas tant en raison des à-coups de la production dans le pays d'origine qu'en raison des fluctuations des cours du Santos et du Rio (1).

Aussi suffit-il de suivre la marche des récoltes brésiliennes pour avoir l'explication de l'extrême élévation des prix à partir de 1888 et de leur chute soudaine quelques années plus tard :

Campagnes	Moyennes des exportations du Brésil (en milliers de sacs)	Cours du Santos au Havre		
		moyen	plus haut	plus bas
1880-81 à 1884-85	5.940	58	80	41
1885-86 à 1889-90	5.317	82	123	45
1890-91 à 1894-95	6.406	97	132	79
1895-96 à 1899-1900	9.055	52	96	31

La hausse, on le voit, va de pair avec une diminution assez forte de la production au cours de la période 1885-1890, et se maintient jusqu'en 1895, les exportations ne progressant que lentement ; leur brusque essor détermine ensuite la baisse. Et la logique de ces mouvements de cours apparaît plus nettement encore lorsqu'on relève les

(1) Soit par exemple pour Java :

	Exportation de café Java (en tonnes)	Prix du café Java (en cts par 1/2 kilo)	Prix du café Santos (en fr. par 50 kilos)
1896	42.065	50 à 54	57 à 89
1898	29.827	32 à 38	33 à 40
1899	44.906	25 à 34	30 à 41
1900	40.366	31 à 39	36 à 56
1903	40.080	25 à 34	29 à 34

oscillations de l'approvisionnement visible. En prenant chaque année la date où cet approvisionnement est au plus bas, à l'étiage, c'est-à-dire le 30 juin — puisque la « campagne » d'exportation commence le 1^{er} juillet (1) — on constate pour 1885 l'existence d'un stock de 5,256,000 sacs, assez considérable pour suffire aux besoins du monde durant six mois entiers ; en 1891, les réserves restant en vue pourraient à peine alimenter pendant deux mois la consommation. La demande a donc été supérieure à l'offre ; c'est ce que reflètent les prix :

Campagnes (1 ^{er} juillet-30 juin)	Brésil	Autres pays	Total	Débouchés	Approvisionnement visible au 30 juin	Prix
1885-86	5.770	3.900	9.670	10.930	4.005	47
1886-87	6.320	4.145	10.465	10.340	4.130	77
1887-88	3.165	3.760	6.925	8.580	2.475	89
1888-89	6.925	4.090	11.015	9.850	3.640	96
1889-90	4.405	4.015	8.420	9.625	2.435	102
1890-91	5.525	3.760	9.285	9.815	1.905	108
1891-92	7.695	4.245	11.940	10.855	2.990	88
1892-93	6.535	4.740	11.275	11.100	3.165	95
1893-94	5.040	4.360	9.400	10.400	2.165	100
1894-95	7.235	4.530	11.765	10.870	3 060	94

Après 1895, c'est au contraire la production qui dépasse la consommation :

1895-96	6.005	4.390	10.395	10.965	2.490	87
1896-97	9.315	4.600	13.915	12.530	3.975	58
1897-98	11.210	4.840	16.050	14.580	5.445	39
1898-99	9.320	4.405	13.725	12.995	6.175	36

Chaque campagne laissant derrière elle un excédent,

(1) Voir la note de la page 46.

les approvisionnements du monde s'accroissent de 150 0/0 en trois ans ; de 94 francs le 30 juin 1895, les cours au Havre descendent à 33 fr. 50 le 30 juin 1899. La crise du café est ouverte.

CHAPITRE IV

LA MÉVENTE DU CAFÉ

La moyenne des prix du Santos au Havre entre 1850 et 1897 a été de 75 francs environ ; elle est de 40 francs seulement entre 1897 et 1906. Durant la première période « on a vu très rarement les cours au-dessous de 50 francs et même de 60 francs et très souvent au-dessus de 100 » (1) ; à partir de 1897, ils flottent presque constamment entre 35 et 45 francs, tombant même un instant au-dessous de 30, et si, à deux reprises, une ardente campagne de hausse réussit à les porter au delà de 50 francs, elle ne peut chaque fois les maintenir que quelques jours à ce niveau.

L'épreuve est donc sans précédent pour les planteurs.

Elle leur est en outre particulièrement pénible en ce qu'elle les frappe de façon presque soudaine au sortir d'une longue période extrêmement brillante. Les plus belles années qu'ils aient jamais connues sont celles qui ont immédiatement précédé la crise. Sans transition pour ainsi dire, le café passe des cours les plus exagérés aux prix les plus avilis. Par sa culture, la veille encore, des fortunes s'édifiaient avec une rapidité qui restera légè-

(1) E. Laneuville (*Journal des Economistes*, 15 octobre 1902).

daire ; le lendemain cette même culture couvre à peine ses frais.

On serait toutefois tenté de croire que si l'éclat d'un récent passé a moralement rendu la crise plus intolérable aux planteurs par la violence du contraste, ils n'en ont pas moins dû, en fait, être plus en état de faire face à l'adversité au sortir d'une longue période heureuse qu'après une série d'années simplement médiocres.

La vérité est bien différente : loin de les laisser dans une situation relativement forte, leur prospérité en s'évanouissant les met dans la position la plus critique : ils ont vécu en effet dans l'illusion que cette prospérité n'aurait pas de fin, que le café se vendrait toujours le double ou le triple de son prix de revient, que la valeur des terres propices à la culture du précieux arbrisseau ne cesserait pas de s'accroître. Aussi n'ont-ils tous eu qu'un seul but, but poursuivi sans relâche, avec fièvre : étendre à perte de vue leurs fazendas. Et ils ne se sont pas bornés à consacrer à l'exécution de ce programme la totalité des bénéfices considérables qu'ils réalisaient chaque année, ils ont fait appel au crédit. Eux qui plus tard s'élèveront avec tant de violence contre la spéculation étrangère, ont spéculé sans retenue sur les perspectives illimitées qu'ils entrevoyaient pour la lavoura. A peine une plantation avait-elle surgi des cendres d'une forêt, qu'elle constituait déjà le gage grâce auquel son propriétaire se procurait de nouveaux fonds, qui lui permettaient de recommencer plus loin la même opération. Les planteurs allaient toujours de l'avant, accumulant derrière eux les rangées de caféiers et les hypothèques. Or, on s'en souvient, cet excès de prospérité coïncidait avec la crise du change — il en procédait même en partie — et les capitaux étrangers, enne-

mis des perturbations monétaires, se tenaient à l'écart du Brésil. Si bien que les sociétés locales de crédit foncier purent tout à leur aise élever leurs conditions en présence de l'affluence des emprunteurs ; le taux des prêts ne tarda pas à atteindre dix, douze, quinze pour cent. Qu'importait d'ailleurs aux planteurs : quelque élevé que fut le chiffre des intérêts, ils ne s'en disputaient pas moins les capitaux nécessaires au développement de la culture, tenant pour certain que celle-ci les leur rendrait au centuple.

Vient la chute subite des prix du café ; le sol perd toute valeur ; les bénéfices disparaissent, et toutes ces fortunes grandissantes, dont l'édification s'appuie sur un trop audacieux échafaudage, s'écroulent à la fois ; le mirage dissipé, leurs rêves envolés, les planteurs restent avec leurs caféiers innombrables, et avec d'énormes dettes, contractées d'un cœur léger, mais dont ils vont avoir à trainer longtemps le boulet (1).

La crise de surproduction se double donc d'une crise de crédit ; en même temps s'ouvre une crise de main-d'œuvre.

Après 1896 en effet le mouvement d'immigration se ralentit très rapidement ; en 1897 on compte encore

(1) Cette situation n'est pas particulière au Brésil, on la retrouve dans les autres pays producteurs. C'est ainsi que le consul de France à Porto-Rico peut écrire au début de 1906 à propos de la culture du café : « ... La prospérité passée a été une des causes profondes de la ruine actuelle. Elle semblait ne devoir jamais finir ; en effet elle encourageait l'imprévoyance et favorisait l'usure. On peut dire qu'une partie des propriétaires d'alors ne possèdent plus leurs terres que nominalement, et n'en sont guère que les fermiers, ayant à faire face, et ne pouvant y réussir, à des charges hypothécaires contractées à 12 0/0 d'intérêts et plus, alors que l'estimation des propriétés atteignait une valeur toute de spéculation et qui a subi une chute irrémédiable désormais... »

70,000 travailleurs arrivés à Santos aux frais de l'État de Saint-Paul ; ils ne sont plus que 27,000 l'année suivante et 16,000 en 1899 (1), cependant que se dessine un mouvement plus inquiétant encore en sens inverse : 21,000 départs sont signalés en 1898, et 24,000 en 1899. A plusieurs reprises dans les années suivantes, le total des sortants dépasse celui des entrants. Exode attribuable « aux mécomptes sans nombre auxquels se heurte l'émigrant qui au lieu de trouver au Brésil, en échange d'un travail pénible, sous un climat dangereux le plus souvent, une vie facile, est mal payé, mal nourri, et supporte le premier les effets de la crise traversée par le pays (2). »

On peut d'autant moins compter sur la main-d'œuvre que la terre appartenant à un petit nombre de grands propriétaires aucun lien n'attache au sol les immigrés. Ils se bornent à louer leurs bras au plus offrant : bien payés, ils regagnent leur pays d'origine après avoir réuni quelques économies ; mal payés, ils se tournent dès qu'ils le peuvent vers des rives plus clémentes, se rembarquent pour l'Argentine, l'Uruguay et les États-Unis.

Une circonstance particulière favorise d'ailleurs la fuite de la main-d'œuvre : la hausse du change, déjà si funeste aux planteurs à d'autres égards, leur porte sur ce terrain un nouveau coup ; les salariés d'origine européenne sont en effet incités au départ par la soudaine plus-value du papier-monnaie. En 1900 par exemple, « la fin de la cueillette ayant justement coïncidé avec l'époque où le change était le plus élevé, 12, 13 et 14 d., au lieu de 8 d., change moyen des années précédentes, il s'est trouvé

(1) L'immigration libre n'est pas comprise dans ces chiffres.

(2) Rapport du consul de France à Santos, 1900.

en dehors du contingent ordinaire de colons qui rentrent chez eux, un nombre considérable de cultivateurs italiens ou autres qui ont profité de la hausse du change pour transformer leurs économies en espèces métalliques et quitter le pays. On en fixe le nombre approximativement à une trentaine de mille (1). »

Tout se ligue donc contre les planteurs. Mais la multiplicité même des difficultés au milieu desquelles ils se débattent semble un gage de la brièveté de la crise. Puisque la main-d'œuvre se raréfie, puisque les plantations ne sont plus « payantes », puisque la culture ploie sous des charges excessives, la production va sans doute diminuer, s'équilibrer de nouveau avec la consommation, et les prix remonteront à un niveau plus normal. De l'excès du mal naîtra le remède.

Tel est le raisonnement tenu par les Brésiliens après les fortes récoltes de la période 1896-1899, et il n'a rien, semble-t-il, que de logique. Pourtant, à l'heure actuelle, dix ans déjà passés, on ne peut encore affirmer que l'ère de la surproduction soit close.

Dans l'intervalle quelques faibles récoltes ont pu momentanément faire pencher légèrement la balance du côté de la consommation, mais elles ont alterné avec d'autres qui se sont soldées par des excédents formidables ; toujours renaissant, l'espoir d'une amélioration définitive a toujours été déçu.

Au début de la crise la réduction de la production est escomptée non seulement au Brésil, mais en Europe, et d'accord avec l'opinion générale, un spécialiste du café peut dire en 1900 : « Dans l'ensemble les campagnes

(1) Rapport du consul de France à São-Paulo, 1900.

1899-1900, 1900-1901, et 1901-1902, seront, selon nous, des années d'équilibre entre la production et la consommation, et seront probablement suivies d'une courte période de léger déficit dans la production. » Or ces trois campagnes font passer de six millions à plus de onze millions de sacs le stock mondial, qui augmente encore au cours des deux campagnes suivantes.

Il suffit ensuite de deux récoltes légèrement déficitaires pour que les planteurs retrouvent toutes leurs illusions : par suite de l'abandon des plus vieux caféiers, de la productivité décroissante des autres, du manque de soins dans une partie des plantations, la production brésilienne doit continuer à diminuer (1). Or deux ans après, la production est d'une année entière en avance sur la consommation.

Pourquoi le jeu des lois économiques a-t-il été si étrangement faussé ? Pourquoi les nombreux facteurs de réduction dont on attendait de si bons effets sont-ils restés inopérants ? Pourquoi la crise de surproduction s'est-elle ainsi prolongée en un mal chronique, ou si l'on préfère en un mal intermittent, mais dont les manifestations chaque fois plus violentes aboutissent au maintien d'un état de malaise permanent ?

La cause principale de cet état de choses est l'entrée en ligne, après l'ouverture de la crise, de plantations fondées dans les dernières années de la période de prospérité. Le caféier ne commence à produire qu'après trois ou quatre années de soins, et n'est en plein rendement qu'au bout de six ans (2). Vers 1897, lorsque s'avère la surproduction,

(1) *Jornal do Commercio*, 5 octobre 1904.

(2) H. Lecomte. *Le Café*.

les plantations postérieures à 1893 ne sont pas encore en rapport.

« Pour que la production ait augmenté en moins de quatre ans de quatre millions de sacs pour les seuls États de Rio et de Saint-Paul, on estime qu'il a fallu planter *de 1891 à 1893* environ 130 millions de nouveaux pieds de café... Cette augmentation n'est pas arrivée à son terme, car des plantations considérables ont été effectuées les années suivantes (1). »

De 1893 à 1897 en effet, la culture du café a dû s'étendre plus rapidement que jamais, car les cours sont restés favorables et la main-d'œuvre européenne a afflué. Aussi, en 1897, d'après le relevé officiel du bureau de statistique du Brésil, les nouveaux plants ne produisant pas encore entrent pour un tiers dans le total des caféiers existants. De sorte qu'en dépit de la baisse, les récoltes continueront à s'accroître, les jeunes arbres arrivant les uns après les autres à leur période de pleine production.

Mais bien mieux : la crise n'aura pas arrêté, elle n'aura même pas ralenti le mouvement d'extension des plantations : d'après une statistique publiée en février 1902, l'État de Saint-Paul ne compte pas en 1900-1901 moins de 136 millions de caféiers au-dessous de quatre ans. Et trois ans après le ministère de l'Agriculture estime à 145,000,000 le nombre de jeunes arbres n'ayant pas encore produit. Il semble qu'une force irrésistible entraîne les planteurs dans la voie d'un développement sans limites.

Ils n'ignorent pas cependant que la surproduction est la cause de tous leurs maux. Dès 1899, le ministre des Finances fédérales, déplorant la baisse du café, principal

(1) Voir rapport du Consul de France à São-Paulo, mars 1898.

produit d'exportation du Brésil, reconnaît qu'elle provient de la surabondance des récoltes, et que la crise monétaire a été l'une des causes de ce développement énorme de la production d'une seule denrée, la hausse des prix nominaux ayant amené des spéculations désordonnées (1).

Bien qu'ensuite le change agisse dans un sens tout opposé, la lavoura continue à s'étendre, comme en vertu de la vitesse acquise ; le ministre de l'Agriculture constate en 1902 que « le Brésil subit les conséquences de ses propres manières d'agir. On ne peut violer impunément, comme il l'a fait depuis 1896-97, les lois de l'équilibre entre la production et la consommation ». Et ce même ministre pousse un cri d'alarme en présence de la marée montante des caféiers : « ... Sans aller au-delà des districts populeux pourvus des meilleurs moyens de transport, il y a suffisamment de terrains disponibles, convenant à la plantation de nouveaux arbres, pour produire deux fois ce que nous produisons à l'heure actuelle. Ce serait toutefois de la démenée pure que de continuer à étendre nos champs caféiers, car nous avons déjà constamment accru notre production sans nous préoccuper le moins du monde de savoir si la consommation justifiait un tel accroissement (2). »

Malgré tous les avertissements, malgré l'encombrement croissant des marchés, malgré la chute toujours plus profonde des cours, les Paulistes persévèrent dans l'erreur et s'obstinent à planter. Il faut, pour arrêter le courant, qu'une loi, en 1903, frappe d'un impôt prohibitif toute

(1) Voir Joaquim Murtinho. Rapport au Président de la République.

(2) Rapport du docteur Antonio Candido Rodrigues, secrétaire de l'Agriculture de l'État de Saint-Paul.

nouvelle plantation. Mais la mise en discussion de la loi est elle-même marquée par un redoublement d'activité de la part des planteurs, qui se hâtent de consacrer au café d'immenses espaces avant l'entrée en vigueur de l'interdiction.

L'accroissement incessant du nombre des caféiers tient surtout aux méthodes en vigueur au Brésil. « Une forte partie des nouvelles plantations, écrit un négociant havrais voyageant dans l'État de Saint-Paul, n'est que la conséquence naturelle du système de culture brésilienne (1). » Ce système peut se résumer ainsi : on brûle la forêt qui recouvre l'emplacement de la future plantation, et, cet emplacement déblayé, on y sème tout d'abord du maïs, deux ans après on sème le café entre les lignes de maïs, celui-ci au bout de trois ou quatre ans passe à l'arrière-plan ; vers la dixième ou la quinzième année, il serait définitivement étouffé par les arbres devenus grands ; aussi, comme il constitue le fond de l'alimentation du personnel, faut-il de toute nécessité se hâter d'aller avant sa disparition incendier de nouveaux districts (2).

C'est en somme un mode particulier de la culture extensive, les plantes alimentaires formant pour ainsi dire l'avant-garde du café. Et il semble que les planteurs ne puissent se décider à y renoncer même après l'intervention du législateur : « La loi imposant les nouvelles plantations soulève beaucoup de critiques dont la principale se résume

(1) Voir *Bulletin de Correspondance*, septembre 1901.

(2) En outre du maïs on cultive de la même façon du manioc, des haricots, parfois des cannes à sucre. Toutes ces cultures intermédiaires, en dehors de leur valeur alimentaire, ont l'avantage de protéger les jeunes caféiers contre les intempéries (F. J. da Santa Anna Nery. *Aux États-Unis du Brésil.*)

en ceci qu'elle est impraticable. En réalité, tant que les planteurs maintiendront leurs plantations en état de production, il leur faudra planter, étant donné que chaque année on doit défricher et labourer de nouvelles terres pour la culture des céréales. S'il fallait abattre des forêts dans ce but unique, cela n'en vaudrait pas la peine, et la plantation de jeunes caféiers sert en quelque sorte de complément forcé, car on ne sème pas de céréales entre les rangées de vieux caféiers, mais bien entre les jeunes plants (1). »

Les planteurs, on le voit, considéreraient presque comme un sacrilège de ne demander que leur nourriture à une terre toujours prête à leur donner en abondance ce café qui faisait hier, qui, — ils n'en doutent pas, — fera encore demain leur richesse. Ils sont dès lors amenés à conquérir sans cesse de nouveaux champs sur la forêt, et si à certains moments la main-d'œuvre se fait plus rare, ils aimeront mieux négliger quelque peu les vieux arbres que s'arrêter d'en planter de nouveaux. Le manque de soins n'aura pour les caféiers adultes d'autre conséquence que de rendre moins abondante la prochaine récolte, — ce qui n'est pas bien grave aux époques où le café se vend au-dessous de son prix de revient, — et dès l'année suivante le mal pourra être réparé. L'extension constante de la culture semble au contraire indispensable, en premier lieu parce qu'elle est la condition même de la subsistance de tous, mais aussi parce que les nouveaux plants ne devant entrer dans la période de rendement qu'au bout de cinq ou de six années, le planteur se dit qu'en cinq ans bien des sacs de café auront passé sur les quais de Santos,

(1) *Brazilian Review*, 13 janvier 1903, lettre de Santos.

que bien des circonstances imprévues sont susceptibles d'amener le retour de la prospérité, et que s'il cesse de s'agrandir, il ne pourra jamais regagner l'avance qu'auront prise ses voisins plus tenaces.

Pour ce qui est d'ailleurs de la main-d'œuvre, des mesures sont prises dès le début de la crise pour remédier aux conséquences de l'exode des ouvriers agricoles. Alarmé du grand nombre des départs, le gouvernement de l'État de Saint-Paul obtient du Congrès, en 1899, la refonte de la législation relative à l'immigration (1) et, l'année suivante, l'autorisation « de s'entendre avec les compagnies d'immigration pour l'introduction dans l'État de Saint-Paul, et dans le délai d'un an, de 50,000 immigrants italiens (2) », ce qui, joint à un sérieux relèvement du taux des subventions (3), permet d'obtenir plus de 75,000 entrées en 1901.

Le manque de bras ne s'est donc pas fait sentir aussi vivement qu'on eût pu le craindre ; l'abandon définitif, dès l'arrivée de la crise, d'une multitude de jeunes plantations, — que dans l'enthousiasme des belles années, on avait aventurées dans des terrains ou à des altitudes peu favorables — ramenant du reste vers les autres fazendas d'assez nombreux travailleurs, on peut tout au plus supposer qu'une ou deux récoltes se sont spécialement ressenties d'une réelle disette de personnel.

La conséquence la plus fâcheuse pour les planteurs de cette raréfaction relative, — ou plutôt de cette instabilité démontrée, — de la main-d'œuvre est l'obligation où ils se

(1) Loi du 9 septembre 1899, qui régit encore la matière.

(2) Rapport du consul de France à São-Paulo, 1^{er} août 1900.

(3) Décret du 20 septembre 1900.

trouvent de se résigner au maintien des taux de salaires antérieurs à la baisse du café, de crainte de précipiter, par une réduction inopportune, l'exode dû au relèvement progressif du change.

La culture, cependant, ne parviendra à subsister qu'à la condition de réduire ses frais. Les économies qu'elle ne peut faire sur les salaires, elle devra, afin de compenser dans quelque mesure l'énorme diminution de ses revenus, les réaliser sur d'autres chapitres. C'est là une nécessité à laquelle il sera relativement aisé de se plier par suite des changements qui se produisent dans la classe même des propriétaires. « Non seulement la crise a imposé l'économie à l'industrie caféière, mais les membres faibles ont été éliminés et remplacés par des éléments plus vigoureux (1). » Les planteurs qui ont beaucoup emprunté dans la période de prospérité ont pu payer facilement aux banques l'intérêt de leurs emprunts tant que les prix se sont maintenus à un niveau élevé, mais la crise venue, les défaillances se multiplient durant plusieurs années et de nombreuses plantations deviennent la propriété des banques (2). Ailleurs de grands domaines passent entre les mains de cultivateurs précédemment mercenaires ou petits propriétaires (3). Et ces nouveaux venus apportent à la culture du café des pratiques d'économie qui vont par la force des choses se substituer partout aux méthodes plus larges des fastueux planteurs d'antan.

A l'exploitation un peu relâchée dont s'accommodaient

(1) *Brazilian Review*, 3 janvier 1905.

(2) *The Economist*, 18 juillet 1908.

(3) Lettre publiée dans le *Bulletin de Correspondance* du 26 août 1902.

les années heureuses, succède la gestion stricte qu'imposent les temps mauvais.

Dans cette voie, la culture va chercher avec opiniâtreté son salut. Chaque fois que le prix de vente s'abaissera, elle tentera de comprimer à son tour le prix de revient. Mais on peut atteindre un tel résultat de deux façons : soit en diminuant le montant des frais annuels, et c'est déjà ce qui se produit là où le planteur succombant sous le faix d'anciennes dettes est remplacé par un nouveau propriétaire que n'accable pas le passé ; soit en obtenant — les frais annuels restant au même chiffre, — des récoltes plus fortes. Ici le champ est vaste, car rien ou presque rien n'a été tenté en ce sens avant la crise :

« Autrefois, lorsque les prix étaient très élevés et laissaient un bon profit au planteur, celui-ci ne s'occupait pas de sa plantation. Les esclaves, et après 1888 les ouvriers italiens, ne prenaient aucun soin des arbres ; ils n'enlevaient même pas les mauvaises herbes qui croissaient au pied des caféiers..... Toutefois, depuis que les bas prix sont venus, le planteur a cherché une compensation en augmentant le plus possible sa production, et pour cela il a adopté une méthode de culture plus rationnelle (1). »

Dès les dernières années du siècle passé, l'évolution se dessine ; aussi bien chez les propriétaires qui ont pu résister à la crise que chez ceux qui ont succédé aux anciens possesseurs ruinés, on substitue aux méthodes primitives de jadis la culture intensive, s'appuyant sur les résultats scientifiques dont s'enrichit tous les jours l'agriculture et

(1) Enquête de l'Union des marchands de café et brûleurs d'Allemagne (*Bulletin de Correspondance*, 10 avril 1907).

sur l'emploi rationnel des machines modernes (1). Il était admis que pour les caféiers il ne pouvait être question d'engrais. Les travaux de l' « Institut agricole de São-Paulo » — l'État est décidément toujours là quand il s'agit d'aller plus loin dans la voie de la surproduction — font justice de cette légende, et grâce aux amendements, à la fumure, le rendement est partout forcé, la vitalité des caféiers accrue et prolongée. La pratique de la taille se généralise et permet d'obtenir des fruits plus nombreux et plus lourds. Les coques du café, autrefois inutilisées, sont rendues à la terre qui y retrouve une partie des éléments dont elle s'est appauvrie. La cueillette est faite « minutieusement, àprement » ; lorsqu'on procède à des replantations, on serre davantage les pieds de café ; les plantations s'accroissent « par le dedans (2). »

Ainsi la baisse des prix, loin d'arrêter la surproduction, semble avoir pour résultat de l'exaspérer. Culture extensive et culture intensive se combinent afin de répondre par des récoltes de plus en plus fortes à la chute des cours qui n'a déjà d'autre cause que les fortes récoltes. La progression qui en résulte est éloquemment résuimée par les recettes des ports brésiliens (3) :

Campagnes —	Santos —	Autres ports brésiliens Rio (Bahia, Victoria)		Totaux Brésil —
		—	—	—
1895-96	3.090	2.400	515	6.005
1896-97	5.400	3.580	635	9.315
1897-98	6.460	4.300	750	11.210

(1) H. Lecomte. *Le Café*.

(2) *Bulletin de Correspondance*, 26 août 1902.

(3) En milliers de sacs. Statistique de M. E. Laneuville (*Revue Le Café*).

Campagnes	Santos	Autres ports brésiliens		Totaux Brésil
		Rio	(Bahia, Victoria)	
1898-99	5.580	3.190	550	9.320
1899-1900	5.705	3.265	455	9.425
1900-01	7.970	2.930	385	11.285
1901-02	10.165	5.330	650	16.145
1902-03	8.350	3.975	620	12.945
1903-04	6.395	4.020	686	11.101
1904-05	7.426	2.542	555	10.523
1905-06	6.983	3.244	617	10.844
1906-07	15.392	4.234	564	20.190

Ce qui ressort tout d'abord de ce tableau, c'est l'importance singulière de certaines campagnes : déjà la récolte 1897-1898 est particulièrement abondante, mais le caractère exceptionnel des récoltes 1901-1902 et 1906-1907 est encore bien plus marqué. Ces « récoltes-monstres » se succédant par intervalles semblent indiquer que la culture parcourt toujours le même cycle : une année de forte production épuisant les arbres, les campagnes qui la suivent immédiatement restent médiocres, puis, les caféiers retrouvant toute leur vigueur, il suffit au cours de la quatrième ou de la cinquième année de conditions climatiques favorables pour faire surgir une nouvelle « récolte-record ». Car chacune d'elles dépasse le chiffre atteint par la précédente, de même que la moyenne des récoltes ordinaires tend à s'élever constamment.

De sorte que si l'on néglige le détail de ces fluctuations pour suivre seulement la marche de la production de période en période, on constate une augmentation continue due surtout à la progression des recettes à Santos, c'est-à-dire à la progression des récoltes dans l'État de Saint-Paul :

	Moyennes annuelles (en milliers de sacs)			
	Santos	Rio	Autres ports	Totaux
1895-96 à 1898-99	4.983	3.367	612	8.962
1899-1900 à 1902-03	8.047	3.875	528	12.450
1903-04 à 1906-07	9.049	3.510	605	13.164

Dans le reste du monde, la production est en recul ; la prépondérance du Brésil s'affirme de plus en plus :

	Brésil	Autres pays	Production totale	Part du Brésil
1895-96 à 1898-99	8.962	4 558	13.520	66 0/0
1899-1900 à 1902-03	12.450	3.882	16.332	76 0/0
1903-04 à 1906-07	13.164	4.089	17.253	76 0/0

Quant à la consommation mondiale, elle continue à s'accroître :

	Acquittements et importations (en milliers de sacs)			
	Europe et Méditerranée	Etats-Unis (livraisons)	Cap, Argentine etc., etc.	Totaux
1891 à 1895	6.470	4.320	280	11.070
1896 à 1900	7.642	5.410	361	13.513
1901 à 1905	8.888	6.709	485	16.082

Mais pour rapide que soit le développement de la consommation, il est loin d'atteindre celui de la production, et, comme conséquence de l'insuffisance des débouchés, les stocks mondiaux prennent bientôt une importance absolument anormale :

	Production totale	Débouchés réels	Approvisionnements visible du monde au 30 juin
1895-96	10.395	10.966	2.489
1896-97	13.915	12.427	3.977
1897-98	16.050	14.582	5.445
1898-99	13.725	12.994	6.176
1899-1900	13.805	14.252	5.729
1900-01	15.070	13.965	6.834
1901-02	19.790	15.319	11.305
1902-03	16.665	16.097	11.873
1903-04	15.992	15.588	12.277
1904-05	14.446	15.507	11.216
1905-06	14.792	16.306	9.702
1906-07	23.786	17.108	16.380

Ce sont principalement les fluctuations de l'approvisionnement visible qui commandent les fluctuations des prix : car non seulement l'approvisionnement — sorties et arrivages venant s'y compenser — indique constamment laquelle l'emporte de l'offre ou de la demande, mais encore c'est de son importance, marche ascendante ou décroissante mise à part, que dépend en grande partie la force de résistance des marchés aux mouvements de hausse ou de baisse : lorsque les quantités en entrepôt sont à peine suffisantes pour satisfaire durant deux ou trois mois aux besoins du monde, les producteurs ont beau jeu, si la récolte en cours n'est pas trop abondante, pour tenir la dragée haute aux acheteurs ; mais lorsque les entrepôts débordent, les marchés consommateurs, certains de ne pas manquer de café avant de longs mois, peuvent attendre, à l'abri derrière leurs réserves, que les pays de production se sou-

mettent à leurs exigences. Dans le premier cas, il suffit d'une année de faible rendement pour que la courbe des prix s'enlève brusquement vers les sommets ; dans le second, les cours, alourdis par les stocks, marquent à peine une hausse de quelques points.

Parmi les éléments qui influent sur les prix, il faut compter aussi l'importance présumée de la récolte en voie d'expédition, et les perspectives de la nouvelle récolte — dont la cueillette commence plusieurs mois avant l'ouverture de la campagne. Mais autant les moyens d'information dont dispose la statistique sont rapides et précis depuis le moment où les sacs de café sont dirigés sur les ports d'embarquement jusqu'à celui où ils sortent des entrepôts des pays de consommation, autant l'incertitude et le mystère règnent sur ce qui se passe dans l'intérieur du Brésil. On se livre aux pronostics les plus contradictoires et les plus fantaisistes, et les prévisions officielles elles-mêmes sont souvent très loin de la réalité. Tantôt le total des recettes d'une campagne est inférieur de plusieurs millions de sacs aux estimations formulées au moment de la cueillette, — c'est ce qui se produit en 1903-1904 après que la crainte d'une très forte récolte, jointe à l'existence de stocks considérables, a fait descendre les prix jusqu'à 29 fr. 50 au début de la saison — ; tantôt, le cas est encore plus fréquent, la récolte, donnée pour compromise par des circonstances climatiques défavorables, est supérieure aux évaluations, et la hausse que celles-ci ont provoquée est suivie d'une violente réaction.

L'action de ces divers facteurs, — combinée avec d'autres influences extérieures ou passagères, — provoque de 1895 à 1906 les variations suivantes dans les cours du café :

	Approvisionnement visible du monde au 30 juin (en milliers de sacs)	COURS DU G. A. AU HAVRE (Courant du mois)		
		plus bas	plus haut	moyens
1895-96	2.489	71	96	87
1896-97	3.977	43	70	58
1897-98	5.445	33	48	39
1898-99	6.176	33	40	36
1899-1900	5.729	31	48	39
1900-01	6.834	35	56	42 1/2
1901-02	11.305	33	49	38
1902-03	11.873	30	39	34
1903-04	12.277	29 1/2	49 3/4	38 1/2
1904-05	11.216	40 1/4	50 1/2	45
1905-06	9.702	43 1/2	49 1/4	47

La dépression des cours est plus accentuée encore sur le marché de Santos, car la hausse du change à partir de 1898 a pour résultat la baisse des cours en reis :

		COURS A SANTOS EN REIS par 10 kilos G. A.			CHANGE		
	Cours moyen au Havre	moyen	plus haut	plus bas	moyen	plus haut	plus bas
1895-96	87	14.200	15.800	11.000	9 3/4	11 1/4	8 1/2
1896-97	58	10.700	13.400	9.000	8 1/2	9 7/8	7 1/2
1897-98	39	8.550	10.200	7.200	7	7 7/8	5 5/8
1898-99	36	7.300	8.500	6.400	7 5/8	8 3/4	6 3/4
1899-00	39	7.800	9.600	5.700	8	11 1/4	7 1/8
1900-01	42 1/2	5.850	7.800	4.000	11	14 1/2	9 3/4
1901-02	38	4.650	5.800	3.900	11 3/4	12 3/4	9 3/4
1902-03	34	4.200	5.100	3.600	12	12 3/4	11 5/8
1903-04	38 1/2	4.900	6.700	3.600	12 1/8	12 1/2	11 7/8
1904-05	45	5.150	6.000	3.900	13 3/4	17	12
1905-06	47	4.250	4.700	4.000	16 1/2	18 1/8	14 3/4

On remarque que si au Havre le prix moyen se relève en 1905-1906 jusqu'à 47 francs, cette campagne est au contraire pour le Brésil une des plus désastreuses, la seule même durant laquelle les cours restent constamment au-dessous de 5,000 reis.

La question se pose, en présence de ces chiffres, de déterminer le moment où le prix de vente tombe au-dessous du prix de revient. Tâche malaisée, car les opinions les plus divergentes ont cours à cet égard, et la mobilité du change vient en outre à tout moment fausser les données du problème. La moyenne, pour toute la décade 1896-1906, des prix de revient en reis, n'aurait, s'il était possible de l'établir, aucune signification réelle, puisque la valeur de la monnaie brésilienne a varié dans de larges proportions. Une moyenne en francs ne serait pas moins discutable, puisque les modifications du pouvoir d'achat des reis ne suivent qu'à distance les mouvements du change (1). Abstraction faite du change, le coût de production par sac s'abaisse ou s'élève chaque année suivant que l'on est en présence d'une forte ou d'une faible récolte. De plus, il n'est pas le même dans toutes les plantations, et la différence pour deux propriétés peut être considérable, suivant la fertilité du sol, l'importance des capitaux engagés, la longueur du transport par voie ferrée (2), enfin le degré de perfection des méthodes de cul-

(1) Par exemple, les 43 fr. 75 cotés au Havre le 30 juin 1905 (change 16 13/32, cours à Santos 4,400 r.) représentent beaucoup moins pour les planteurs que les 41 fr. 75 cotés le 30 juin 1904 (change 12 9/32, cours à Santos 5,500 r.)

(2) Frais de transport par sac de Jabotical à Santos : 7,800 reis ; de Campinas à Santos : 2,000 reis (d'après M. E. Laneuville, *Café*, 1900).

ture. En cette matière en particulier, les progrès faits par la lavoura depuis le début de la crise ont tendu constamment, on l'a vu, à abaisser les frais d'exploitation.

Quoi qu'il en soit, M. Ferreira Ramos, commissaire général de l'État de Saint-Paul, évalue (1) à 36 francs les frais de production proprement dits, à 14 francs les droits et frais de toute sorte, à 16 francs l'intérêt et l'amortissement du capital, et conclut que « pour que la culture du café soit rémunératrice, il faut que les prix ne puissent jamais descendre au-dessous de 66 francs (2) par 50 kilogrammes », tandis que M. Laneuville, plus modéré, supputait en 1903 (3) que le prix de revient moyen devait atteindre 4,200 reis par 10 kilos. Allant plus loin, un rapport consulaire de 1898 (4) indiquait — bien que la valeur du papier-monnaie fût alors en plus bas — que le kilo de café prêt à être embarqué ne devait revenir qu'à 303 reis. De même le *Diario de Santos* (5) a prétendu récemment établir que la culture du café était, malgré la baisse, restée des plus lucratives, et laissait un bénéfice de 18,25 0/0 de la valeur de la propriété. Les estimations vont donc d'un extrême à l'autre (6).

Il est heureusement possible d'en appeler des déduc-

(1) F. Ferreira Ramos. *La question de la valorisation du café au Brésil*.

(2) Le cours de 66 francs n'a pas été atteint depuis janvier 1897.

(3) Revue *Le Café*, 3 juin 1903.

(4) *Moniteur officiel du Commerce*, 19 mai 1898.

(5) Cité par M. Maurice Lévy.

(6) Il faudrait aussi citer une autre évaluation de M. F.-F. Ramos, moins exagérée que celle qui a été rapportée plus haut : dans la *Revista Agricola* du 15 janvier 1904, il calcule que le prix de revient moyen doit s'établir à environ 4,000 reis, chiffre qui se rapproche fort de celui donné quelques mois plus tôt par M. Laneuville.

tions des économistes et des calculs *a priori* aux affirmations des gens d'affaires, basées seulement sur des résultats.

On constate alors que la culture peut être rémunératrice avec des prix fort inférieurs à 66 francs

C'est ainsi que le rapport de la Companhia Agricola de Ribeirao-Preto pour l'exercice 1903-1904 (1), indique que les profits laissés par l'exploitation s'élèvent à 4,260 reis par arrobe (2), que le coût de production est tombé par arrobe de 14,544 reis en 1895-1896 à 2,876 reis en 1903-1904. Or Ribeirao-Preto se trouve fort avant dans les terres, les frais de transport du café y sont donc assez lourds, et le prix moyen au Havre, en 1903-1904, n'est que de 38 fr. 50. A la même époque, la Compagnie Dumont, qui exploite d'importantes plantations, accuse elle aussi des bénéfices, le rapport de la London and River Plate Bank confirme que la culture du café a été lucrative et le directeur de la *Brazilian Review* (3) écrit de Santos : « ...Depuis deux ans, les prix ont été réellement rémunérateurs : ils ont laissé aux planteurs des bénéfices de 4,000 reis par arrobe et quelquefois davantage. On parle encore quelque peu de la crise, mais ce n'est là qu'une réminiscence, et, en réalité, la situation des planteurs est non seulement saine, mais même prospère. Les dettes sont en voie de se payer rapidement... le crédit renaît. » Quelques mois plus tard, le président de la London and Brazilian Bank déclare (4) : « La récolte qui se termine et qui

(1) *Brazilian Review*, 10 janvier 1905.

(2) 15 kilogrammes.

(3) *Brazilian Review*, 3 janvier 1905.

(4) Rapport à l'Assemblée des Actionnaires, Londres, 27 avril 1905.

est estimée à 10,700,000 sacs d'une valeur de 21,400,000 livres a été rémunératrice, surtout pour les planteurs. Toutefois, avec le taux actuel du change et les cours dans les pays consommateurs, je suis assuré que le café ne peut être produit et réalisé qu'à des prix en perte. » En effet, la hausse brusque du change et une baisse de 5 à 6 francs au Havre viennent de ramener les prix de 5,500 reis en janvier jusqu'à 4,000 et même 3,900 reis au plus bas en avril, cours auxquels le café n'est pas descendu depuis 1903, et qui paraissent bien, pour toute cette période (1), marquer pour les planteurs le niveau critique. En janvier 1903, les prix variant entre 4,000 et 4,200 reis, la gêne semble générale : la grande banque hypothécaire de Saint-Paul, le « *Credito Real* », est « à bout de ressources, et peut à tout moment être obligée de fermer ses portes (2), parce que personne ne paie les intérêts des hypothèques, que l'expropriation serait inutile faute d'acheteurs, et que le travail des plantations par la banque elle-même ne ferait qu'augmenter ses pertes. On dit qu'elle a déjà quatre-vingts plantations différentes dans les mains et qu'elle aurait la moitié de l'État si elle exerçait ses droits contre tous ses débiteurs en retard (3) ».

Il y aurait donc autant d'exagération à prétendre que la culture du café a toujours couvert ses frais qu'à affir-

(1) Période durant laquelle le change reste presque stationnaire :

Change moyen en 1902.....	41 31/32
— 1903.....	12
— 1904.....	42 7/32

En avril 1905, la hausse du change à plus de 46 d. ne s'est pas encore repercutée sur le pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur.

(2) Elle est effectivement entrée en liquidation dans la suite.

(3) *Brazilian Review*, 6 janvier 1903.

mer sa détresse constante depuis que les prix sont tombés au-dessous de 60 francs. Il faut reconnaître que depuis 1897 la lavoura a connu tour à tour des campagnes réellement désastreuses, et des années relativement rémunératrices. Il faut aussi ne pas oublier que ce ne peut-être là qu'une vérité d'ensemble, et que beaucoup d'exploitations bien situées et gérées avec prudence ont dû réussir en tout temps à ramener le coût de production au niveau du prix de vente, pendant que dans un plus grand nombre encore de propriétés trop lointaines (1) ou trop lourdement hypothéquées, les planteurs se sont débattus au milieu de difficultés continuelles et ont vu leur situation empirer après chaque récolte.

On peut s'étonner que pour ceux-là tout au moins la « folie du nombre » n'ait pas de terme, qu'au lieu de s'appliquer sans trêve à compenser la baisse des prix du café par l'accroissement des quantités produites, ils ne renoncent pas à une lutte inégale pour tourner résolument leur activité vers d'autres cultures. Là serait la solution de la crise, dès le début tous les économistes l'ont affirmé avec raison après avoir constaté que le Brésil s'adonnait trop exclusivement à la production d'une seule denrée.

Mais abandonner la culture du café, ce serait du même coup abandonner à tout jamais les capitaux déjà engagés dans chaque plantation. Si la moindre parcelle de terre a été payée si cher quelques années plus tôt, c'est unique-

(1) « Il y a des districts dans le sud-ouest de Minas où il faut faire des transports à dos de mule de deux à quatre jours avant d'atteindre les chemins de fer. Quand le prix à Santos ou à Rio est de 24,000 reis par sac, les planteurs de ces districts ne peuvent obtenir plus de 3,000 reis par sac de café préparé. » (*Daily consular trade reports*, 2 janvier 1908.)

ment parce que cette terre est au plus haut point propice à la culture du café, et elle n'est particulièrement propice qu'à cette seule culture. Chacun de ces caféiers qui ont coûté plusieurs années de soins représente en outre par lui-même un capital qu'on hésitera toujours à sacrifier. Enfin chaque planteur s'est outillé à grand frais afin de faire subir lui-même au café le traitement compliqué qu'il exige après la cueillette : et il ne se résignera pas aisément à revendre au prix du vieux fer les coûteuses machines à décortiquer, à nettoyer, à trier, à brunir le café, il ne se résignera pas à jeter à bas cette véritable usine qui accompagne sa plantation, à porter la pioche dans l'installation hydraulique, canaux et réservoirs pour le lavage, terrasses cimentées destinées au séchage.

Il s'y résignera d'autant moins qu'il n'est nullement assuré d'obtenir de meilleurs résultats en substituant au café une autre culture. S'il s'agit de produits destinés à la consommation intérieure de l'État de Saint-Paul, les débouchés sont encore incertains ; les marchés, à peine naissants, subissent eux-mêmes le contre-coup des vicissitudes de l'industrie caféière. S'il s'agit de produits destinés à l'exportation, le coût des transports est un obstacle invincible : à l'abri de toute concurrence par voie d'eau et même par voie de terre, les chemins de fer ont pu maintenir les tarifs extrêmement élevés (1) que justifiait au début la cherté de l'installation en pays montagneux ; le café mis à part, quelle culture, parmi celles qui pourraient s'acclimater sur les hauts plateaux de

(1) Le « São Paulo Railway » est de tous les chemins de fer du monde celui qui obtient le rendement kilométrique (tant recette brute que recette nette) le plus élevé.

Saint-Paul, supporterait des frais de transport de 6, 8, ou 10 francs par 60 kilos ? Celle du coton peut-être, car elle prospérait autrefois dans l'État, mais la concurrence yankee, qui l'a ruinée, n'est pas près de désarmer. Sur le terrain de l'élevage, les frais de transport ne permettraient pas davantage de lutter contre l'Argentine, qui exporte à meilleur compte grâce à son réseau fluvial, à ses plaines largement ouvertes vers la mer. « Saint-Paul pourra peut-être produire assez de riz, de coton, de vin, etc., pour lui-même, mais n'exportera jamais que du café ; il n'y a pas de pays au monde qui puisse le vendre aussi bon marché (1). »

Même voués au café, au lieu de perpétuer la mévente par leur résistance et leur acharnement, au lieu de retirer de quantités de plus en plus fortes des prix de plus en plus faibles, les planteurs ne devraient-ils pas chercher dans la voie de l'entente et de l'association un retour définitif à l'équilibre ? L'artisan du relèvement financier du Brésil, le président Campos Salles, le leur conseille aussitôt qu'apparaît la surproduction : « Le remède contre les bas prix se trouve chez les planteurs eux-mêmes, qui doivent abandonner les plantations qui ne sont pas et ne peuvent pas être rémunératrices, et porter exclusivement leur attention sur le reste ; ils obtiendront ainsi un meilleur article et réduiront les stocks, ce qui assurera l'amélioration des cours. Les stocks détenus à l'étranger par les négociants et les spéculateurs sont si énormes que les intéressés, quelque désir qu'ils aient de la hausse, seront impuissants à l'obtenir tant que les approvisionnements se maintiendront au niveau actuel. Que chaque planteur sépa-

(1) *Messenger de Saint-Paul*, 20 juin 1903.

rément exerce une petite sélection sur son propre domaine, qu'il détruise les arbres non payants, et il y aura bientôt un changement de front. Quoi qu'il en soit, le remède se trouve chez les planteurs et non autre part. »

L'application d'un tel programme réclamerait de la part des planteurs des sentiments de solidarité, une conscience de l'intérêt général, sinon un esprit d'abnégation, poussés au plus haut degré. En France, l'échec de tous les efforts tentés, en un sens analogue, pour remédier à la mévente des vins, a été attribué à l'individualisme excessif des viticulteurs. Combien plus intransigeant encore doit être l'individualisme des grands fazendeiros, isolés sur leurs immenses domaines, régissant, tels des seigneurs d'autrefois, sur des villages entiers de travailleurs, amenés même par l'éloignement de tout centre civilisé à exercer sur leurs terres le droit de basse justice.

Aussi les planteurs n'ont-ils pas tenté de s'unir pour remédier par leurs propres moyens à la surproduction. C'est vers l'autorité qu'ils se sont instinctivement tournés ; et ils ne se sont concertés que pour mieux exercer sur les pouvoirs publics une pression collective. Parmi les innombrables projets que la crise du café a fait depuis une dizaine d'années éclore au Brésil, il en est bien peu qui, sous une forme ou sous une autre, ne fassent dépendre la solution du problème de l'intervention du législateur.

CHAPITRE V

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Qu'ils demandent appui à leur gouvernement local ou qu'ils se tournent vers la confédération, les planteurs peuvent s'appuyer sur des arguments de réelle valeur.

La prospérité de l'Union tout entière n'est-elle pas liée si étroitement à la prospérité de la lavoura que tout mouvement de hausse ou de baisse dans les prix du café a sur les marchés financiers sa répercussion dans les cours des fonds publics brésiliens, — comme si ce grand produit était l'incarnation même du crédit national? La situation économique du pays — la crise de 1898 le lui a cruellement prouvé — ne dépend-elle pas de la tenue du change, par conséquent de la balance des comptes, et l'équilibre de cette balance ne serait-il pas compromis s'il se produisait un fléchissement trop sensible de la valeur des millions de sacs qui, chaque année, tombent dans un de ses plateaux :

	Exportations totales du Brésil (valeur en livres sterling)	Exportations de café (valeur en livres sterling)
1902	36.437.456	20.326.957
1903	36.883.175	19.076.275
1904	39.430.136	19.957.570
1905	44.643.113	21.420.515 (1)

En contribuant ainsi pour plus de moitié au mouvement

(1) Statistiques du *Brazilian Year Book*.

total des exportations, les producteurs de café sont les principaux ouvriers de la hausse du milreis, hausse dont ils pâtissent fort, mais dont bénéficient les finances publiques par suite de l'augmentation parallèle de la valeur libératoire des revenus du fisc. Si l'Union se refuse à enrayer la marche ascendante du change pour soulager les planteurs, et ne veut pas voir ce mouvement ascensionnel fatalement arrêté par la consommation de leur ruine, qu'elle s'efforce du moins de contribuer au relèvement de la valeur-or des exportations de café, relèvement qui ramènerait la prospérité dans les plantations tout en améliorant la situation monétaire.

De 1890 à 1895 en effet, les exportations de café n'étaient chaque année que d'environ six millions de sacs, mais qui valaient vingt-cinq millions de livres à l'embarquement (1) ; depuis lors si les quantités exportées ont doublé, leur valeur au contraire a diminué sensiblement :

Campagnes	Exportations totales de café (en sacs de 60 kilos)	Valeur en livres sterling
1895-96	5.800.000	25.000.000
1896-97	8.550.000	22.000.000
1897-98	10.700.000	18.000.000
1898-99	9.000.000	15.000.000
1899-1900	9.400.000	13.000.000
1900-01	10.917.000	20.567.000
1901-02	15.243.178	24.569.455
1902-03	12.292.246	19.298.384
1903-04	11.052.712	18.180.379
1904-05	10.222.878	20.438.770
1905-06 (2)	10.957.033	21.848.975

(1) Sur une exportation totale moyenne inférieure à trente millions de livres.

(2) A partir de 1901, chiffres tirés des manifestes publiés par la *Brazilian Review*.

Si la valeur de l'exportation de café fléchit encore, on peut craindre de voir « se répéter la crise de 1898, dans des conditions plus désastreuses encore, car la dette extérieure de l'Union a doublé, et les États et les municipes ont augmenté leur passif de plusieurs millions de livres » ; tous les Brésiliens doivent donc « se convaincre que si le prix du café intéresse les planteurs, la valeur de l'exportation intéresse l'économie nationale, et que, de ce fait, les intérêts des producteurs sont intimement liés aux intérêts généraux du pays (1). »

Quant à l'État de Saint-Paul, il ne vit que par le café et pour le café. La moyenne de ses exportations totales de 1902 à 1906 s'élève à 366 millions de francs, la moyenne de ses exportations de café à plus de 363 millions. On compte dans l'État 450,000 ouvriers ; 420,000, — sous les ordres de 15,800 planteurs — travaillent à la production du café, et les autres sont pour la plupart employés dans des industries annexes, telles que la fabrication des sacs. Environ 85 0/0 des capitaux engagés dans les entreprises privées ont été consacrés au développement des fazendas, ou à l'établissement des voies ferrées et à l'amélioration du port, et tout cela a été fait pour le café (2). Le total de ces capitaux investis dans la production atteindrait, suivant une évaluation presque officielle (3), quatre milliards, dont deux et demi pour les plantations et leur outillage. C'est la culture du café, même lorsque les planteurs n'en retirent aucun bénéfice, qui fait vivre les travailleurs, les chemins de fer, les intermédiaires et le fisc,

(1) J. F. de Lacerda. *Jornal do Commercio*, 14 juin 1907.

(2) *Dun's Review*, novembre 1906.

(3) Ferreira Ramos. *Op. cit.*

ceux-ci se distribuant le produit du café, et une baisse plus accentuée aurait pour résultat une nouvelle réduction du revenu de tous (1). C'est de l'impôt sur le café que les municipes tirent le plus clair de leurs ressources, en moyenne 600,000 milreis par an (2). Ce sont les droits d'exportation *ad valorem* — échus en partage aux États, l'Union s'étant réservé les droits d'importation — qui fournissent au budget les deux tiers de ses recettes (3), soit trente à quarante millions de francs chaque année, le surplus provenant en grande partie du produit du réseau racheté, c'est-à-dire du produit du transport du café.

Quoique moins étroitement spécialisés, les autres États grands producteurs : Minas-Geraes, Rio, et Espirito-Santo, se trouvent dans une situation analogue. Si l'intérêt que présente pour eux la prospérité de la lavoura se traduit par des chiffres moins formidables, le droit sur le café n'en vient pas moins en tête de leurs revenus.

Toutes les classes de la population de Saint-Paul, des États voisins, du Brésil tout entier, souhaitent donc ardemment de voir la culture de nouveau florissante. C'est pourquoi tous, associations de producteurs, financiers, hommes politiques, chambres de commerce, réunissent leurs efforts pour rechercher une solution de la crise du café.

Dès la venue de la crise une foule de systèmes, presque tous destinés à modifier l'équilibre de l'offre et de la demande, sont mis en avant, et l'un d'eux, visant au développement de la consommation, accueilli par les Chambres

(1) J. F. de Lacerda, *Loc. cit.*

(2) *Correio Paulistano*, décembre 1903.

(3) A Saint-Paul le droit sur le café a été tantôt de 11 0/0, tantôt de 9 0/0.

fédérales, trouve place dans la loi de finances de 1899 ; un des articles de celle-ci autorise en effet le gouvernement à appliquer un tarif douanier majoré de 100 0/0 aux produits des pays surtaxant le café qui refuseraient de réduire d'au moins 30 0/0 les droits sur le café brésilien. La France et l'Italie, frappant le café d'un impôt l'une de 156 francs, l'autre de 150 francs, sont en réalité les nations visées par cette clause (1). Après de longues et laborieuses négociations, le gouvernement de l'Union réussit seulement à obtenir un dégrèvement de 20 francs, beaucoup trop faible pour avoir une action réelle sur les débouchés (2).

Dans le courant de 1900, l'espoir revient avec la hausse des cours, qui dépassent 56 francs en juillet ; la crise semble se terminer d'elle-même. Mais l'année suivante, « comme le café est en voie de baisse, les projets dans le but de le relever font de nouveau leur apparition. Le favori est une invention du Dr Salvador Mendonca, laquelle consiste à donner le monopole des exportations à un syndicat ou trust, qui entreprendrait l'achat de tout le café qui serait offert, à un taux fixé, et bien entendu fort au-dessus de sa valeur sur le marché... (3). »

Le Congrès est vers la même date appelé à examiner une proposition tendant à l'augmentation des droits de sortie sur les qualités inférieures, suivant une progression

(1) Voir *Économiste Français*, numéro du 27 janvier 1900. Paul Leroy-Beaulieu. Les droits sur le café, le Brésil, la France, et ses colonies ; et numéro du 24 mars 1900, Lettre du Brésil : la question du café.

(2) Pour la France, loi du 17 juillet 1900 (modifiant la loi du 24 février 1900) et *modus vivendi* de juin 1900. Pour l'Italie, accord commercial du 5 juillet 1900.

(3) *Brazilian Review*, 5 février 1901 ; voir aussi *Bulletin des Halles*, 26 février 1901 : Le trust des cafés et la consommation.

destinée à mettre obstacle à l'exportation des plus bas classements (1). D'où dans le chiffre des expéditions une diminution de 10 à 12 0/0 qui entraînerait en même temps que le relèvement des cours l'amélioration de la qualité des cafés du Brésil.

De cette expérience, les producteurs auraient fait tous les frais. Le Comité législatif propose au contraire en août 1902 une série de mesures dont l'adoption exigerait des crédits considérables : dépenses destinées à favoriser la diffusion du café dans les pays de faible consommation, paiement de primes aux associations ou personnes qui réussiraient à conquérir de nouveaux débouchés, subsides aux navires affectés au transport du café dans les contrées où il est encore inconnu, secours aux planteurs, etc. (2).

En juin 1902, le général Bocayuva, président de l'État de Rio, lançant pour la première fois l'idée de l'entente qui trois ans plus tard constituera la base de la valorisation, expose aux délégués du Centro do Commercio do Café « son intention de consulter les gouvernements des autres États producteurs pour organiser un plan en vue de l'amélioration des prix » (3). Son projet comporterait l'établissement d'un prix minimum, au niveau duquel les achats effectués à des taux inférieurs seraient ramenés par le jeu d'un impôt compensateur (4). C'est au contraire dans la réduction des taxes existantes que la Société d'Agriculture de Pernambuco aperçoit le salut (5).

A la Chambre fédérale, le député Candido Rodrigues,

(1) Voir *Brazilian Review*, 23 avril 1901.

(2) Voir *Brazilian Review*, 2 septembre 1902.

(3) Voir *Brazilian Review*, 1^{er} juillet 1902.

(4) Voir P. Denis. *Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1908.

(5) Voir *Brazilian Review*, 22 juillet 1902.

ancien secrétaire d'État du gouvernement de Saint-Paul, propose de placer entre les mains du gouvernement ou d'une entreprise privée le monopole de la vente du café brésilien (1). Le projet Siciliano prévoit de même la formation d'une société en vue de l'achat de huit récoltes consécutives, au prix de 40 francs les 50 kilos pour la première année, de 45 francs pour la seconde, de 50 francs pour les six autres. De son côté, le Dr Custodio Alves de Lima soumet au gouvernement le plan d'un grand « Trust du café » au capital de 33 millions de dollars, qui permettrait d'obtenir « le contrôle complet sur tout le café récolté par le monde entier, et des prix aussi élevés qu'il serait jugé convenable (2). »

D'autre part l'interdiction de toute nouvelle plantation est depuis longtemps réclamée en raison de l'obstination des planteurs à étendre toujours la culture du café, obstination d'ailleurs encouragée par cette floraison incessante de projets, bien faite pour entretenir tous les espoirs. En dépit des protestations des intéressés, qui font remarquer qu'elle constitue une atteinte à la liberté du travail et aux droits de la propriété, le congrès de Saint-Paul adopte cette mesure, qui n'est pas sans analogie avec nos anciens édits portant défense d'établir de nouveaux vignobles, mais lui donne l'apparence moins draconienne d'un impôt prohibitif : la loi de finances de l'exercice 1903 crée à cet effet « une taxe de deux contos de reis par alqueire de six acres (24,200 mètres) de terrain employé à de nouvelles plantations (3) ». Toutefois, chaque propriétaire

(1) *Messenger de Paris*, 8 septembre 1903.

(2) Voir *South American Journal*, 7 février 1903.

(3) Voir *Économiste Européen*, 16 janvier 1903, et *Brazilian Review*, 18 décembre 1902.

peut augmenter d'un alqueire par an ses champs de café, de même qu'il reste autorisé à remplacer par de jeunes plants les caféiers à leur déclin (1).

Mais cette prohibition ne peut faire sentir ses effets que dans un avenir lointain, alors que le présent est des plus sombres. C'est l'amélioration immédiate de leur situation que réclament les planteurs : ils demandent tour à tour la réduction des tarifs de chemin de fer, une exemption d'impôts sur tous les articles de consommation générale, « l'intervention du gouvernement de l'État dans les taxes fédérales, dans le but de réduire le coût du travail » (2), enfin une émission de 150,000 contos de papier-monnaie, dont le produit permettrait à l'État de consentir des avances aux producteurs, qui bénéficieraient en outre de la baisse violente qu'une semblable opération ne manquerait pas de provoquer sur le marché du change (3).

Puis vient une série de propositions qui visent à restreindre la production par les moyens les plus radicaux, l'un consistant dans l'arrachage d'un arbre sur cinq ou sur six, un autre dans la « stérilisation temporaire » de 25 0/0 des arbres (il suffirait de les couper au ras du sol), un troisième dans l'abandon d'une moitié de la récolte, qu'on laisserait « pendante » sur les caféiers. Enfin, un mouvement se dessine en faveur de la destruction d'une certaine quantité de café : puisque l'incinération de quel-

(1) Au moment où intervient la loi de prohibition, la superficie consacrée au café dans l'État est de 1,900,000 acres, alors qu'on estime à 4,585,000 acres l'étendue des terrains pouvant convenir à cette culture (d'après un rapport du ministère de l'Agriculture de l'État de Saint-Paul, 1904).

(2) Voir *Brazilian Review*, 6 janvier 1903.

(3) *Id.*, 3 février 1903.

que 100,000 contos de papier-monnaie a porté le change de 5 5/8 à 12 deniers, soit une hausse de plus de 100 0/0 contre le retrait d'un huitième seulement de la circulation, il suffira pour doubler le prix du café de brûler ou de jeter à la mer un ou deux millions de sacs. Un congrès de planteurs, réuni à Saint-Paul au début de 1903, préconise cette solution.

Se laissant emporter par le courant, le gouvernement de Saint-Paul reprend alors pour son compte d'une part l'idée autrefois soumise au Congrès de la surimposition des bas classements, d'autre part le projet de destruction d'une portion des récoltes développé, dans une suite d'articles parus en 1901 dans *O Estado de São-Paulo*, par l'ancien secrétaire d'État Vicente de Carvalho (1), et demande au Parlement de l'État de se prononcer sur ces deux méthodes, tout en lui laissant entrevoir qu'il serait téméraire d'en attendre de grands résultats : « Avant de terminer cet exposé, je dois vous dire en toute franchise que les pouvoirs publics ne pourront pas faire grand chose de plus que les mesures proposées, et que ces mesures elles-mêmes ne seront utiles que si la communauté, pour qui elles sont décrétées, se place à la hauteur des circonstances. Il s'agit de phénomènes économiques et commerciaux pour lesquels la loi ne peut qu'ouvrir le chemin et garantir les mouvements, mais sans remplacer l'action indispensable des individus et de la communauté, action qui constitue le fond de toutes les opérations (2). »

(1) Voir journal *Le Brésil*, 2 juin 1901.

(2) Message adressé au Congrès de l'État de Saint-Paul par le président Bernardino de Campos, le 5 mars 1903 (Voir *Messager de Saint-Paul*, mars 1903).

Remanié à plusieurs reprises par l'une et l'autre Chambre, le projet devient, le 8 avril 1903, la loi « de relèvement des prix du café » : « Art. 1^{er} — Il est établi, sur le café de la production de l'État, au moment d'être exporté, et sans préjudice des taxes existantes, un impôt *in natura* de 20 0/0 au maximum, ou de 300 reis par kilo sur les qualités inférieures... » Les autres articles ont trait à la formation de syndicats de producteurs, à la réunion d'un congrès international de planteurs, à l'attribution de secours à la culture (1). La loi est applicable dès l'ouverture de la nouvelle campagne, par conséquent à dater du 1^{er} juillet 1903.

Mais cette fois l'opposition est plus violente encore que lorsque les Chambres ont voté la prohibition de nouvelles plantations. Cette première mesure n'était qu'une entrave à la mise en valeur des propriétés, tandis qu'il s'agit ici de la destruction pure et simple des biens des particuliers.

Jadis sans doute, le gouvernement hollandais a pu parfois brûler une partie de ses stocks d'épices, afin d'obtenir pour le reste des prix plus élevés, mais ces épices provenaient des exploitations de l'État, lui appartenant en propre. Le gouvernement de Saint-Paul prétend au contraire anéantir le quart de la récolte de ses administrés. En outre, le café à éliminer devant être prélevé « au moment d'être exporté » — ceci pour éviter les fraudes, assurer la publicité de l'incinération, et ne la faire porter que sur les plus basses qualités — les planteurs non-seulement verront s'évanouir en fumée le produit de leur travail, mais encore auront à supporter inutilement les frais

(1) Voir revue *Le café*, mars 1903 et avril 1903. Journal *Le Brésil* 15 avril 1903. *Brazilian Review*, 10 mars 1903

énormes de transport, de magasinage, de commission, de manutention, d'assurance, qui grèvent le café expédié à Santos. Enfin la hausse possible sera peut-être insuffisante pour compenser un tel sacrifice, tandis qu'elle constituera — la production de Saint-Paul ne représentant que la moitié de la production mondiale — un avantage gratuit pour les autres régions caféières.

Aussi, moins de deux mois après la promulgation de la « loi de relèvement », le gouvernement annonce-t-il qu'ayant tenté en vain d'amener les États voisins à le suivre dans cette voie, il décide de ne pas passer à l'application (1).

A côté de ces dispositions inappliquées, de ces propositions souvent inapplicables, et de ces remèdes pour la plupart inefficaces, il faudrait énumérer toutes les tentatives, — création d'agences de vente, envoi de missions, — et tous les projets, en faveur de la « propagande », dans laquelle beaucoup de planteurs voient une panacée à leurs maux. On peut cependant non seulement douter des aptitudes de l'État pour la publicité commerciale, mais surtout penser que s'il n'est pas inutile de recourir à la propagande pour répandre un produit à peu près inconnu, tel que le maté brésilien, il n'est par contre guère possible d'obtenir ainsi une extension bien sensible des débouchés d'une denrée aussi universellement connue que le café. Il est vrai qu'il s'agirait en même temps de donner aux consommateurs la conviction que le café de Saint-Paul ne le cède en rien à celui des autres pays : les Brésiliens ne se plaignent-ils pas qu'aux États-Unis en particulier, le café soit presque toujours vendu sous le nom de moka,

(1) *Brazilian Review*, 9 juin 1903.

alors qu'il vient à peu près exclusivement du Brésil (1) ? Doléances inattendues, du moins de ce côté, car c'est de la part des planteurs de l'Yémen qu'elles seraient fondées : ce ne sont pas les producteurs de vins communs qui ont réclamé la délimitation des grands crus. Il est toutefois un point sur lequel le raisonnement des Brésiliens serait plus exact : ils prétendent que les prix payés par le consommateur n'ont pas suivi immédiatement le mouvement de baisse auquel obéissaient les marchés. Les prix de détail, incontestablement, présentent pour tous les produits une fixité relative par rapport aux prix de gros ; et il peut en résulter momentanément un bénéfice supplémentaire pour les petits intermédiaires. Mais ce bénéfice est loin d'avoir l'importance que lui attribuent les Brésiliens. En outre la « vente directe » ne remédierait guère à un tel état de choses, car elle ne serait organisée que dans les grands centres, où l'action de la concurrence s'exerce très vite même sur les prix de détail. N'est-ce pas d'ailleurs cette même concurrence qui, par suite du maintien, malgré la baisse, des anciens prix dans les petites localités, a fait surgir en face des détaillants les maisons de torréfaction, les « grands brûleurs » qui, vendant à des prix plus normaux, ont couvert rapidement la province de leurs succursales, et lancé sur toutes les routes des légions de ces vendeurs qu'on rencontre aujourd'hui jusqu'au fond des campagnes les plus lointaines, poussant leurs petites voitures à trois roues (2). Il est vraisemblable qu'en suscitant ces nouveaux intermédiaires, le libre jeu

(1) En ce sens F. F. Ramos, *op. cit.* — *Le Temps*, 17 décembre 1907, Lettre du Brésil. — *Correio Paulistano*, décembre 1905.

(2) Voir *Réforme Économique*, 20 novembre 1904 « Les Roulottes commerciales » protestation contre cette pratique.

de la concurrence a contribué au développement de la consommation plus que la propagande du gouvernement de Saint-Paul.

En résumé tous les remèdes proposés depuis l'arrivée de la crise peuvent être rangés en quatre groupes.

Tout d'abord les mesures réclamées par les planteurs en vue de l'abaissement du prix de revient : réduction de tarifs et d'impôts, baisse du change, réorganisation du crédit agricole.

En second lieu les projets tendant à développer la consommation : menaces de représailles douanières, propagande.

Puis les systèmes destinés à restreindre la production : nouvelles plantations prohibées, « contingentement » (suivant l'expression mise à la mode par la viticulture française) imposé aux planteurs, récoltes en partie détruites à la sortie.

Enfin toutes les propositions tendant à l'achat par l'État ou par un « trust », à un prix déterminé, de la totalité ou d'une portion de la production, en vue du « contrôle » des marchés du café.

Parmi ces diverses conceptions, celles qui appartiennent à la première catégorie ne s'écartent pas en somme pour la plupart des idées généralement admises au sujet du genre de concours qu'un gouvernement peut accorder à toute industrie dans l'embarras. Leur réalisation, il est vrai, ne résoudrait pas la crise, elle n'apporterait aux planteurs qu'un soulagement momentané.

D'autre part, rien de plus normal que de chercher à élargir les débouchés. Il est seulement à craindre que les efforts faits en ce sens ne puissent vaincre l'inflexible lenteur des progrès de la consommation.

La limitation de la production elle-même, si elle avait l'adhésion des planteurs, — est-elle d'ailleurs applicable sans cette adhésion ? — serait aussi légitime que ces ententes entre producteurs dont on rencontre aujourd'hui tant d'exemples. Elle aurait même l'avantage de n'imposer à l'État aucune charge (1).

Les projets qui se rangent dans le dernier groupe ont un tout autre caractère : c'est sur la voie périlleuse des fixations de prix et des aventures financières qu'ils prétendent aiguiller l'action de l'État. Mais ils sont, pour les planteurs, particulièrement séduisants : au lieu d'exiger d'eux dès le début le sacrifice d'une partie de leur production, sans compensation certaine et immédiate, ils leur offrent comme entrée en matière le placement de la totalité de leur récolte à des prix inespérés. C'est pourquoi, lorsqu'après quelques mois de trêve l'horizon s'assombrit de nouveau en 1905, les pouvoirs publics sont amenés à élaborer un programme qui procède directement de ces plans audacieux.

On a vu, en effet, qu'après une année assez heureuse, les planteurs se sont retrouvés en 1905 dans la plus fâcheuse situation, le change ayant soudain quitté le palier de 12 d. dont il ne s'écartait pas depuis longtemps, et s'étant élevé jusqu'au dessus de 18 d. (2).

En même temps, il apparaît que la récolte de 1906, qu'on croyait tout d'abord devoir être déficitaire, va se trouver supérieure aux besoins du monde. Les Brésiliens ont pu avoir auparavant l'illusion que la production était

(1) A part quelques dépenses d'ordre matériel, et la diminution du rendement des droits d'exportation *ad valorem*, si la plus-value du café ne compensait pas la réduction quantitative.

(2) Voici pour chacune des années 1901 à 1905 la plus forte et la

entrée définitivement dans la voie d'une décroissance graduelle :

1901-1902	16.145.000 sacs.
1902-1903	12.945.000 —
1903-1904	11.101.000 —
1904-1905	10.523.000 —

Les recettes de 1905-1906 ne vont elles-mêmes dépasser que de trois cent mille sacs celles de la campagne précédente. Mais dès 1905 il devient évident que pour 1906-1907 une forte récolte s'élabore, grâce « à deux années successives de grandes pluies..... Toutes les conditions que la vie végétale réclame pour son développement, elle ne les rencontre que trop bien durant cette saison caféière, et en particulier à l'époque de la floraison..... La plante s'alimente abondamment et en plein repos ; après trois petites récoltes elle se développe admirablement et se prépare pour la saison culturale de 1905-1906, dont la récolte, s'effectuant en 1906, est dénommée dans le commerce récolte 1906-1907 (1) ».

Sans doute les planteurs ne peuvent en 1905 avoir une certitude sur l'importance de la récolte 1906-1907, mais tout leur fait prévoir qu'une fois de plus l'offre va outrepasser la demande, que par conséquent la nouvelle campagne ne marquera aucune amélioration des prix à l'extérieur.

plus faible des moyennes mensuelles du change (d'après un rapport du Conseil général du Royaume-Uni à Rio-de-Janeiro, août 1906).

	1901	1902	1903	1904	1905
Plus forte moyenne.	12 3/8	12 9/32	12 3/8	13 1/32	17 5/8
Plus faible moyenne.	9 61/64	11 7/8	11 3/4	12 1/32	13 3/4

(1) Rapport de la Commission chargée de l'évaluation de la récolte 1907-1908. São Paulo, 29 décembre 1906

Leurs craintes à cet égard deviennent plus précises à mesure que l'année s'avance (1), tandis que le change, poursuivant sa marche ascensionnelle, provoque la baisse sans arrêt des prix en reis.

C'est pourquoi la recherche d'une solution à la crise se retrouve à l'ordre du jour ; mais cette fois les combinaisons visant au relèvement direct des cours du café prennent le pas sur toutes les autres. Il est question tout d'abord de négociations entre le gouvernement de Saint-Paul et des capitalistes américains, en vue du maintien à Santos d'un prix minimum de 6,000 reis (2). Puis l'idée de ce que doit être la « valorisation » se précise : des pourparlers sont engagés entre six États brésiliens producteurs de café, pour la création d'un syndicat chargé d'acheter les récoltes à des prix déterminés, et pour la stabilisation du change avec l'aide du gouvernement fédéral (3). Le projet de budget déposé à la Chambre des Députés de l'État de Saint-Paul en novembre prévoit déjà la surtaxe de trois francs par sac qui devra couvrir les frais de la valorisation, c'est-à-dire suffire au service des

(1) Il serait difficile de retrouver dans la presse de l'époque l'écho très net de ces craintes. Les Brésiliens, qui multiplient les informations lorsqu'ils se croient en présence d'une récolte manquée, ne laissent filtrer, à la veille d'une grosse récolte, que de rares et prudentes appréciations. Celles qui précèdent la récolte 1906-1907 sont des plus contradictoires. Il est certain cependant que durant tout le second semestre 1905 « les perspectives pour la future récolte restent invariablement bonnes » et que certains affirment déjà « que tout semble indiquer qu'elle pourra être une des plus fortes qu'on aura jamais vues ». Voir *Brazilian Review*, 26 septembre et 28 novembre 1905, *Bulletin de Correspondance*, 2 août, 14 novembre, 12 et 27 décembre 1905.

(2) *Brazilian Review*, 20 juin 1905.

(3) *Id.*, 29 août 1905.

capitaux nécessaires à la réalisation du projet. Ces capitaux seraient même, on l'affirme du moins, d'ores et déjà souscrits, et la réalisation de l'emprunt ne serait plus subordonnée qu'à l'entente définitive des divers États et du gouvernement fédéral (1). Aussi les pouvoirs publics redoublent-ils d'activité : il semble que partout la volonté d'aboutir ait remplacé les manifestations bruyantes et l'agitation stérile d'autrefois ; l'approche des élections générales n'est peut-être pas étrangère à ce changement, car les planteurs disposent d'une influence politique considérable dans les principaux États ; et l'on peut se demander si le Brésil ne doit pas la valorisation à la coïncidence d'une période de crise aiguë pour la culture du café avec la période électorale.

La loi de finances votée le 30 décembre 1905 autorise (article 2, chapitre 10) le Président de la République à « s'entendre avec les États caféiers pour la régularisation du commerce du café ». Un comité est alors formé pour établir un accord entre les trois États grands producteurs, Saint-Paul, Rio-de-Janeiro et Minas-Geraes ; le 25 février 1906, l'entente est complète entre eux ; et leurs trois présidents, réunis à Taubaté, signent le fameux « Convenio » qui va constituer la charte de la valorisation du café :

« Convention entre les États de Rio-de-Janeiro, de Minas et de São-Paulo, en vue de valoriser le café, d'en régler le commerce, d'en développer la consommation, et de créer une caisse de conversion pour la fixation de la valeur de la monnaie :

Art. 1^{er}. — Pendant une période de six années, qui pourra être prorogée ou réduite par mutuel accord, les

(1) Voir *Brazilian Review*, 5 décembre 1905.

États contractants s'engagent à maintenir sur les marchés nationaux le prix minimum de 55 à 65 francs or, ou l'équivalent en monnaie courante du pays au change du jour, par sac de 60 kilogrammes du type 7 américain, pendant la première année. Le prix pourra être ensuite élevé jusqu'au maximum de 70 francs, suivant les convenances du marché. Pour les qualités supérieures les prix seront augmentés dans la même proportion durant la même période.

Art. 2. — Les gouvernements contractants empêcheront par des mesures adéquates l'exportation de cafés inférieurs au type 7 et feront tous leurs efforts pour que ces cafés soient consommés dans l'intérieur du pays.

Art. 3. — Les États contractants s'engagent à organiser et à maintenir un service régulier et permanent de propagande du café, afin d'en augmenter la consommation par le développement des débouchés actuels, par l'ouverture et la conquête de nouveaux marchés, et par la défense du café contre les fraudes et falsifications.

Art. 4. — Quand ils le jugeront opportun, les gouvernements contractants fixeront les types des cafés nationaux et encourageront la création de Bourses et Chambres syndicales de commerce. Les prix seront fixés pour ces nouveaux types sur des bases conformes à celles qui ont été posées par l'article 1^{er}.

Art. 5. — Les planteurs de café recevront toute l'aide qui pourra leur être donnée en vue de l'amélioration de la qualité de leurs produits.

Art. 6. — Les États contractants s'engagent à créer une surtaxe de 3 francs, sujette à augmentation ou à réduction, par sac de café qui sera exporté, et à maintenir un impôt suffisamment élevé sur les nouvelles plantations de café

pendant une période de deux années, prorogeable suivant accord.

Art. 7. — La surtaxe d'exportation prévue à l'article précédent sera perçue par l'Union, et son produit affecté au paiement des intérêts et de l'amortissement des capitaux nécessaires pour l'exécution de la convention; l'excédent sera affecté au remboursement des dépenses engagées en exécution de la convention. La perception de la surtaxe commencera aussitôt après exécution des dispositions de l'article 8.

Art. 8. — Pour l'exécution de la convention, l'État de Saint-Paul est autorisé dès maintenant à réaliser dans le pays ou à l'étranger, avec la garantie de la surtaxe de 3 francs créée par l'article 6 et sous la responsabilité solidaire des trois États contractants, les opérations de crédit nécessaires à concurrence d'un montant de quinze millions de livres sterling. Le produit des opérations d'emprunt formera le fonds de garantie de la caisse d'émission à base métallique et de conversion qui sera créée, par le Congrès national, pour la stabilisation de la valeur de la monnaie.

§ a) Le produit de l'émission or faite sur cette garantie sera affecté, conformément au but du présent accord, à la régularisation du commerce des cafés, et à leur valorisation, sans préjudice des autres dotations prévues par la loi.

§ b) L'État de Saint-Paul, avant de conclure les opérations de crédit, en soumettra les clauses et conditions à l'approbation des gouvernements de l'Union et des États contractants.

§ c) Si l'endos ou la garantie de l'Union est nécessaire pour ces opérations de crédit, on observera les dispositions

de l'article 2, chapitre 10, de la loi fédérale 1452 du 30 décembre 1905, portant fixation du budget des recettes de l'exercice courant.

Art. 9. — L'organisation et la direction de tous les services seront confiées à une commission de trois membres nommés par les États contractants à raison d'un pour chacun d'eux, sous la présidence d'un quatrième membre qui sera nommé par l'État de Saint-Paul. Les délibérations seront prises à la majorité absolue des votes. Le président aura voix prépondérante. Chaque commissaire aura un suppléant qui le remplacera en cas d'empêchement et qui sera également nommé par chaque État.

Art. 10. — La dite commission établira les services et nommera le personnel nécessaires à l'exécution de la convention. Elle pourra charger de l'exécution, en tout ou en partie, une association ou entreprise nationale, sous son contrôle immédiat.

Art. 11. — Le siège de la commission sera la ville de São-Paulo, et le gouvernement de cet État en surveillera les travaux comme délégué des autres contractants.

Art. 12. — La commission établira pour ses travaux un règlement qui sera soumis à l'approbation du gouvernement de Saint-Paul.

Art. 13. — Les charges et avantages résultant de la convention seront répartis entre les États contractants proportionnellement à la quote-part de chacun d'eux dans le produit de la surtaxe.

Art. 14. — Les États contractants reconnaissent et acceptent le Président de la République comme arbitre de tous les différends qui pourront surgir dans l'exécution de la présente convention.

Art. 15. — La présente convention entrera en vigueur

dès sa ratification par les présidents des États contractants et son approbation par le Président de la République ».

Le Convenio, en dépit du quadruple objet que lui assigne son titre, vise uniquement et exclusivement au relèvement de la valeur du café. La stabilisation du change, la création de bourses de commerce, la propagande, ne vont être qu'autant de moyens accessoires de parvenir à une même fin. Mais ce qui permettra surtout d'y atteindre, ce sera l'action des États en vue du maintien du prix minimum, c'est-à-dire, bien que le texte ne contienne pas le mot, l'achat par les États d'une certaine quantité de café. Le Convenio de Taubaté est essentiellement un plan d'intervention directe sur les marchés, à l'aide de fonds que fourniront des « opérations de crédit » garanties par une surtaxe d'exportation.

Sur quelles données, sur quelles prévisions, ce plan est-il donc basé ? On a souvent présenté la valorisation comme l'expédient exceptionnel par lequel, en présence de la récolte exceptionnelle de 1906-1907, les Brésiliens auraient cherché à épargner un désastre à la lavoura. En réalité, les contractants du Convenio ne placent pas au premier rang de leurs préoccupations l'importance de la future campagne. Ils n'ignorent pas, on l'a vu, que l'année 1906 doit être une année de forte production, ils savent que la récolte sera supérieure aux récoltes médiocres qui se sont succédé de 1903 à 1905, mais ils sont loin de soupçonner que les chiffres formidables de la campagne 1901-1902 vont être dépassés de plusieurs millions de sacs. Ils sont persuadés au contraire que la production est en voie de décroissance, et que même une nouvelle récolte monstre resterait au-dessous des précédents records (1). Cette con-

(1) En février 1906, c'est-à-dire à l'époque où était signé le Conve-

viction ressort, par exemple, d'un article paru dans le *Correio Paulistano* quelques mois avant Taubaté, au plus fort de la campagne en faveur de la valorisation, article qui demeure — tels en France les fameux appels du *Tocsin* d'Argeliers — comme le résumé classique des revendications des planteurs :

« ... Il est indispensable de trouver un remède à la crise causée par le fléchissement des prix de vente du café, et d'obtenir que cette denrée de consommation universelle donne au moins assez pour payer le coût de sa production et pour assurer la vie matérielle du planteur.

« Il faut valoriser le café.

« Il n'est pas admissible en effet que le planteur puisse se ruiner en cultivant un produit que le monde entier apprécie, consomme et paie cher.

« Quel est donc le motif de la baisse du café ? L'excès de production, répète-t-on de toutes parts. Cet excès, s'il existe, a été causé par les récoltes exceptionnelles faites à São Paulo il y a quelques années déjà, mais ce phénomène ne peut se reproduire... Il est évident qu'on ne reverra pas les récoltes, aussi élevées qu'anormales, des années passées, et il faut, en outre, tenir compte de l'augmentation des débouchés qui se chiffre chaque année par quelques centaines de mille sacs.

« Or, si l'on part de ce principe que la production moyenne du café est inférieure ou tout au plus égale à la consommation, et que cette production tend plutôt à décroître qu'à augmenter, il est indiscutable que le stock

nio, l'association des « Courtiers Hollandais », dont les estimations font autorité dans le monde entier, ne prévoyait pour Rio et Santos réunis qu'un total de recettes de 42,250,000 à 42,750,000 sacs en 1906-1907. Le total réel devait être de 49,623,000 sacs.

visible ne tardera pas à redevenir normal, et que la balance penchera pour le planteur.

« Tout concourt donc à la valorisation du café. »

Tout y concourrait en effet si le point de départ de ce raisonnement était exact, et il serait même inutile de recourir à des mesures artificielles pour provoquer un relèvement des prix qu'amènerait bientôt le libre jeu des lois économiques.

Mais il semble difficile d'admettre que la production moyenne soit inférieure à la consommation : parmi les dix campagnes qui se sont succédé de juillet 1896 à juin 1906, il en est sept au cours desquelles la production a dépassé la consommation, trois seulement ont vu le phénomène contraire ; comme résultat, le stock mondial est passé de moins de deux millions et demi de sacs en 1896 à 9,702,000 sacs en 1906 ; la production annuelle moyenne a donc été de plus de 720,000 sacs supérieure à la consommation, et l'approvisionnement visible va certainement s'accroître encore de 1906 à 1907.

Et néanmoins, l'idée de la valorisation est bien née d'une croyance absolue en l'insuffisance de la production (1). Pour les promoteurs de l'opération, la période de surabondance est passée, et, si la mévente se prolonge, c'est parce que les anciens excédents ne s'écoulent que peu à peu :

« La crise du café, écrit en mai 1906 (2) M. J.-F. de Lacerda, — qui comptait parmi les personnalités les plus marquantes de la lavoura, — la crise du café aura pris

(1) Ainsi F. F. Ramos, *op. cit.*, page 14 : « On savait que la production moyenne était inférieure à la consommation, et que seule une grande récolte exceptionnelle produisait un déséquilibre pour un ou deux ans. » Voir aussi *Le Temps*, lettre du Brésil, 17 décembre 1907.

(2) *Jornal do Commercio*, 3 mai 1906.

fin dans peu d'années, étant donné que la consommation augmente progressivement, et que la production tend à rester stationnaire par suite de l'arrêt des nouvelles plantations et de la décroissance du rendement suivant l'âge des arbres. » Le Message présidentiel est encore plus optimiste : « La crise du café, selon des opinions très autorisées, est en déclin ; les stocks tendent à diminuer, la consommation à augmenter, d'où résultera avant longtemps un équilibre stable de l'offre et de la demande. »

Il suffirait donc, pour valoriser immédiatement le café, de réaliser par avance cet équilibre en retirant dès à présent des marchés les excédents qui pèsent sur les cours, en « supplantant au retard de la consommation mondiale par des achats systématiques (1). »

Tel est le plan que nous voyons développer devant le Congrès fédéral, à l'approbation duquel le *Convenio* de Taubaté est soumis dès l'ouverture, en mai, de la session ordinaire de 1906. Les prévisions et les calculs sur lesquels repose la valorisation sont en particulier très nettement résumés dans les discours prononcés par le Dr David Campista, — futur ministre des Finances de l'Union, — qui, chargé de défendre la convention caféière, cherche à démontrer à la Chambre brésilienne (2) que la valorisation est « viable, sûre, opportune, nécessaire ».

« ... Réduire à huit millions de sacs (3) les existences mondiales de café, voilà tout le secret de la valorisation.

(1) *Le Temps*, 22 juillet 1907.

(2) Voir aussi le discours du sénateur Alfredo Ellis au Sénat Fédéral.

(3) En réalité, le chiffre de 8 millions serait encore excessif. De l'avis général, l'approvisionnement visible serait normal s'il équivalait à quatre mois de consommation, soit, vers 1906, un peu plus de 5 millions de sacs.

« La campagne s'est terminée, le 30 juin dernier (1), avec un approvisionnement visible mondial de 9,600,000 sacs, soit un excédent de 1,600,000 sacs sur les nécessités commerciales du monde entier.

« Ces existences vont être lentement accrues de plus de deux millions de sacs par la récolte qui maintenant commence, et qui doit être de ce chiffre supérieure à la consommation.

« Il y aurait lieu par conséquent d'acheter dès maintenant un million et demi de sacs, et de continuer en achetant petit à petit plus de deux millions, afin de maintenir à huit millions l'approvisionnement.

« Bien que je ne croie pas qu'un tel effort puisse être nécessaire, nous devons en vue de l'opération en question être prêts à acheter et retenir jusqu'à 5 millions de sacs.

« Voyons si les sommes que nous comptons emprunter sont suffisantes :

« L'emprunt de 15 millions de livres sterling pourra produire net 14 1/2 millions de livres, et exigera comme service, approximativement, 5 0/0 pendant les cinq premières années, soit annuellement Lg 750,000 ou francs 18,750,000 ; 6 0/0 à partir de la sixième année, soit annuellement Lg 900,000 ou francs 22,500,000.

« La récolte de Rio et de Santos est évaluée pour la campagne en cours à 13 1/2 millions de sacs ; en admettant qu'on en retienne 4 millions, nous aurons à compter avec une exportation de 9 1/2 millions qui, par la surtaxe, donnera 28 1/2 millions de francs.

« Les quatre années suivantes, avec des récoltes moyennes de 11 1/2 millions de sacs, le produit de la sur-

(1) 1906.

taxe sera de 34 1/2 millions, qui, joints au million et demi que laissera l'exportation de 500,000 des sacs de café retirés la première année, fourniront dès lors un total de 36 millions comme moyenne annuelle.

« Le service de l'emprunt assuré, il devra donc rester encore, la première année, un reliquat de 10 millions de francs en chiffres ronds. Durant les quatre années suivantes, le reliquat sera approximativement de 17 millions.

« Or, en Europe, et dans les principaux entrepôts du continent, le coût du magasinage n'excède pas un franc. Au Brésil, il sera facile au gouvernement d'obtenir un tarif moins élevé. Admettons pourtant que les frais soient les mêmes, soit 4 millions de francs pour la garde de quatre millions de sacs. Toutes les dépenses d'autre sorte, évaluons-les à quatre autres millions, c'est-à-dire prenons comme base une dépense annuelle de 8 millions. Dans ces conditions, le produit de la surtaxe laissera un solde de 2 millions à la fin de la première année, et de 8 millions à la fin de chacune des quatre années suivantes. Ce solde pourrait être appliqué au développement de la consommation, à l'amélioration de la qualité du produit, etc... »

Le Dr David Campista fait ensuite remarquer qu'en cas de résistance de l'étranger, résistance qui se traduirait par l'arrêt des achats au Brésil et par des ventes à des cours inférieurs au minimum fixé, il serait possible de pousser plus loin l'opération en recourant à l'usage des warrants, soit en Europe, soit au Brésil même avec des capitaux étrangers ; et il ajoute :

« La vérité est qu'avec un emprunt de 15 millions de livres, il est possible d'acquérir immédiatement 6 1/2 millions de sacs, puis, avec la garantie de ces premiers

achats, plus de 3 1/4 millions, soit près de 10 millions de sacs au total, sur la base des prix du convenio. Comme il suffira d'acheter 4 millions, disons même 5 millions de sacs, il ne sera évidemment pas nécessaire de disposer de plus de 8 millions sterling pour réaliser la valorisation du café conformément au plan établi à Taubaté. Notez même que le café acheté à l'aide d'une première garantie pourra être à son tour donné en garantie de la même manière, ce qui permettra d'acheter une plus grande quantité de café.

« En résumé, la valorisation serait parfaitement viable et à l'abri de tous risques avec la somme insignifiante de 6 millions de livres, pas davantage. »

Il conclut : « ... Si l'équilibre (entre la production et la consommation) doit être réalisé dans peu d'années, — et il est d'ailleurs incontestable qu'il en sera ainsi, — les trois millions de sacs mis à l'écart devront forcément être rapidement rachetés par la consommation, à raison par exemple de un million de sacs par an.

« Admettons que, s'il en est ainsi, l'achat par l'État de ce café ne produira pas dès le début tout son effet; concédons même qu'il ne produira aucun effet — hypothèse absurde.

« Mais durant la seconde année et par la suite, cet effet se manifesterait. Et l'intervention aura par son action avancé de trois années la hausse du café, en élevant les prix de 12 ou 15 francs. Savez-vous bien quelle importance aurait un tel résultat? Il mettrait fin à une crise qui nous ruine, et il procurerait au Brésil la bagatelle de 180 millions de francs par an. »

Et l'orateur termine en exposant que, la consommation devant augmenter chaque année de trois cent mille sacs

au moins, et la production rester stationnaire avec une moyenne de seize millions de sacs tout au plus, la marche de l'approvisionnement visible sera la suivante :

30 juin 1906.....	9.700.000 sacs.
30 juin 1907.....	10.000.000 —
30 juin 1908.....	9.700.000 —
30 juin 1909.....	9.100.000 —
30 juin 1912.....	5.500.000 —

‘Si bien qu’ « en 1910 ou en 1912 il ne restera plus de café entre les mains des États, qui auront vendu leur stock avec bénéfice. L’argent emprunté pour la valorisation sera retourné, intact et même augmenté, à ses coffres. L’emprunt sera entièrement remboursé, la surtaxe abolie. Ce jour là le Brésil aura conquis sur l’étranger, dans l’espace de cinq ou six ans, grâce à l’augmentation de valeur de son exportation de café, plus d’un milliard de francs. »

A côté de ces défenseurs enthousiastes, la valorisation rencontre au Brésil même des adversaires déterminés. Cette intervention insolite du législateur dans le domaine économique leur apparaît non seulement comme inadmissible en principe, mais encore comme vouée à l’insuccès : ne va-t-elle pas se heurter au triple obstacle que rencontrent les coalitions de producteurs : réduction de la consommation, apparition de succédanés, réveil de la concurrence. Tels sont les principaux reproches qu’on adresse au plan de Taubaté, et qu’en particulier le député Miguel Calmon, — depuis, ministre de l’Agriculture du Brésil — développe devant la Chambre fédérale (1) en manifestant

(1) Séance du 20 juillet 1906.

la crainte que le Brésil, — lorsque le Convenio lui aura fait perdre « le meilleur de ses apanages économiques : la supériorité que par son bon marché son café possède sur ses divers rivaux, » — ne s'aperçoive qu'il a lâché la proie pour l'ombre.

A l'objection relative à la diminution probable de la consommation, les partisans de la valorisation répliquent en évoquant le souvenir de la période 1887-1896, durant laquelle le café a atteint des prix bien plus élevés que ceux qui sont visés par le Convenio, sans que les débouchés se soient sensiblement restreints (1). La même réponse s'applique encore à l'objection qui représente la « loi de substitution » comme devant amener le consommateur à renoncer au café en faveur d'un produit similaire.

D'ailleurs, si le blocus continental lui-même, qui avait réussi à susciter le sucre de betterave à la place du sucre de canne, n'avait su opposer à la disette de café que l'insuffisante chicorée — c'est alors en effet que l'usage s'en répandit dans l'Europe du nord — la valorisation pourra d'autant moins décourager les amateurs de café qu'elle influera à peine sur les prix de détail (2).

Enfin il n'est pas à craindre que l'exécution du Convenio réveille les anciens concurrents du Brésil, que celui-ci fasse le jeu des autres producteurs. En admettant que ces derniers cherchent à reprendre la lutte à la faveur des hauts prix, plusieurs années s'écouleront avant que les

(1) Voir page 50.

(2) C'est ainsi qu'une hausse de 20 francs par sac, énorme pour le planteur, se traduirait en France par une hausse de 0 fr. 33 par kilo, soit environ 10 0/0, et à la condition que les prix de détail suivent exactement les prix de gros.

conséquences de leur activité se fassent sentir, puisque plusieurs années sont nécessaires pour qu'une plantation donne sa première récolte. Mais il ne semble même pas qu'on ait à appréhender cette éventualité encore lointaine : « L'histoire des vingt dernières années montre que la production étrangère est restée stationnaire, en dépit même de dix années — de 1887 à 1896 — d'énorme élévation des cours (1). » En outre le Brésil, qui, afin de se tenir au courant de la marche de la consommation et de la production, a en tout temps prodigué les missions, est précisément en possession de nouvelles fraîches des diverses contrées caféières. Déjà en 1902, ses envoyés lui ont signalé comme en décroissance la production du Pérou et des autres contrées du continent américain, les seules dont on eût pu redouter les progrès (2). En 1904, le gouvernement pauliste, inquiet bien à tort de la diminution des récoltes dans l'État (3), a confié une nouvelle mission au professeur Augusto Ramos, et à son retour celui-ci, en 1906, peint sous les couleurs les plus noires la situation des plantations de l'Amérique espagnole : au Mexique les bras font défaut, au Guatemala les terres sont peu fertiles et économiquement inaccessibles, au Salvador le caféier se montre peu résistant, au Nicaragua l'agriculture est tuée par la politique, en Colombie et au Venezuela, si les terrains favorables au café abondent, l'insuffisance de la main-d'œuvre et des moyens de transport interdisent tout

(1) Discours du Dr David Campista.

(2) Voir le rapport de M. Bizel, chancelier à la légation de France à Rio, 1902.

(3) Il ouvrit même alors auprès des municipes une enquête sur les causes qui provoquaient la diminution de la production. (Circulaires du Ministère de l'Agriculture, octobre et novembre 1904.)

progrès, à Porto-Rico, la canne à sucre détrône le caféier ; Costa-Rica enfin, mieux outillé que ses voisins, ne peut, avec ses 300,000 habitants, entrer sérieusement en ligne (1).

Comme d'autre part la culture du café continue à périliter en Asie, comme les essais tentés dans diverses colonies européennes d'Afrique et d'Océanie n'ont donné que de très médiocres résultats, les partisans de la valorisation, ainsi complètement rassurés sur l'éventualité d'un retour offensif de la concurrence, croient déjà la partie gagnée : « Le Brésil fournit en effet les trois quarts de la production mondiale du café, il dispose donc en réalité du marché des cafés. Il en dispose d'autant plus sûrement que les autres pays producteurs, même avec des prix trois fois plus grands que les prix actuels, ne pourront pas augmenter leur production d'une manière sensible, et que d'ailleurs, en supposant qu'ils possèdent le capital énorme et la grande main-d'œuvre nécessaires, il faudrait encore attendre six années avant que les caféiers soient en plein rapport. (2) »

Voilà le point faible de la valorisation : « le Brésil dispose du marché des cafés ». C'est cette pétition de principe qui vicie tout le système. On ne « contrôle » un marché que si l'on « contrôle » en même temps la production. Or, en tant qu'entité géographique, le Brésil possède bien, ou peu s'en faut, le monopole de fait de la production, mais au Brésil même, des intérêts contradictoires sont en présence ; sans doute l'intérêt de la collectivité se confondra avec l'intérêt des gouvernements qui entreprendront

(1) *A Industria Caféeira na America Hespanhola*. Rapport présenté au Ministre de l'Agriculture par le Dr Augusto Ramos.

(2) F. F. Ramos, *op. cit.*

la valorisation, — du moins dans la première partie de l'opération, — mais l'intérêt de chacun restera opposé à l'intérêt de tous. Pendant que la valorisation s'efforcera de réduire l'approvisionnement disponible, le planteur s'efforcera de l'augmenter.

On peut, il est vrai, faire ressortir que, suivant l'article 6 du convenio, les nouvelles plantations devront être frappées d'un impôt prohibitif, qu'elles sont même d'ores et déjà interdites à Saint-Paul. Mais une multitude d'arbres, plantés lors de la discussion de la loi de 1902, ou durant les années antérieures, n'ont pas encore atteint leur pleine force de production. D'autre part on sait que les propriétaires, ainsi contraints de renoncer à la culture extensive, ont porté tout leur effort sur l'augmentation du rendement. Or la lavoura n'a pas pu passer sans transition des procédés de culture les plus primitifs aux méthodes les plus scientifiques. L'évolution se fait lentement. Déjà les soins plus grands apportés au sarclage et à la cueillette, ainsi que la suppression des cultures alimentaires entre les rangées de caféiers, ont donné d'excellents résultats. Mais faute d'une main d'œuvre expérimentée, les planteurs n'ont pas obtenu immédiatement de la taille et de l'usage des engrais tous les effets qu'on en peut attendre. Un grand nombre d'entre eux d'ailleurs manquent de capitaux pour réaliser ces améliorations culturales qui exigent pour la plupart une nouvelle mise de fonds ; ils ne peuvent en particulier adopter les nouvelles machines agricoles. Mais en élevant les prix de vente, la valorisation va leur fournir les ressources nécessaires ; la culture pourra marcher à pas de géant dans la voie des progrès techniques, et par suite dans la voie de l'accroissement des rendements.

Et ce n'est point par des chiffres négligeables que se traduira cet accroissement. En France on voit constamment la production du blé augmenter sans que s'étendent les emblavures, grâce à des fertilisants plus actifs, à un outillage plus perfectionné, à un mode de culture plus rationnel, et pourtant la culture intensive est déjà pratiquée depuis de longs siècles. Au Brésil, où jusqu'à ces dernières années, les méthodes les plus rudimentaires sont restées en vigueur, le rendement des caféiers s'élèvera à coup sûr très rapidement, d'autant plus qu'en matière d'améliorations, l'arboriculture dispose de ressources toutes spéciales. Enfin les plantations les moins favorisées, qui périlclitaient et auraient fini par succomber faute de ressources, vont, grâce à la valorisation, recouvrer de nouvelles forces (1).

En somme, si les promoteurs de l'opération sont fondés à affirmer, en s'appuyant sur l'expérience du passé, que la production étrangère va rester stationnaire, ils risquent de se tromper au contraire gravement lorsqu'ils prétendent que la production brésilienne a déjà atteint son apogée et ne peut désormais que décroître.

On pourrait par certains côtés comparer la situation de la valorisation à celle où se trouverait par exemple un cartel industriel qui, s'engageant à acheter à un prix très élevé une partie de la production de ses adhérents, ne leur interdirait pas de vendre le surplus à des prix inférieurs, et qui leur défendrait de construire de nouvelles usines, tout en laissant celles qui existeraient déjà libres de développer sans limites leur fabrication.

(1) Il faut ajouter que la loi prohibant les nouvelles plantations n'a pas toujours été respectée.

Or l'hypothèse d'une entente aussi incomplète est des moins vraisemblables, car il n'est possible d'élever de façon durable les prix d'un produit qu'à la condition de rester constamment maître de l'offre : tous les trusts, tous les syndicats, toutes les unions, tous les comptoirs de vente, sont basés sur des accords en vue d'une stricte limitation de la production, et dès lors sont viables si d'autre part le monopole de fait dont doit jouir l'ensemble des participants peut résister à tous les assauts. Chacun de ces participants se soumet à une discipline nécessaire ; en entrant dans l'association, il lui a abandonné une partie de ses droits, il lui a aliéné sa liberté. Mais il serait exorbitant que le législateur prît sur lui d'imposer pareille contrainte, pareille abdication à l'activité individuelle. Il est allé déjà fort loin en s'arrogeant le droit de prohiber les plantations.

Ainsi la valorisation, insuffisamment armée, ne ressemble en rien à ces œuvres de longue haleine que sont les coalitions de producteurs et auxquelles on a voulu parfois l'assimiler ; elle ne marque pas, comme on l'a prétendu, une évolution vers la concentration, elle ne groupe pas les planteurs ; elle agit pour eux sans doute, mais à côté d'eux : c'est son originalité, mais c'est en même temps son point faible.

Et par là elle se rapprocherait plutôt de l'accaparement proprement dit, c'est-à-dire de l'opération purement commerciale qui consiste à retirer du marché, puis, la hausse obtenue, à revendre avec bénéfice le plus possible d'une denrée. Ce n'est plus une entreprise des producteurs, mais une manœuvre des intermédiaires ou des purs spéculateurs — des méthodes desquels, on le verra plus loin, la valorisation à l'œuvre va s'inspirer souvent. Mais ces

simples particuliers, négociants ou financiers, peuvent attendre patiemment que les conjonctures leur soient favorables. C'est l'occasion qui fait l'accapareur. Les stocks visibles sont-ils épuisés, la production apparaît elle insuffisante, l'heure est propice. La valorisation au contraire se trouve amenée à entrer en scène au moment où les entrepôts, encore encombrés des excédents d'anciennes récoltes, sont en état de suffire pendant plus de sept mois aux besoins du monde, au moment où en outre s'ouvre une campagne durant laquelle la production va dépasser fortement la demande. Situation d'autant plus fâcheuse que la valorisation n'a pas pour but la réalisation d'un profit direct et immédiat, mais le maintien des cours pendant plusieurs années. Or si l'on a pu autrefois réussir des accaparements à longue échéance, l'état économique actuel ne permet plus — les ententes de producteurs mises à part — que les « étranglements » temporaires, les « corners » survenant en coups de foudre ; il ne s'agit que d'obtenir une hausse de quelques semaines, de quelques jours ; les prix s'effondrent ensuite aussi soudainement qu'ils se sont élevés. Parfois même, les spéculateurs qui ont provoqué l'ascension impétueuse des cours, « retournant leurs positions », sont les premiers, pour doubler leurs bénéfices, à précipiter la débâcle. Il y a un abîme entre cette hausse factice et momentanée, et la hausse définitive à laquelle vise le *Convenio*.

Au lieu de mettre la valorisation en parallèle avec les entreprises de l'initiative privée, on peut rechercher dans l'histoire économique la trace d'interventions analogues des pouvoirs publics en faveur d'une production nationale ; les Brésiliens ne manquent pas de s'y exercer : lorsque le plan de Taubaté vient en discussion devant le Con-

grès, ses promoteurs invoquent tour à tour l'exemple de la Russie, avec son blé, de Java, avec son café, des États-Unis, avec leur coton. En réalité, le rôle des gouvernements dans ces divers cas ne saurait être comparé à celui des États brésiliens valorisateurs (1). Mais il est un autre coin du monde où ces derniers rencontrent un modèle : désolée depuis plus de dix ans par la crise des raisins de Corinthe, la Grèce, après plusieurs tentatives d'intervention restées infructueuses, vient — quelques mois à peine avant le *Convenio* de Taubaté — de réussir à échafauder, avec sa subtilité traditionnelle, une combinaison compliquée qui semble réellement devoir apporter aux maux des producteurs hellènes un durable soulagement.

Quoiqu'il lui manque encore la consécration du temps, les Brésiliens ne se font pas faute de se référer à ce précédent ; ils vont même s'en inspirer directement sur certains points. Aussi serait-il difficile d'étudier la valorisation sans jeter un coup d'œil sur l'unique tentative qu'on lui puisse comparer, sans dire quelques mots de cette crise qu'ont endurée les viticulteurs du Péloponèse, et qui, par ses péripéties plus encore que par son dénouement, rappelle la crise subie par les planteurs du Brésil.

(1) Voir sur ce point le discours du Dr Miguel Calmon.

APPENDICE

LE PRÉCÉDENT DES RAISINS DE CORINTHE (1)

De même que le Brésil jouit d'une prépondérance incontestée dans la production du café, de même la Grèce doit à la nature le monopole des raisins sans pépins. Et la Grèce a été conduite à la monoculture de la vigne comme le Brésil à la monoculture du café. Pour l'un aussi bien que pour l'autre, il en est résulté une surproduction permanente, la même cause, la pérennité de la culture, mettant d'autre part obstacle au retour naturel à l'équilibre.

Mais en Grèce la crise a en outre une origine qui lui est particulière, le diminution des débouchés : la France, qui, grâce à ses importations de raisins secs, de moûts et de mistelles destinés à la fabrication du vin, était devenue la meilleure cliente des viticulteurs hellènes, cessait brusquement ses achats en 1890, ses propres viticulteurs ayant obtenu d'être protégés contre cette dangereuse concurrence (2). Or les superficies plantées en vigne avaient

(1) Voir *Journal des Débats* (lettres d'Athènes, août 1903) ; *Revue des Sciences financières* (avril 1904) ; *Moniteur officiel du Commerce* (février 1907) ; *Bulletin commercial de Bruxelles* (novembre 1908) ; *Revue économique internationale* (avril 1909) ; *Levant Herald*, *Économiste d'Orient*, *Economiki Hellas*, *Dépêche d'Orient*, etc.

(2) Lois des 14 août 1889, 26 juillet 1890, 11 juillet 1891, 11 janvier 1892. Postérieurement, loi du 6 avril 1897.

augmenté très rapidement (1) pendant que s'accroissait la demande française. Celle-ci disparue (2), la production se trouvait être bien supérieure aux besoins du reste du monde. Les cours s'effondrèrent ; la valeur de l'exportation, de 60 millions de francs en 1891, tomba à 22 millions en 1894 ; les viticulteurs se tournèrent vers l'État.

Au Brésil, les pouvoirs publics ne consentirent à entrer dans la voie de la valorisation qu'après plusieurs années d'hésitations : nous avons vu qu'une multitude de projets apparus de 1899 à 1904 étaient restés lettre morte. En Grèce, le gouvernement se décida beaucoup plus promptement : dès les premières années de la crise, les mesures législatives se succédèrent avec rapidité, sinon avec efficacité, et souvent elles ne furent pas sans analogie avec celles qui étaient proposées au pays du café.

En 1895, une loi établit au profit de l'État, sans préjudice de la taxe de sortie déjà existante, un impôt en nature de 15 0/0 des raisins exportés (3).

Puis l'exportation des qualités inférieures fut prohibée (4).

La crise persistant, une nouvelle loi disposa que la « paracratèse » au lieu d'être invariablement fixée aux 15 0/0 de l'exportation, serait déterminée chaque année, selon l'importance de la récolte, avec un maximum de 24 0/0.

Mais cette « retenue » qui devait être livrée par l'État

(1) Étendue cultivée en 1830 : 3,800 hectares ; actuellement : 75,000.

(2) Exportation pour la France en 1889 : 69,555 tx ; en 1893 : 3,187 tx.

(3) Comparer page 88.

(4) Comparer pages 83 et 84.

aux distillateurs, ne trouva pas, bien que la loi eût imposé à ces derniers l'emploi du raisin sec, un écoulement suffisant dans l'industrie, et vint encombrer en quantités sans cesse grossissantes les entrepôts de l'État. Ce dernier crut réussir à s'en défaire en créant en 1899 une Banque viticole chargée d'écouler ces stocks dans l'intérieur, et de consacrer au crédit agricole le produit de leur vente.

Il fut aussi décidé que l'impôt foncier qui frappait la culture serait remplacé par une nouvelle retenue de 15 0/0 en nature, également prélevée par la « banque des raisins secs. »

La production cependant augmentait sans cesse, les viticulteurs s'obstinant — de même que les planteurs de Saint-Paul — à développer toujours leurs cultures. Les cours, après avoir atteint 582 drachmes en 1899, s'étaient abaissés à 308 drachmes en 1900, à 151 drachmes en 1902.

En 1903, la récolte s'éleva à 370 millions de livres vénitiennes, alors que l'exportation restait toujours stationnaire à 250 millions de livres environ. Le gouvernement, qui se sentait pris dans un engrenage, chercha à se dégager par la création d'un monopole (1) : d'après un projet discuté en juin 1903, une compagnie privée devait obtenir le droit exclusif d'exporter les raisins, la retenue étant supprimée et la vente à l'intérieur restant libre ; elle se serait engagée à acheter chaque année 320 millions de L. V. à des prix variant de 280 à 140 drachmes suivant les qualités, à consacrer un million à la propagande, à remettre environ un tiers de ses bénéfices nets à l'État ; mais les nations étrangères, et en particulier l'Angleterre,

(1) Comparer page 85.

ayant représenté que la Grèce, en appliquant ce programme, allait violer les traités de commerce existants, le plan fut abandonné et on en vint à une mesure que le Brésil avait déjà adoptée.

La loi du 21 juin 1904 prohiba en effet la plantation de nouveaux vignobles, tant en Grèce que dans les Iles Ioniennes (1) (2).

D'autre part, la Banque viticole dut, pour continuer à prêter son appui aux producteurs par des avances sur leur raisin, faire appel à l'État, qui garantit les emprunts qu'elle contracta auprès de la Banque Nationale et de la Banque d'Athènes sur nantissement de raisins secs.

En 1905, la Banque viticole, dont les stocks étaient invendables comme les débiteurs insolvables, avait fermé ses portes ; les cours étaient tombés à 70 drachmes ; l'État, dont les finances étaient déjà ébranlées par l'abandon de l'impôt foncier, était menacé de voir en outre sa dette s'accroître du montant de la caution qu'il avait fournie.

C'est alors qu'un groupe de financiers s'offrit à créer un organisme destiné, d'une part, à sauvegarder les intérêts de la production en évitant une liquidation brusque

(1) Comparer page 85. La loi grecque prévoit en outre l'expropriation d'une partie des vignobles, aux frais des propriétaires des vignobles devant subsister.

(2) Il existe encore, dans un autre ordre d'idées, un point commun entre les crises traversées par les deux pays. De même que les planteurs, les viticulteurs grecs ont souffert du relèvement de valeur de la monnaie nationale : change sur Paris à Athènes en 1901, 1 dr. 65 ; — en 1903, 1 dr. 56 ; — en 1905, 1 dr. 23 ; — en 1907, 1 dr. 08. (En Grèce la diminution de l'agio se traduit par baisse du change, car le change y exprime la valeur d'une monnaie étrangère en fonction de la monnaie nationale, à l'inverse de la pratique brésilienne).

des approvisionnements et des créances de la Banque viticole, et en assurant pour l'avenir un prix minimum à l'écoulement de la totalité des récoltes, d'autre part à rendre à l'État les ressources annuelles dont il s'était privé lorsqu'il avait renoncé à la perception en espèces de l'impôt. Le gouvernement se hâta d'accueillir une combinaison qui le tirait si fort à propos d'embarras : une convention était signée le 8 juillet 1905 entre lui, la Banque viticole et les nouveaux intervenants ; huit jours après elle était ratifiée par la Chambre (loi du 17 juillet 1905)(1), le 3 août un décret royal approuvait les statuts de la « Société privilégiée pour favoriser la production et le commerce des raisins de Corinthe » et six jours plus tard celle-ci commençait ses opérations.

La convention lui accordait le droit de percevoir à son profit tant les 15 0/0 en nature représentatifs de l'impôt foncier que la « retenue » auparavant mobile, désormais fixée à 20 0/0, soit au total 35 0/0 de l'exportation (2), l'autorisait en outre à prélever sur toute la production un droit en espèces de 7 drachmes par 1,000 L. V., et enfin lui garantissait le maintien pendant toute la durée du contrat (3) de la loi prohibant l'extension des plantations de vignes, et de toutes les mesures connexes : interdiction d'importer les vins étrangers, et de fabriquer des alcools provenant d'autres matières que le raisin, taxes frappant

(1) Modifiée depuis sur divers points par les lois du 9 juillet 1906 et du 10 février 1908.

(2) Pour les îles Ioniennes, 40 0/0. En cas de faible récolte, les droits peuvent être, en tout ou en partie, acquittés en numéraire entre les mains de la Société, sur la base de 115 dr. par 1000 L. V.

(3) Soit vingt années, avec pour l'État faculté de rachat au bout de dix ans.

les alcools étrangers, et, « d'une manière générale, lois en vigueur ayant un rapport quelconque avec la production, le commerce, l'exportation, ou la taxation des raisins de Corinthe (1). »

En revanche, la Société s'engageait à verser chaque année à l'État quatre millions de drachmes, en représentation de l'impôt foncier (2), plus 500,000 drachmes après paiement d'un certain intérêt à ses actionnaires, et 10 0/0 sur le surplus des bénéfices lorsque le fonds de réserve aurait atteint 10 millions (3).

En outre, elle s'obligeait à acheter chaque année, à des prix variant de 100 à 145 drachmes suivant les qualités, tout le raisin sec qui lui serait offert (4) et à l'utiliser industriellement (5), à créer dans les centres de pro-

(1) Elle obtenait aussi le monopole des Magasins Généraux dans le royaume. Faisant allusion à l'ensemble de ces privilèges, M. Caillaux, ministre des Finances, déclarait à la Chambre française (séance du 10 juin 1907) que « lorsque on a fait cette concession à une Société étrangère, on a accumulé les mesures les plus draconiennes et les plus prohibitives... »

(2) Toutefois le versement devait être diminué de 18 dr. par 1.000 L. V. exportées en moins de 240,000, chiffre toujours dépassé de 1895 à 1905. La clause a joué cependant en 1906 et 1908.

(3) Lors de la dissolution, le quart du fonds de réserve reviendra à l'État.

(4) Toute l'année pour la catégorie payée 100 dr., en fin de campagne pour les autres,

(5) Elle pouvait toutefois, *à un prix non inférieur à 200 dr.* disposer par vente publique, pour les besoins du commerce d'exportation, d'une partie de ses stocks, ce raisin devant être, à la sortie, soumis à la retenue et à l'impôt en nature, les $\frac{4}{5}$ des bénéfices réalisés sur ces ventes devant être affectés à la liquidation de la Banque viticole et à la réduction pour l'année suivante du droit de 7 drachmes (art. 17 de la convention). Cette disposition fut appliquée au début de 1907.

duction des entrepôts où les viticulteurs pourraient venir emmagasiner leur raisin et se faire consentir l'avance des 80 0/0 de sa valeur, à un taux de 6 0/0 au maximum.

La Société était aussi tenue de procéder à la liquidation de la Banque viticole, c'est-à-dire d'assurer l'écoulement d'un stock de 86 millions de livres, et la rentrée de 7 à 8 millions de créances. Enfin elle s'engageait à consacrer au moins 125,000 drachmes par an à la propagande.

L'écueil qu'avait à redouter la nouvelle Société était la difficulté d'écouler tant les raisins provenant de la retenue que les raisins rachetés. Aussi s'attacha-t-elle à la fois à provoquer le développement des exportations libres, afin de diminuer l'importance du « surplus » non exporté qu'elle aurait à absorber, et à trouver pour ses propres stocks un débouché suffisant dans l'industrie.

Pour remplir la première partie de ce programme, elle engagea des dépenses de publicité considérables. Si la propagande a peu de chances d'être efficace pour le café, denrée dont la demande est remarquablement stable et régulière, elle peut être plus utile pour un produit de second plan comme le raisin de Corinthe, dont la consommation n'est pas au même degré une consommation d'habitude, et dont le commerce est moins puissamment organisé. Cependant les résultats obtenus sont loin d'être décisifs. Si l'Angleterre, vieille et fidèle cliente des viticulteurs grecs, vers laquelle la Compagnie tourna son principal effort, a sensiblement augmenté ses achats de 1904 à 1906, leur chiffre a faibli en 1907, et le marché anglais des raisins de Corinthe a, en 1908, traversé une crise violente (1) ; aux États-Unis, où la publicité paraissait devoir être très effi-

(1) Voir rapport du vice-consul de France à Patras, octobre 1908.

cace, la consommation après s'être graduellement élevée, a décliné fortement en 1908, recul qui proviendrait de l'entrée en ligne de concurrents inattendus, les viticulteurs californiens, qui auraient obtenu un fruit comparable au raisin grec (1). Dans le reste du monde, la demande semble en légère diminution, par suite sans doute de la forte hausse des prix (2).

Par contre, le succès est complet du côté de l'utilisation industrielle ; la Compagnie a réussi à créer un organisme (Trust des Distilleries, Société hellénique des vins et spiritueux) grâce auquel les anciens stocks de la Banque viticole aussi bien que les nouveaux excédents de récolte ont été transformés en alcool, en vin (3) en pâtes, en tourteaux pour la nourriture du bétail, en sirops, en confitures, en sucre, et l'écoulement de ces sous-produits a pu être constamment assuré. Toutefois la Compagnie cède à ses filiales les raisins à de très bas prix (80 dr. à l'une, 32 dr. à l'autre, plus une participation dans les bénéfices) et se trouve par conséquent en perte chaque fois qu'une forte récolte la contraint à des achats importants au taux moyen de 115 drachmes. Il serait donc fâcheux pour elle que la production s'accrût par trop du fait d'une culture plus intensive (4). L'instauration du système est encore trop ré-

(1) *Frankfurter Zeitung*, janvier 1909.

(2) Exportation pour les quatre campagnes de 1905-1906 à 1908-1909 (la campagne s'ouvre le 10 août) : 237 millions de L. V., 289 millions, 265 millions, et 220 millions (ce dernier chiffre déduit du montant de l'impôt versé en 1908-1909 à l'État hellénique (3,760,540 dr.), les autres tirés du rapport du Conseil d'administration de la Société privilégiée, Athènes, 15 octobre 1908).

(3) Ce vin, en vertu de la Convention, ne peut être écoulé qu'à l'extérieur.

(4) Pour ce qui est de l'interdiction de planter de nouveaux ceps, la

cente pour qu'il soit possible de se rendre compte de l'influence exercée sur le rendement par le maintien constant de prix rémunérateurs. Mais même dans l'hypothèse la plus pessimiste, il ne semble pas que l'augmentation des récoltes doive être telle que la Société privilégiée, — étant données ses ressources — puisse se trouver hors d'état d'absorber la surproduction ; elle ferait peut-être de moins brillantes affaires, mais les producteurs resteraient assurés d'obtenir les prix fixés par la convention de 1905.

En résumé, la solution grecque présente avec la valorisation brésilienne des analogies frappantes, mais aussi des différences très nettes sur certains points. Si le droit de 3 francs est proche parent du droit de 7 drachmes, « prime d'assurance contre la baisse », si de part et d'autre l'intervention se traduit par des achats, si l'on interdit de planter les ceps comme les caféiers, si des deux côtés on recourt à la propagande, il manque à la valorisation l'équivalent de ce qu'est pour la Société privilégiée « l'industrie de la retenue ». Le marché des cafés est dépourvu de toute « soupape de sûreté » : le viticulteur en possède une dans la distillation ; au Brésil même les planteurs de canne ont la ressource de faire transformer en rhum les excédents que n'absorbe pas la sucrerie ; dans l'Argentine les producteurs de laine, au jour de la crise, ont pu métamorphoser en viande congelée les porte-toison ; le café n'est jamais vendu que comme café. Il s'ensuit que si la Grèce a pu réussir à débarrasser définitivement le marché des raisins des stocks qui

société a reçu le droit de tenir la main à ce qu'elle soit observée ; aussi la surveillance est-elle stricte, et d'ailleurs facilitée par l'étendue relativement faible de l'aire de culture.

l'encombraient, la valorisation devra, au Brésil, se contenter de dégager momentanément le marché des cafés, sur lequel elle aura à rejeter un jour les excédents provisoirement mis à l'écart.

Mais l'originalité de la solution grecque vient surtout de ce que l'État ne tente pas lui-même l'entreprise : il la concède. Il n'engage pas ses finances dans une spéculation hasardeuse, il met en avant une compagnie à charte. Ainsi il assure tout d'abord à son budget une ressource forfaitaire certaine, et surtout il interpose entre lui-même et les aléas de l'aventure un capital-tampon de 20 millions de drachmes (1). Le *Convenio* de Taubaté met au contraire tous les risques, et ils sont bien autrement élevés (2), à la charge des trois États contractants. Ici, les fonds sont fournis par les souscripteurs d'emprunts publics auxquels il faudra en tout état de cause servir un intérêt invariable, là par des actionnaires qui acceptent de courir les chances de l'entreprise. Au Brésil, l'État garantira aux capitalistes un revenu fixe ; en Grèce, ce sont les capitalistes qui garantissent un revenu fixe à l'État (3).

(1) Ou plus exactement 15 millions, un chiffre d'actions égal au tiers du capital versé représentant l'apport de la Banque viticole.

(2) Il faut en effet tenir compte de ce que la valeur de la production annuelle du raisin de Corinthe n'est guère que d'une cinquantaine de millions de francs, alors qu'au Brésil l'exportation de café représente plus de cinq cents millions de francs par an.

(3) Il est intéressant de signaler que la hausse de la monnaie nationale, si défavorable aux producteurs, devait avoir au contraire les plus heureuses conséquences pour la Société privilégiée, son capital ayant été souscrit à l'étranger et converti en monnaie grecque alors que le drachme était encore déprécié.

CHAPITRE VI

LA STABILISATION DU CHANGE

La fixation de la valeur de la monnaie constitue l'un des points essentiels du programme de Taubaté : les trois États caféiers estiment non sans raison que leurs efforts en vue du relèvement des prix resteront vains si la hausse graduelle du change n'est pas enrayée, si les cours en reis doivent continuer à suivre une marche inverse de celle des cours au dehors. Mais en prétendant régler la question monétaire au gré de leurs désirs par un article du *Convenio*, ils ont oublié qu'elle n'est pas de leur compétence, qu'elle est au premier chef une question nationale, dont le pouvoir fédéral seul a le droit de connaître (1).

Dès le 12 mars, le Président de la République fait remarquer à l'État de Saint-Paul que le *Convenio*, en jetant les bases d'une Caisse de conversion, « a oublié son caractère régional ». Et lorsque s'ouvre, en mai, la session durant laquelle la convention caféière doit venir en discussion devant le Congrès, il se pose en adversaire résolu de la stabilisation : « L'opinion que les plantations

(1) La Constitution brésilienne l'établit expressément : « Il appartient uniquement au Congrès national de déterminer le poids, la valeur, l'inscription, le type et la dénomination des monnaies (art 34, § 7). »

de café ne peuvent être prospères qu'avec de bas cours du change, dit-il dans son Message, est démentie par les faits. Un change élevé est synonyme de bon crédit et de prospérité, et le gouvernement n'a cessé de faire des efforts en vue de l'améliorer. Il serait hautement imprudent de s'écarter de cette ligne de conduite, conforme aux méthodes financières reconnues comme les plus saines, pour se lancer dans une voie différente et aboutir à un résultat incertain. Ce serait une erreur de détruire le fruit du grand effort fait par le Brésil en ces dernières années pour relever la valeur de la monnaie. »

A l'opinion du président Rodriguez Alves se rallient tous ceux qui reconnaissent que, depuis la crise de 1898, le relèvement monétaire et le relèvement financier du Brésil ont marché de front, qui se souviennent qu'à maintes reprises le gouvernement a déclaré « que le change devait être ramené au pair de 27 d. et la circulation métallique rétablie », qui, estiment que « la fortune du pays se relève lentement du fait de la plus-value de son papier-monnaie. »

Mais sur le terrain du change, le *Convenio* ne rencontre pas que des opposants, hostiles à toute réforme monétaire, il lui vient aussi de tous côtés des alliés, désireux avant tout de mettre un terme à l'instabilité de la valeur des reis :

« Pour ma part, écrit le professeur Vieira Souto, un des économistes les plus écoutés en ces matières, pour ma part, je pense qu'au point de vue des effets qui en résultent pour l'économie nationale et la prospérité du pays, une hausse accélérée du change est encore plus néfaste qu'une baisse rapide. Certainement celle-ci amène une élévation générale du coût de la vie, mais le préju-

dice se répartit par petites fractions sur toute la population, dont tous les membres sont des consommateurs, tandis que l'élévation subite du taux du change retombe de tout son poids sur un nombre limité de personnes, celles qui appliquent leurs capitaux, leur intelligence et leur activité, au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, triple base sur laquelle repose toute la richesse, toute la vitalité de la nation.

« La hausse rapide et considérable du change frappe le commerçant, qui voit avec désespoir son stock de marchandises perdre de 20 à 30 0/0 de sa valeur, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, plus que le bénéfice qu'il comptait en retirer, — et qu'il n'en pourra retirer en raison de la concurrence d'autres négociants, qui, soit hasard, soit calcul, auront importé des marchandises semblables à une date plus récente, avec un change plus favorable.

« La hausse rapide et considérable du change frappe cruellement aussi l'industriel, car elle amène une baisse soudaine du prix de sa production, tandis que les impôts, les loyers, les salaires, et beaucoup d'autres frais, restent invariables ou ne diminuent que dans une bien moindre proportion.

« La hausse rapide et considérable du change frappe également et pour les mêmes motifs l'agriculteur, et elle le frappe plus gravement encore si elle coïncide avec l'époque de la récolte..... »

A ces intérêts particuliers, lésés par la diminution de la prime sur l'or, on oppose en général l'intérêt public, surtout l'intérêt budgétaire. Mais ici l'élévation de la valeur du milreis a cessé d'être très utile aux finances brésiliennes. Leur prospérité, au temps où tous les revenus du Trésor étaient perçus en papier, dépendait des fluctuations

du change, car la plus forte part des dépenses étant constituée par le service de la dette-or, les charges restaient invariables tandis que la hausse et la baisse de la monnaie se répercutaient sur les recettes. Depuis, et précisément dans le but de le mettre à l'abri des mouvements des cours, les Brésiliens ont dédoublé leur budget, ils l'ont basé, à l'exemple de l'Argentine, sur la dualité monétaire : les ressources destinées à couvrir les dépenses-or sont elles-mêmes perçues en or, cependant que d'autre part s'équilibrent les deux colonnes du budget-papier. Dès 1899, 10 0/0 des droits de douane sont levés en or, proportion portée par la suite à 15, puis à 25 0/0, enfin en janvier 1906 à 35 et 50 0/0 ; les recettes-or vont même, de ce fait, se trouver sensiblement supérieures aux dépenses-or, excédent qui servira à combler le déficit correspondant du budget-papier. Si bien que l'intérêt immédiat du trésor semblerait (1) être désormais, situation paradoxale, dans la baisse et non dans la hausse.

La hausse ne présente-t-elle pas toutefois pour le pays cet avantage qu'elle rend plus aisée l'introduction des capitaux étrangers, auxquels elle offre l'attrait d'une plus-value progressive ? Bien au contraire : « L'élévation rapide du change facilite le passage en Europe des capitaux ; l'argent disparaît des banques déjà si affaiblies (2). »

Enfin les mouvements, souvent imprévus, des cours du milreis troublent profondément, par leur impétuosité, la vie économique du pays : « Les fluctuations violentes des

(1) Ce n'est là qu'une vérité de surface, car la baisse du change amènerait la diminution des importations, donc des recettes-or de la douane.

(2) *Revista Commercial e Financeira*, mai 1905.

cours quotidiens en l'absence de toute cause apparente sont inexplicables ; elles ont occasionné des pertes considérables, en provoquant un sentiment de méfiance et en faisant naître l'incertitude (1). »

Pour toutes ces raisons, la réforme monétaire est devenue une des préoccupations constantes de l'opinion publique ; les projets se succèdent presque aussi nombreux, sinon aussi variés, que ceux relatifs à la crise caféière (2) : l'élection présidentielle, au début de 1906, en désignant le Dr Penna pour prendre le pouvoir en novembre, a marqué la victoire des idées de stabilisation sur le programme traditionnel de retour graduel au pair métallique.

Les appuis ne manquent donc pas, même sur le terrain du change, au projet des trois États. Toutefois, en raison de la complexité du problème, et surtout de l'hostilité du président sortant, le Congrès ne tranche pas la question dans le même temps qu'il approuve le plan de défense du café (3). La proposition de création d'une Caisse de conversion, disjointe du Convenio, fait l'objet d'un projet spécial que le Dr Campista, rapporteur de la commission des finances, présente ensuite à la Chambre fédérale, et qui devient, après plusieurs mois de débats passionnés (4), la loi du 29 novembre 1906, « portant création d'une Caisse de conversion, et fixation du change brésilien à 15 deniers par milreis », loi dont voici les dispositions principales :

(1) Rapport du consul britannique, août 1906.

(2) Voir un de ces projets développé dans l'*Économiste européen* (nos du 17 mars au 28 avril 1905).

(3) C'est pourquoi les prix minima exprimés tout d'abord en francs dans le Convenio, sont, dans le texte soumis au Congrès, exprimés en milreis.

(4) La discussion commence dans la séance du 20 août.

« Art. 1^{er}. — Il est créé par les présentes un département de conversion où seront reçues les pièces d'or, en échange desquelles seront délivrés des billets au porteur estimés à raison de 15 d. par milreis.

§ 1^{er}. — Les billets émis ainsi auront cours légal dans tous les cas sauf ceux énumérés à l'article 2 de la présente loi, et seront payables au porteur en monnaie d'or à présentation au département de conversion.

§ 2. — L'or reçu au département de conversion pour garantir les billets sera conservé en dépôt et ne devra être utilisé dans aucun cas et en vertu d'aucun ordre pour un objet autre que la conversion, au change stipulé. Le personnel du département sera responsable de l'observation de cette clause dont le Trésor fédéral se porte garant.

§ 3. — Les billets rachetés ne seront pas mis à nouveau en circulation, mais brûlés ou rendus inutilisables d'une autre manière.

Art. 2. — Tous les paiements décrétés ou convenus en or seront effectués, comme à l'heure actuelle, au change de 27 d. Le paiement pourra être effectué en billets du département de conversion d'après la valeur en or établie par cette loi.

Art. 3. — Le département cessera d'émettre les billets quand le total, au cours du change fixé par les présentes, atteindra 320,000 millions de milreis et le dépôt or correspondant 20,000,000 de livres sterling. A ce moment, un décret du Congrès national pourra élever le cours du change fixé à l'article 1^{er}.

Art. 4. — Quand la limite prévue sera atteinte et le cours du change augmenté, les billets en circulation seront retirés dans un délai qui ne sera pas inférieur à douze mois ; après quoi les billets seront payables durant les cinq

premières années sous escompte de 20 0/0 ; puis ils seront prescrits et leur montant sera porté au crédit du fonds institué par l'article 9 de la présente loi.

Art. 9. — Les sommes au crédit du fonds de rachat et du fonds de garantie institués par la loi n° 581 du 20 janvier 1899 sont transférées à la Caisse de conversion.

Les sommes au crédit du compte de remboursement auront la destination prévue à l'article 1^{er} de ladite loi.

Les sommes au crédit du fonds de garantie seront également affectées au remboursement du papier monnaie auquel les billets convertibles seront substitués en conformité de la loi.

Art. 10. — Le Président de la République est autorisé par les présentes à établir une agence de la Caisse de conversion à Londres et éventuellement pour les besoins de la Caisse à émettre des billets convertibles à vue dans ladite agence. Celle-ci sera sous le contrôle direct du ministre des Finances.

A s'occuper de l'échange, de l'achat et de la vente de lettres de change, en vue du maintien du cours du change prévu à l'article 1^{er}.

Ces opérations pourront être effectuées de la manière qui paraîtra le plus utile au gouvernement et même par l'entremise d'une section spéciale à ouvrir au Trésor, mais non pas par l'intermédiaire de la Caisse de conversion.

Pour les opérations d'échange, le gouvernement peut utiliser, à concurrence de 3,000,000 de livres sterling, le fonds de garantie actuel s'il n'est pas affecté immédiatement à un autre objet. »

Réalisée sous cette forme, la Caisse de conversion cons-

titue un curieux compromis entre ceux qui, désirant avant tout la stabilité monétaire, demandaient la « consolidation » de la dépréciation par l'établissement d'une nouvelle parité, et ceux qui ne voulant à aucun prix voir le Brésil renier l'engagement inscrit sur les billets, réclamaient la continuation de la politique de relèvement du change.

La nouvelle Caisse, en effet, a bien pour objet, comme la Caisse argentine, de maintenir un change stable ; mais cette dernière était créée (1) dans le but avoué de fixer définitivement et immédiatement le taux destiné à servir un jour de base à la « conversion » réelle, c'est-à-dire au changement d'unité monétaire, réforme à effectuer après constitution d'une encaisse métallique suffisante. La loi brésilienne dispose tout au contraire que lorsque le stock d'or de la Caisse aura atteint un certain chiffre, le change pourra être relevé ; et elle laisse entrevoir que d'étape en étape, il pourra s'acheminer ainsi vers le pair fixé par la loi, toujours en vigueur, de 1846. Concession d'ailleurs toute platonique à l'orthodoxie, car l'élévation du change, la limite légale une fois atteinte, restera subordonnée à une décision du Congrès, et celui-ci ne se résoudra sans doute pas, surtout après une longue période de change stable, à décréter une perturbation économique aussi radicale. Mais théoriquement les « droits acquis » des porteurs de papier-monnaie restent saufs. Aussi le mécanisme de la Caisse brésilienne diffère-t-il de celui qui fonctionne en Argentine, où les billets émis par la Caisse de conversion sont entièrement assimilés au papier-monnaie créé antérieurement sans contre-valeur métallique, tandis qu'ici les deux circulations vont rester en tous

(1) Ou plus exactement réorganisée (par la loi du 4 novembre 1899).

points distinctes : la loi de 1906, systématiquement, ne s'occupe pas du papier déjà existant, elle n'entend pas en fixer le change (1) ; elle crée seulement de nouveaux billets, dont la circulation ne doit en principe être que provisoire, qui, si un jour un nouveau pas est fait dans la hausse, n'en bénéficieront pas, mais seront purement et simplement retirés au taux auquel ils ont été émis. La Caisse de conversion argentine échange l'or qui lui est versé contre des billets semblables aux billets déjà existants, et échange de même, contre de l'or, au taux fixé, tous les billets qui lui sont présentés. La Caisse brésilienne ne rembourse que ses propres billets. Si bien que la première, une fois en possession d'une encaisse sérieuse, constitue un régulateur parfait de l'offre et de la demande, tandis que la seconde n'est une arme efficace que contre la hausse. Car si l'une et l'autre sont en état, quand la balance économique penche pour le pays, de transmuier l'or étranger en billets indigènes, seule la première fournit dans le cas contraire, jusqu'à épuisement de ses ressources, de l'or à tous ceux qui lui présentent le papier national. La Caisse brésilienne réserve son or à ceux-là seuls qui le lui ont apporté ; et le change, c'est-à-dire le rapport de valeur entre la livre-sterling et le papier-monnaie, pourrait se modifier au préjudice de ce dernier, sans que la contre-partie en métal des nouveaux billets cessât de dormir dans les coffres du département de conversion (2). C'est avec raison qu'on appelle couramment ces

(1) Voir D. Campista. *Caixa de Conversão*.

(2) En pratique l'encaisse diminuerait rapidement, en raison de la demande d'or pour l'exportation, qui amènerait les banques, qui détiennent presque seules les nouveaux billets, à les transformer en espèces métalliques.

billets des « certificats de dépôt d'or ». En somme, chacun d'eux constitue un reçu de deniers-or, auquel est attribué un pouvoir libératoire illimité en milreis, sur la base de 1 milreis par 15 d.. Nul par conséquent, pour obtenir des milreis, ne donnera désormais plus de 15 d. (1), mais les détenteurs de papier-monnaie ne pourront peut être pas obtenir à tout moment 15 d. en échange de leurs milreis.

La baisse ne serait donc pas automatiquement conjurée, le cas échéant, par le jeu du nouvel organisme ; c'est pourquoi, afin d'assurer la fixité du change dans les deux sens, — car une nouvelle dépréciation nuirait fort au crédit national, — la loi de 1906 prévoit d'autre part l'intervention du gouvernement sur le marché monétaire à l'aide de ressources spéciales, non sans écarter expressément le recours à l'intermédiaire de la Caisse pour ces opérations.

Le système brésilien a d'ailleurs cet avantage qu'il donne une sécurité presque absolue aux preneurs de nouveaux billets (2) ; c'est pourquoi, tandis que la Caisse de conversion argentine, instituée en 1899, n'a vu arriver l'or et n'a commencé réellement à fonctionner qu'en 1903, au Brésil la Caisse s'est imposée immédiatement (3).

(1) Ou plutôt 15 d. et quelques fractions, représentant les frais d'expédition de l'or : le *gold-point* d'entrée s'établira aux environs de 15 d. $\frac{1}{4}$.

(2) Pour que cette sécurité fût compromise, il faudrait en effet que la loi fût tournée, que par exemple, dans une période troublée, la destination de l'encaisse fût en partie modifiée, de même qu'en 1900 le fonds de garantie et le fonds de rachat furent mis à contribution pour la remise à flot de la Banque de la République (loi de sauvetage) et plus tard pour le paiement d'une indemnité à la Bolivie.

(3) Telle que la concevaient les auteurs du Convenio, la caisse de conversion aurait fonctionné comme en Argentine, mais elle aurait

Circulation au	Papier monnaie inconvertible (en contos)	Billet de la caisse de conversion (en contos)
31 décembre 1905	669.751	
31 décembre 1906 (1)...	664.792	37.281
31 décembre 1907	643.532	100.032
31 décembre 1908	634.683	89.390

Un an après sa fondation, la Caisse a émis plus de 100 millions de milreis ; elle détient de l'or en contrepartie pour plus de 157 millions de francs. Chiffres qui suffisent à indiquer que la balance des comptes a été des plus favorables au Brésil, et qu'avec l'ancien régime le change serait en hausse marquée : les chiffres des exportations de 1906 et de 1907 sont en effet exceptionnellement élevés, et d'autre part les emprunts contractés à l'extérieur par l'Union, les villes et les États, sans parler des entreprises privées, ont été nombreux (2), trop nombreux même (3). Si l'on ajoute qu'au moment où la Caisse est instituée, le cours du milreis est sensiblement au-dessus de 15 deniers, on s'explique que l'or ait presque immédiatement afflué, que la Caisse ait joué constamment le rôle

été imposée, en ce sens qu'elle n'aurait pas eu à attendre la venue spontanée de l'or : le produit de l'emprunt projeté de 45 millions de livres sterling aurait été versé à la caisse, et les billets émis en contrepartie auraient servi à régler les achats de café par la valorisation.

(1) La caisse a commencé à fonctionner le 22 décembre 1906.

(2) Il est toutefois certains de ces emprunts dont il n'y a pas lieu de faire état en dressant la balance des comptes : ce sont ceux contractés en vue de la valorisation, car ils ont servi à l'achat de cafés dont la valeur figure déjà à l'exportation.

(3) C'est du moins ce qu'a reconnu ouvertement le Dr Nilo Peçanha, quand la mort du président Penna l'a appelé au pouvoir ; en dix ans (1898-1908), la dette publique extérieure (Union, État et villes) a passé de £ 46,032,808 à £ 132,967,645.

d'un rempart contre la hausse ; la continuation, conformément à la loi de 1906, de la politique de rachat de l'ancien papier, sur une échelle il est vrai assez modérée (1), a également contribué au succès de la nouvelle institution.

Dans la suite, la loi de 1906 a eu à faire également ses preuves contre la baisse ; au cours du premier semestre de 1908 « le taux du change se maintient absolument fixe bien que le pays traverse une période pendant laquelle le manque d'or est chose normale. Cette stabilité est un fait sans précédent dans l'histoire du change brésilien (2) ». Elle n'a d'ailleurs été obtenue que parce que le gouvernement s'est, selon les termes de la loi, occupé de l'échange, de l'achat et de la vente des lettres de change : « durant toute l'année 1908, la Banque du Brésil a disposé de tirages au taux de 15 3/16, contre 15 1/8 à 15 5/32 dans les banques privées, et par suite elle a monopolisé le commerce des lettres de change (3) ».

(1) Modération nécessaire, non seulement parce que les ressources affectées au rachat sont limitées, mais encore parce que le gouvernement ne pourrait précipiter la réduction de la circulation inconvertible sans consentir à la hausse de l'ancien milreis-papier : actuellement, nul ne recherchant spécialement l'ancien papier-monnaie, sa valeur ne peut s'élever au-dessus du taux auquel la caisse délivre ses billets, qui ont cours légal ; mais si les rachats deviennent importants, il y aurait de ce fait sur le marché une demande spéciale de papier inconvertible.

Le Brésil espère cependant faire rentrer peu à peu son papier-monnaie ; cela fait, il pourrait modifier l'unité monétaire en ramenant le pair officiel du milreis à 15 d. sans renier ses engagements, puisque les détenteurs des anciens billets auraient abandonné à l'amiable leurs droits acquis.

(2) Rapport du ministre des Finances au président de l'Union, 1908.

(3) Le *Times*, janvier 1909. — Un emprunt de 3,000,000, contracté

En 1909 également, le gouvernement a dû constamment « contrôler » le marché du change ; et « le change ne s'est maintenu, dans les derniers temps de la présidence Penna, qu'aux dépens du fonds de garantie à Londres, qui s'est trouvé réduit à 150,000 livres (1) ».

On peut dire que le nouveau régime monétaire a donné les résultats qu'on en attendait ; le change entre Rio et Londres reste depuis 1906 aussi immobile qu'entre deux pays à circulation d'or. La baisse pourrait encore se produire si une situation économique défavorable se prolongeait assez pour épuiser les moyens de lutte dont dispose le gouvernement (2). Mais la hausse est devenue pratiquement impossible.

Garantie contre toute surprise de ce côté, certaine que les prix à l'intérieur suivraient les mouvements des cours au dehors, la valorisation a donc pu rassembler toutes ses forces pour marcher à l'assaut du marché mondial : la hausse du change arrêtée, restait en effet à obtenir la hausse du café.

au début de 1908, a été en partie affecté au maintien du change (*Brazilian Review*, 11 avril 1908.)

(1) *Le Brésil*, supplément du 13 octobre 1909.

(2) On a pu craindre que la balance économique devenant défavorable n'entraîne ce résultat :

	Balance commerciale (excédent des exportations sur les importations)	Importations d'or et de billets de banque étrangers
1904	£ 13.514.713	£ 804.953
1905	14.813 063	2.909.533
1906	19.855.439	2.963.446
1907	13.649.295	4.410.621
1908	8 603.582	141.736

Les statistiques de 1909 seront probablement plus favorables que celles de 1908.

CHAPITRE VII

LA VALORISATION ET LES MARCHÉS A TERME

Une intervention de l'État sur le marché commercial, telle est en une ligne la définition qu'on pourrait donner de la valorisation ; mais pour la bien caractériser, il faudrait ajouter qu'elle est dirigée contre ce marché.

Au Brésil en effet l'opinion, sans tenir compte d'une surproduction évidente, attribue les maux dont souffrent les planteurs à l'organisation commerciale moderne, à l'existence même des grands marchés mondiaux sur lesquels s'est concentré le trafic du produit national, où chaque année afflue et s'accumule en quelques mois tout le café de la récolte ; elle reproche à ces marchés de provoquer les variations de valeur qu'ils constatent, et demande à l'État de défendre la production contre la spéculation, voire de « supprimer la spéculation et les intermédiaires (1). » Le plan de valorisation dérive directement de ces conceptions ; les pouvoirs publics « en l'adoptant n'ont eu d'autre but que de protéger l'agriculture du pays... contre les grandes spéculations (2). »

(1) Dans ce dernier sens. Discours du ministre de l'Agriculture de Saint-Paul, sur la propagande et la vente directe (Voir revue *Le Café*, 2 avril 1908).

(2) F. F. Ramos, *op. cit.*

Le président Alves, bien qu'hostile au Convenio, imputait déjà la crise à un système commercial défectueux : « La crise provient bien moins d'une surproduction qui n'existe plus depuis trois ans que d'une déplorable et routinière organisation de la production. Le café se vend mal parce que le fazendeiro, isolé et sans ressources pour résister, est forcé de le vendre, tandis que l'acheteur attend patiemment que l'on accepte ses conditions (1) ».

On retrouve la même idée, développée et poussée plus loin, dans une longue et remarquable étude signée J.-F. de Lacerda, parue tout d'abord dans le *Jornal do Commercio*, et dont la Chambre fédérale a souligné l'importance en en votant l'insertion au journal officiel (2) :

« ...Avec l'ancien système commercial, les producteurs vendaient toute leur production au grand commerce, auquel incombait la détention de la marchandise jusqu'à sa vente au petit commerce de détail. Cela pouvait se faire quand la production se maintenait dans des bornes restreintes, et quand l'insuffisance et l'imperfection des moyens de communication et de transport retardaient l'importation des produits ; les approvisionnements se renouvelaient alors graduellement, et la marche des offres se réglait sur les nécessités de la consommation, sans accumulation de stocks disponibles entre les mains du grand commerce.

« Avec l'énorme développement de toutes les branches de la production et avec les facilités nouvelles de communication et de transport, la situation s'est modifiée... Les stocks disponibles s'accumulent, et les envois dépassent

(1) Message au Congrès, 1906.

(2) *Dario do Congresso*, 19 juin 1907.

les besoins de la consommation bien que la production reste normale, parce que les producteurs expédient en six mois ce que la consommation met un an à absorber ; d'où offre en excès sur la demande, et baisse des prix des marchandises.

« Dans un esprit d'élémentaire prudence et afin d'éviter les risques spéculatifs, le grand commerce a disparu, et a fait place à la spéculation. C'est elle qui maintenant juge de l'excès de l'offre sur la demande et détermine la baisse des prix, parce qu'elle y voit un moyen plus facile de réaliser des bénéfices. »

D'aucuns, au lieu d'incriminer l'irrégularité des arrivages, attribuent à l'existence même de la spéculation l'effondrement des prix ; c'est l'excès des ventes fictives et non l'excès de marchandises qui détermine la baisse, « la récolte est offerte avant qu'elle ne soit faite, et elle est offerte par des gens qui n'ont ni plantation ni café ».

Quoi qu'il en soit, les uns et les autres en appellent au législateur : « En quelques semaines, comme un flot irrésistible, les cafés affluent vers Santos ; l'offre se produit sans égards pour la demande, sans mesurer la situation du marché. N'est-il pas indispensable que l'autorité publique remédie à ce mal, et qu'elle cherche à intervenir dans ce commerce du café comme un régulateur ? (1) » L'action officielle « a en somme pour but de servir d'intermédiaire entre les capitalistes et les planteurs afin de conserver au café un prix rémunérateur (2). »

Mais ce « régulateur », cet « intermédiaire entre les capitalistes et les planteurs » existe déjà, et n'est autre

(1) P. Denis, *loc. cit.*

(2) F. F. Ramos, *op. cit.*

que ce marché international qu'on prétend si fatal aux producteurs.

L'évolution économique en effet, si elle a aboli l'ancien système commercial, lui a substitué de nouvelles méthodes adaptées aux nécessités nouvelles. Le grand commerce n'a pas disparu, il s'est transformé, ayant su trouver dans l'organisation des grands marchés à terme l'instrument de compensation et d'équilibre qui devenait indispensable. En présence des progrès illimités de la circulation, d'où dérivent tous les autres changements, il a interposé entre la production et la consommation un nouveau rouage de répartition, non seulement de répartition dans l'espace, mais aussi dans le temps ; loin de s'effacer devant la spéculation, il l'a en quelque sorte canalisée.

On connaît le rôle de régulateur que joue le marché à terme : les cours tendent à s'équilibrer non seulement sur les différentes places, par le jeu des arbitrages qui établit entre elles une rigoureuse solidarité, mais encore entre le présent et l'avenir, soit que le déport, si une disette actuelle doit être suivie d'une abondance encore lointaine, tempère la hausse en stimulant l'offre, soit que le report, si la production est temporairement excessive, vienne modérer la baisse en faisant surgir des acheteurs qui s'emparent de la marchandise pour la revendre sur les mois éloignés.

Le marché à terme a contribué par là à développer et à rendre plus rigoureuse la prévision commerciale, et a donné à la loi de l'offre et de la demande une envergure, une précision et une souplesse nouvelles. Sans doute, si les oscillations des prix, soustraits à l'influence exclusive de l'heure et du lieu, sont moins saccadées et moins incohérentes qu'autrefois, elles peuvent être exagérées, soit dans

la baisse, soit dans la hausse, par des manœuvres spéculatives, mais ce n'est pas le terme qui a fait naître la spéculation, et les nouvelles conditions de fonctionnement des marchés tendent plutôt à en atténuer les excès. Elles lui assignent même un rôle utile ; c'est elle qui supporte, en les divisant à l'extrême, les risques que le grand commerce ne veut pas courir, et qui, déterminant un vaste courant de transactions, rend possible à tout moment les combinaisons variées, les opérations multiples sur lesquelles reposent les affaires sérieuses.

Le terme est en même temps un instrument perfectionné de crédit réel : par le report, il fait accourir automatiquement les capitaux au secours d'un marché encombré, empêche que l'afflux trop rapide des marchandises n'avilisse les prix, assure le placement des excédents de récolte.

A ce point de vue, le marché à terme, spontanément, se constitue en quelque sorte le banquier de la production.

Or vis-à-vis de la production du café, c'est ce même rôle de banquier que la valorisation entend assumer.

Comment le marché à terme l'a-t-il donc tenu jusqu'ici ?

Le marché des cafés est le type même du grand marché international sur marchandises : une denrée de grande consommation, de manipulation aisée, de conservation presque indéfinie, de fongibilité pratique suffisante, de valeur spécifique élevée ; autant de conditions favorables à la concentration sur quelques marchés du commerce d'importation et de distribution, commerce auquel la remarquable constance de la demande fournit une base solide, cependant que la spéculation est attirée par l'irrégularité capricieuse de la production.

Si on laisse de côté Londres, marché à terme de second plan, on trouve en Europe deux ports, le Havre et Hambourg, un port en Amérique, New York, qui par la force d'attraction du terme ont presque monopolisé le trafic des cafés et ont entassé dans leurs entrepôts (1) des excédents de récolte dont l'importance croissante a contribué à donner aux marchés une stabilité et une activité exceptionnelles.

Entre ces trois marchés, le Havre mérite d'être choisi pour témoigner des services que la spéculation peut rendre à la production. S'il n'est plus, comme au temps où le terme n'existait pas à Hambourg, le fournisseur des deux tiers de l'Europe, si le grand port allemand l'emporte sur lui pour le mouvement des entrées et des sorties de café, le Havre garde dans le vieux monde le premier rang comme marché à terme, grâce au stock beaucoup plus considérable qu'y attirent et qu'y retiennent la moindre élévation des frais de magasinage et de manutention, et la plus grande abondance des capitaux ; il rivalise même avec New York ; on sait combien est remarquable l'organisation de son marché, et en particulier de sa Caisse de liquidation, qui a inspiré toutes les institutions analogues et en reste encore le modèle.

C'est au Havre que le commerce demande au marché à terme la collaboration la plus étroite, et celui-ci y joue mieux que partout ailleurs son rôle de régulateur. Ainsi dans les années de maigre récolte, les offres du Brésil restant au-dessus de la parité des marchés européens, le Havre, qui, au contraire de ses rivaux, n'achète que s'il

(1) Stocks au 1^{er} janvier 1905 : New York, le Havre, Hambourg = 8,634,000 sacs ; les sept autres ports de la statistique = 2,040,000.

peut arbitrer ses importations contre du terme, vit presque exclusivement sur ses réserves où les autres marchés eux-mêmes viennent souvent puiser (1). Dans les années de forte récolte, le Havre fait preuve par contre d'une faculté d'absorption indéfinie. Si l'on prend par exemple la plus forte et la plus faible des campagnes de 1900 à 1906, on voit que dans le premier cas l'excédent est venu en grande partie se loger au Havre, et que dans le second le déficit mondial est presque comblé par les seuls emprunts faits au stock havrais :

	Exportations du Brésil (en milliers de sacs)	Importations de café Brésil au Havre	Variations du stock havrais	Variations du visible mondial
	—	—	—	—
1901-02	16.145	2.063	+ 1.361	+ 4.471
1904-05	10.523	241	— 927	— 1.061

Puisque c'est le Havre qui reçoit en grande partie le trop-plein des récoltes surabondantes, et qui, d'autre part, quand la récolte est insuffisante, est le mieux armé pour résister aux exigences des producteurs, on devrait, dans les cours du café du Havre, retrouver tout particulièrement trace de l'influence néfaste qu'au dire des planteurs l'irrégularité de l'offre exerce sur les prix.

Il convient de noter tout d'abord qu'il est exact, ou peu s'en faut, que « les producteurs expédient en six mois ce que la consommation met un an à absorber ». Voici pour les deux campagnes déjà citées les dates de réception des diverses fractions de la récolte brésilienne :

(1) Leurs achats sont même parfois supérieurs à la consommation française :

Acquittements en 1904	=	761,402	quintaux.
Réexportation	—	=	817,661 —

	Un tiers —	La moitié —	Les deux tiers —	Les trois quarts —
1901-02	24 septembre	29 octobre	21 décembre	3 février
1904-05	11 septembre	10 octobre	22 novembre	20 décembre

Et cependant on chercherait en vain dans les mouvements des cours l'indication d'une tendance spéciale à la baisse pendant la période d'activité des expéditions. Voici, par trimestres, les cours extrêmes du good average depuis 1900 :

	Janvier à Mars —	Avril à Juin —	Juillet à Septembre —	Octobre à Décemb. —
1900	46 à 40	48 à 43	56 à 46	49 à 37
1901	42 36	39 35	37 33	49 33
1902	45 35	37 33	39 33	39 33
1903	34 31	32 29	34 29	44 34
1904	49 38	44 39	46 40	50 43
1905	50 42	46 42	49 43	49 45

Il semble au contraire que la baisse se produise aisément durant les mois où l'importation chôme, lorsque la production est presque entièrement vendue, et qu'il devient possible de se rendre un compte exact de l'importance de la récolte ; tandis que l'activité fiévreuse du marché dans la première partie de chaque campagne apparaît propice à la hausse, que favorisent d'ailleurs les informations tendancieuses alors prodiguées par les producteurs.

« Par trois fois, — pouvait-on dire en 1902, — pendant trois années successives, les Brésiliens ont réussi à faire monter au début de la campagne la valeur de leur café : la première par une hausse spéculative désordonnée sur le change, la seconde par des rapports fortement exagérés sur les dégâts causés par la sécheresse, la troisième par l'annonce de gelées qui auraient nui à la floraison, et

par là compromis la récolte suivante. Chaque fois le succès obtenu a été merveilleux (1). »

Pas d'exemple plus caractéristique que celui de la récolte monstre de 1901-1902.

Alors qu'il s'agit d'une année de surproduction sans précédent, d'une campagne qui laisse un excédent final de plus de quatre millions et demi de sacs, les cours de 33 fr. 25 le 25 juillet, passent à 49 francs le 11 novembre, et durant tout le mois de décembre se maintiennent entre 44 et 47 francs. Ce résultat est dû à l'entraînement de la spéculation, qui s'est méprise sur l'importance réelle de la récolte, et surtout s'est laissé abuser par les rapports brésiliens prédisant près d'un an à l'avance un déficit considérable pour la récolte suivante (2). Le 6 janvier 1902, le café vaut encore 45 fr. 50 ; les Brésiliens ont déjà exporté environ 11 millions de sacs, soit l'équivalent d'une année entière de consommation. C'est à ce moment que la crise inévitable éclate, d'autant plus violente que la hausse a été plus exagérée ; de New York un des rois du café lance à tous les marchés l'avis resté légendaire : « Le record des stocks doit entraîner le record des prix. » En trois semaines les cours s'effondrent à 35,50 (29 janvier). Le commerce et la spéculation perdent plusieurs centaines de millions dans la débâcle, mais elle touche peu le Brésil qui a déjà vendu la plus forte partie de sa formidable récolte à des prix rémunérateurs.

En 1902-1903, malgré la leçon de l'année précédente,

(1) Circulaire G. Duuring en Zoon. Rotterdam, 30 août 1902.

(2) Qui en réalité laissera elle aussi un excédent. Estimation par la Chambre de commerce de Santos, le 15 novembre 1901, des recettes probables à Santos en 1902-1903 : 4,500,000 sacs. Chiffre réel : 8,350,000 sacs.

bien que les stocks, au moment où s'ouvre la campagne, soient en état de suffire pendant près de neuf mois à la consommation mondiale, bien que la récolte doive être cette fois encore supérieure aux besoins, la hausse apparaît dès que les affaires d'importation reprennent leur activité, et les cours qui ont fléchi à 32,75 au début de juillet, ne tardent pas à se relever sensiblement. Août, septembre et octobre, sont des douze mois de la campagne, ceux qui voient à la fois les plus hauts prix et les plus forts arrivages. La comparaison des deux semestres peut s'établir comme suit :

	Total des recettes	Variations du visible	Cours moyen
Juillet à décembre 1902.	8.225	+ 1.700	36
Janvier à juin 1903....	4.099	— 1.120	32.70

L'année 1903-1904 est la dernière de cette série de quatre années de surproduction ininterrompue. Elle commence au moment où la cote du Havre vient de tomber à 29 fr. 50, le plus bas cours auquel le café soit jamais descendu. Mais l'optimisme de la spéculation semble défier tous les déboires : une fois encore, l'ouverture de la campagne est le signal de la hausse, et chaque mois de juillet à janvier le café va franchir une nouvelle étape vers des prix plus élevés. C'est l'Amérique qui cette fois est à la tête du mouvement, et la hausse y atteindra 130 0/0, contre 63 0/0 au Havre :

	Cours au Havre	Cours à New-York
Juin 1903... ..	29 ^f 75	3 ^e 50
Septembre.....	34 50	4 50
Décembre.....	44 50	6 80
2 février 1904.....	48 75	8 05

L'égarement de la spéculation a les mêmes résultats

qu'en 1902 ; le réveil est plus brusque encore, et la crise plus violente (1) :

17 février..... 38 75 5 15

Mais le terrain conquis par la spéculation à la hausse n'est pas entièrement perdu : la moyenne des cours des quatre derniers mois de la campagne n'est pas inférieure à 41 fr. 80. Les marchés en effet escomptent déjà une diminution de l'approvisionnement visible au cours de la campagne suivante. Le déficit que laissera celle-ci est pourtant bien peu de chose à côté de l'augmentation précédemment réalisée. Il suffit cependant que ce déficit semble probable pour que le café, l'époque des importations revenue, s'élève progressivement de 42 francs en juillet 1904 à 49 fr. 40 moyenne de janvier 1905. On sait d'ailleurs que l'année 1904 a été excellente pour les planteurs (2). L'année 1905 est moins heureuse, mais c'est la conséquence de la hausse trop rapide du change, car le niveau moyen des cours du café est supérieur de 2 fr. 60 à celui de 1904.

Pour terminer et résumer cette revue rapide des mouvements des cours pendant les campagnes qui ont précédé la valorisation, on peut mettre en regard la moyenne des prix en avril, mois des plus faibles arrivages, et des prix en octobre, époque de très fortes recettes.

	1901	1902	1903	1904	1905
	—	—	—	—	—
Avril.	38.50	36 05	34.90	43.30	44.60
Octobre	41.40	37.75	37 »	45.91	48.75

(1) La crise a éclaté en même temps que la guerre russo-japonaise, dont la venue provoqua un resserrement monétaire général ; le rappel des ambassadeurs est du 7 février.

(2) Voir page 73.

Les oscillations des cours durant chaque campagne sont en somme loin d'être défavorables au producteur ; la hausse semble, paradoxalement, se produire sous la poussée même de la récolte. C'est que le mouvement général de spéculation qu'entraîne la reprise des affaires se produit presque fatalement dans le sens de la hausse : pessimisme et spéculation sont deux termes qui s'excluent l'un l'autre. Bien souvent la baisse n'a été qu'une réaction contre l'élévation excessive et artificielle des prix.

Et les producteurs, tout bien pesé, pourraient peut-être reprocher à la spéculation d'avoir faussé le jeu normal de l'offre et de la demande, mais non pas dans le sens d'une dépréciation exagérée. Le tort du marché à terme serait plutôt d'avoir caché aux planteurs l'abîme auquel ils glissaient : il a en effet accueilli sans jamais se lasser les excédents de récolte les plus fabuleux, et loin de rester écrasé sous le poids des stocks, il s'est contenté des moindres symptômes d'amélioration, et des plus superficiels, pour relever les prix, et donner ainsi au Brésil l'illusion du retour à un équilibre définitif.

Le résultat logique de l'excès de l'offre est la baisse, et si la surabondance s'accroît, la baisse doit normalement s'accroître à son tour, jusqu'à ce que l'insuffisance croissante des prix ramène l'équilibre. Il n'en a pas été ainsi avec le café ; pour s'en rendre compte, il suffit de rapprocher par exemple les stocks en fin de campagne et les prix :

	Visible au 30 juin	Moyenne des cours de l'année
1898.....	5.445.000	37.75
1901.....	6.881.000	39.25
1904.....	12.277.000	44.40

Après une longue série d'années durant lesquelles les

réserves étaient presque nulles, la permanence de la surproduction de 1895 à 1899 a eu pour conséquence naturelle l'affaissement des cours, mais le niveau de 1898 et de 1899 une fois atteint, c'est en vain que par la suite le Brésil continue à produire plus que le monde ne consomme, que les sacs s'amoncellent dans les docks ; le marché supporte sans défaillance le poids des récoltes les plus formidables. Si bien que la loi de l'offre et de la demande n'a pas entièrement rempli son rôle normal de frein : au milieu de 1903, les cours se sont abaissés un instant à 30 francs, mais la dépression a été passagère, l'avertissement insuffisant ; alors que le maintien de ce niveau eût enfin amené l'abandon des plantations les moins viables (et une plantation abandonnée pendant un an ou deux n'est pas réexploitable), les prix se sont relevés immédiatement grâce à la souplesse extrême du marché à terme, en dépit de l'importance invraisemblable des stocks, qui dépassent dans le courant de 1904 quatorze millions de sacs.

Et si cette énorme quantité de café pèse relativement peu sur les cours, c'est qu'elle est « portée » par la spéculation, qu'elle est le point d'appui et la condition d'opérations multipliées entre les places et entre les mois, c'est que les spéculateurs à la hausse assurent la tension constante du report en fournissant la contre-partie des ventes sur éloignés des importateurs et des détenteurs, et prennent par là tous les risques à leur charge. Le stock n'est plus seulement la réserve toujours renouvelée destinée à parer aux à-coups des arrivages et des débouchés, il a pour ainsi dire « une fin en soi. » Dans quelles mains, en l'absence de marchés à terme, ce stock qui représente huit à neuf cents millions eût-il pu se constituer, et quelle autre production trouverait-on de par le monde qu'une pareille

avance sur la consommation n'eût pas acculée à la ruine (1) ?

Avant de rechercher quelles ont été sur les marchés du café les conséquences de l'intervention de l'État, il est nécessaire d'examiner en elle-même cette intervention.

Le Convenio de Taubaté en effet est loin d'avoir été appliqué dans sa lettre. Tout d'abord, trois mois après sa conclusion, les trois États signataires, reconnaissant la nécessité de remanier quelques-unes des dispositions les plus critiquées, ont réuni à Bello Horizonte leurs délégués qui, le 4 juin, se sont mis d'accord sur les modifications suivantes :

Nouvel article premier : « Pour la durée qui sera jugée utile, les États contractants s'obligent à maintenir sur les marchés nationaux le prix minimum de 32 à 36 milreis par sac de 60 kilogrammes de café type 7 américain (2)

(1) Il suffit de comparer les stocks de café à ceux des principales marchandises pour en faire ressortir l'importance unique. Situation des entrepôts français fin décembre 1903 :

Bois	2.821.649	quintaux	métriques
Houille.....	2.340.546	—	—
Café	2.278.110	—	—
Blé.....	629.067	—	—
Sucre	420.302	—	—

Comme valeur des stocks le café viendrait en tête de fort loin, étant donné le faible prix des autres denrées relativement à leur poids. Et pourtant celles-ci l'emporteraient pour la valeur de la production annuelle.

(2) La classification européenne (basée sur le good average) a été remplacée à Santos, en 1906, par les types de New York. Le type 7 sert de base pour les qualités inférieures, le type 4 pour les classements supérieurs. Il y a un écart de 50 points, représentant 200 reis, entre les classements; chaque point en classement valant par conséquent 4 reis.

D'après le Dr David Campista (*Valorização do café*) le type moyen

pour la première année; ce prix minimum pourra être élevé postérieurement jusqu'au maximum de 40 milreis suivant les convenances du marché. Pour les qualités supérieures, d'après la même classification américaine, les prix modifiés seront à la même époque proportionnellement augmentés. »

Dispositions additionnelles : « 1° Si les opérations de crédit nécessaires sont réalisées par les trois États sans endos ni garantie de l'Union, la surtaxe de 3 francs prévue à l'article 6 sera perçue par les États, et son produit gardé en dépôt pour être employé conformément à l'article 7.

« 2° La perception de la surtaxe de 3 francs commencera à la date que fixeront les États contractants.

« 3° Tant que la Caisse d'émission et de conversion n'aura pas été créée ou ne fonctionnera pas, les États pourront appliquer directement le produit des emprunts à la valorisation du café.

« 4° Avant de conclure les négociations relatives aux opérations de crédit dont fait mention l'article 8, le gouvernement de Saint-Paul soumettra les conditions et modalités qui lui seront proposées à l'étude et à l'approbation des autres États contractants, ainsi qu'au gouvernement fédéral en cas d'endos de l'Union, ce afin que la responsabilité de chaque État soit déterminée. »

(good average) est légèrement supérieur au type 6 et vaut environ 34,500 reis par sac quand le type 7 vaut 32,000 reis.

Le nouveau minimum de 32 milreis représente, à 15 d., 50 francs et quelques centimes, au lieu de 55 francs, minimum du Convenio. Mais en juin le change, dont la stabilisation est différée, est à près de 17 d., ce qui donnerait un minimum de 56 francs.

La parité de 32 milreis par sac, à 15 d., serait pour les 50 kilos g. a. au Havre de 60,40 d'après D. Campista, de 57,50 d'après la *Brazilian Review* (24 juillet 1906).

Ainsi transformé et complété, le Convenio — on l'a vu plus haut — a été discuté par les Chambres fédérales dans le courant de juillet ; elles l'ont approuvé après disjonction définitive du projet de conversion, et leur vote a été, le 6 août, ratifié par la signature du président de l'Union.

Mais il a été précisé au cours des débats que cette approbation « n'est qu'une formalité légale, ne devant entraîner de la part de l'Union aucun sacrifice, aucune intervention directe, aucune aide de quelque ordre que ce soit ». Le pouvoir fédéral accorde donc son autorisation platonique, mais décline toute participation effective à l'opération ; or les États caféiers ne peuvent guère compter obtenir les 375 millions de francs indispensables pour l'exécution du programme de Taubaté que si leur garantie est renforcée par la garantie de l'Union.

En premier lieu en effet, l'objet extraordinaire de l'emprunt à contracter n'est pas fait pour attirer les capitaux étrangers ; les plans de valorisation ont été accueillis avec méfiance dans les milieux financiers, et le banquier attitré du gouvernement brésilien, lord Rothschild, vient de désapprouver publiquement l'entreprise, déclarant que « personne à Londres ne voudrait prêter un penny pour un pareil projet, et qu'il ne faudrait même pas songer à le présenter en France ou en Allemagne, où il apparaîtrait comme une conspiration ayant pour but le renchérissement d'une denrée de première nécessité » (1).

Les prêteurs ne se laisseraient peut-être pas arrêter par cette considération si la valorisation avait le gouvernement fédéral pour répondant, mais avancer 15 millions de livres

(1) Interview parue dans le *Brazilian Review* du 24 juillet 1906.

sur la seule signature des contractants du Convenio est en outre peu tentant. Si les trois États prétendent que le fait pour eux de dépendre du café, leur seule industrie, justifie leur intervention, celle-ci est d'autre part rendue par là plus malaisée, car leur crédit dépendant lui aussi du café d'où ils tirent toutes leurs ressources, et déjà affaibli par la crise de la production, va désormais se trouver entièrement lié au sort de l'aventure où on l'engage.

C'est pourquoi échouent tous les pourparlers relatifs à l'emprunt de 375 millions. L'État de Saint-Paul doit se contenter des 25 millions de francs que la Disconto Gesellschaft lui avance en juillet 1906 contre des bons du Trésor à échéance du 1^{er} août 1907. Le gouvernement pauliste change alors ses batteries : les capitaux que les banques ne veulent pas lui procurer sur sa simple signature, il les obtiendra, maintenant qu'il possède une première mise de fonds, en se faisant consentir, au fur et à mesure de ses achats, des avances sur café, et il va lier partie dans ce but avec de grandes maisons de commerce étrangères.

C'est en somme un nouveau plan de valorisation qui se substitue au plan primitif ; et il n'en diffère pas seulement par les conditions d'exécution : l'idée de valorisation, elle aussi, a évolué en présence des événements ; la conception de l'œuvre à accomplir n'est plus la même. Telle que ses promoteurs l'avaient rêvée, telle que ses partisans l'avaient définie devant le Congrès, la valorisation avait essentiellement pour objet de devancer de plusieurs années la hausse appelée par l'élévation prétendue de la courbe de la consommation au-dessus de la courbe de la production, mais retardée par l'importance d'anciens stocks que peut-être la récolte de 1906 allait par exception légèrement

augmenter encore. Il était possible de soutenir que la portée de l'entreprise dépassait les limites de la prévision commerciale la plus étendue.

Mais ces prophètes qui n'hésitaient pas à présager la marche de la production à travers les années à venir n'avaient pas su lire dans le présent ; eux qui soupesaient par avance les récoltes de 1910 ou de 1912 ne se doutaient pas de ce que leur réservait la récolte qui, à l'heure où ils signaient le *Convenio*, mûrissait déjà sur les caféiers.

En juillet même, alors que commence déjà l'expédition des cafés de la nouvelle récolte, les prévisions prédominantes au sujet des recettes de Rio et de Santos ne dépassent pas au total 13 millions de sacs, ce qui ne donnerait guère qu'un million de sacs d'excédent sur les débouchés probables. Cependant, des bruits sinistres commencent à courir relativement aux superbes résultats constatés dans tel ou tel district, sur telle ou telle plantation, où le rendement des années précédentes est doublé ou triplé (1), mais les données d'ensemble manquent, et on se repose encore avec confiance sur la légende — née en 1904, et d'où vient de sortir le *Convenio* — de la diminution de la productivité dans l'État de Saint-Paul, par suite de l'âge des caféiers et de l'épuisement des terres, par suite aussi du manque de soins dans certaines régions et des ravages causés par la sécheresse, la grêle ou la gelée.

Pourtant il devient bientôt impossible de conserver des illusions sur la récolte en voie d'achèvement, « la cueillette donne un résultat splendide et au-delà de toute at-

(1) *O Estado de São-Paulo*, juillet 1906.

tente », les rapports émanant de l'intérieur « sont favorables à l'extrême, pour ne pas dire fantastiques (1) ». Toutefois les recettes des ports restent relativement faibles, car les planteurs, dans l'espoir qu'avant peu les promesses faites seront tenues, le change ramené à 15 deniers, la valorisation réalisée, conservent pour la plupart leurs cafés, prêts à les précipiter en avalanche sur Santos au premier signal. Pendant ce temps, le gouvernement pauliste cherche en vain des capitaux ; il se voit enfin obligé de laisser entendre que « le Convenio ne sera pas appliqué immédiatement ; les États caféiers se borneront à empêcher autant que possible une baisse ultérieure des prix du café ; la récolte en cours, en effet, sera énorme ; elle dépassera 14 millions de sacs, de sorte qu'avec ce rendement formidable une somme de 15 millions de livres, même obtenue dans des conditions favorables, serait évidemment insuffisante pour que la valorisation produisit un résultat satisfaisant (2) ». Volte-face d'autant plus opportune que, même à des conditions peu favorables, l'obtention des 15 millions de livres apparaît comme très problématique.

Ainsi la valorisation, dès ses débuts, se heurte de tous côtés à des obstacles : d'une part, ressources bien inférieures ; d'autre part, du fait de la récolte, difficultés bien supérieures aux prévisions. Mais, plus malaisée, l'intervention de l'État est par là même plus fatalement nécessaire. Le gouvernement est trop engagé pour pouvoir reculer : à Saint-Paul comme dans les pays d'importation tout le monde escompte son entrée en scène ; sur les plantations on retient la récolte en attendant qu'il agisse ;

(1) *Brazilian Review*, 31 juillet 1906.

(2) *Gazeta de São-Paulo*, 13 août 1906.

sur les marchés internationaux en désarroi, l'attitude décidée du Brésil soutient les prix à un niveau exagéré. Si maintenant l'État se dérobe, il en résultera une débâcle beaucoup plus violente que s'il ne s'était jamais mis en avant. Il le sent si bien que, dès les mois de juillet et d'août, alors qu'il n'a encore pu se procurer qu'un seul million de livres, il entreprend secrètement des achats sur les marchés étrangers et à Santos, par l'intermédiaire de grandes maisons d'exportation. Enfin, en septembre, la valorisation se lance ouvertement dans sa nouvelle voie : on apprend alors qu'un consortium international, composé de négociants importateurs du Havre, de Hambourg et de New York, et de banquiers de Londres et de Hambourg, s'est constitué pour recevoir du gouvernement de Saint-Paul deux millions de sacs de café en consignment, et lui avancer 80 0/0 de leur valeur (1). Au début d'octobre, les journaux paulistes publient le communiqué suivant :

« Dans une réunion à laquelle assistaient le ministre des Finances et le président de la Chambre de commerce, ce dernier a été autorisé à déclarer qu'en raison de l'entente intervenue entre d'importantes maisons étrangères et le gouvernement de l'État, celui-ci est en mesure de maintenir les prix à un niveau raisonnable et de garantir qu'ils ne tomberont en aucun cas au-dessous de 4,800 reis pour le type 4 de New York. Il est possible que de plus hauts prix puissent être obtenus. »

Le programme de la valorisation est donc ramené à des proportions plus modestes ; il ne vise plus, en dépit de l'étymologie, au relèvement de la valeur du café, mais

(1) Voir *Bulletin de Correspondance*, 26 et 28 septembre ; *Frankfurter Zeitung*, 2 octobre 1906.

seulement au maintien de ces prix dont l'insuffisance était hier proclamée ; en outre, le plan de Taubaté perd son ancienne ampleur ; l'opération ne doit plus embrasser toute une série d'années, elle ne va porter, on l'affirme du moins à la fin de 1906, que sur deux récoltes ; nouvelle conception qui prétend s'appuyer sur la certitude d'une production extrêmement faible en 1907 ; l'État n'absorbera la surabondance de 1906 que pour pouvoir combler l'insuffisance de l'année suivante. Et la remise au marché des consignations du gouvernement est publiquement fixée à décembre 1907.

Pour justifier ce changement de front, viennent du Brésil les données les plus formelles sur les maigres perspectives de la prochaine récolte, « qui sera probablement manquée, comme cela a été le cas en 1887 » (1), sur l'épuisement complet des arbres, sur la sécheresse persistante qui compromet la floraison.

« La récolte future n'atteindra pas le tiers de la récolte actuelle. Et si en Europe on a mal accueilli le projet primitif, qui faisait prévoir un emprunt de 15 millions sterling et des achats à un minimum fixé d'avance, il ne saurait en être ainsi de la nouvelle manière d'agir du gouvernement, qui est toute différente. Le fait de garder le surplus d'une récolte record en prévision d'une autre récolte qui s'annonce comme devant être la plus petite de ces dix dernières années est une opération commerciale qui peut supporter toutes les critiques, tous les examens faits loyalement (2). »

(1) Voir le *Bulletin de Correspondance* du 7 septembre 1906.

(2) *The Times*, 4 décembre 1906, lettre du Brésil. Voir aussi *Brazilian Review*, 2 octobre.

Il n'est plus question en effet d'appliquer aux achats de café la méthode préconisée au temps du *Convenio*, et d'après laquelle tous les cafés, dès leur arrivée à Santos, devaient être évalués sur la base du minimum décrété pour le type 7 et mis en vente publique, le gouvernement, à défaut d'enchères, en devenant adjudicataire au prix fixé (1). L'État de Saint-Paul va simplement charger une, et plus tard plusieurs maisons d'exportation, comprises dans le consortium, d'effectuer de gré à gré les achats pour son compte.

Suivant les contrats passés en septembre pour la consignation de deux millions de sacs, ces achats pourront atteindre 500,000 sacs par mois, la maison chargée des achats expédiera ensuite le café aux divers membres du syndicat, les deux millions devant être répartis à raison de 800,000 sacs au Havre, 700,000 à New York, et 500,000 à Hambourg. Au fur et à mesure des envois, le gouvernement tirera sur les consignataires des traites accompagnées de connaissements, et créées pour 80 0/0 de la valeur des cafés ; sauf, en cas de baisse ultérieure des cours (2), à maintenir cette proportion par le versement de marges, suivant des règles analogues à celles des caisses de liquidation. Les consignataires, pour se procurer les fonds nécessaires, pourront contracter eux-mêmes des emprunts sur les cafés entreposés.

Avec l'aide de ses nouveaux alliés, le gouvernement de Saint-Paul a tenté d'intervenir sur les marchés extérieurs,

(1) Au sujet des détails d'exécution du plan primitif, voir l'interview du Dr Siciliano dans les *São-Paulo Noticias* du 26 février (le *Convenio* est du 25).

(2) La hausse est également prévue : l'opération serait suspendue si le cours du café au Havre atteignait 55 francs.

mais bientôt l'importance invraisemblable de la récolte l'oblige à porter tout son effort sur Santos, où maintenant les planteurs déversent leurs cafés, avec d'autant plus de hâte qu'à la fin de septembre le gouvernement a annoncé la mise en vigueur pour le 1^{er} décembre de la surtaxe de 3 francs par sac ; il avait en effet promis au début de la campagne d'en subordonner l'application à un préavis de deux mois. Mais bien que les recettes atteignent 80 et même 100,000 sacs par jour, les quantités accumulées dans l'intérieur s'accroissent sans cesse ; la récolte semble inépuisable : « Sur tous le parcours du chemin de fer, les gares sont sans exception désespérément encombrées de café, et les planteurs après avoir loué tous les locaux et hangars disponibles dans le voisinage des stations, se sont décidés à empiler leurs cafés au dehors..... Les compagnies fournissent un nombre insuffisant de wagons..... A Santos, il ne reste plus de place pour emmagasiner..... Et il y a encore assez de café sur les arbres pour occuper jusqu'à la fin de l'année les ouvriers employés à la cueillette (1). » Un mouvement de baisse irrésistible entraîne lentement les cours en dépit des achats journaliers du gouvernement ; quelle influence d'ailleurs peut avoir devant ce débordement de cafés le retrait de deux millions de sacs, alors qu'en novembre le total des arrivages à Santos dépasse déjà celui que donnaient en douze mois les précédentes campagnes ? L'État de Saint-Paul reconnaît qu'il serait indispensable d'augmenter le pouvoir d'achat de la valorisation, et il y réussit en décembre, en offrant comme garantie la surtaxe d'exportation qu'il vient de commencer à percevoir : le

(1) *Brazilian Review*, 16 octobre 1906.

8 décembre 1906, un emprunt 5 0/0 de 3 millions de livres en bons à cinq ans est émis à 94 0/0 par la National City Bank de New-York (pour un million) et par la maison Schrøder and C^o de Londres (pour deux millions); de ces trois millions sterling, l'un va servir à rembourser à leur échéance les bons que détient la Disconto Gesellschaft; les deux autres, constituant un supplément de ressources pour la valorisation, permettent au gouvernement de passer de nouveaux contrats de consignment, et de poursuivre ses achats avec une nouvelle ardeur. Mais le flot de la récolte monte toujours : bien que les énormes arrivages des cinq premiers mois aient été attribués à l'empressement des planteurs désireux d'échapper à la surtaxe, Santos reçoit encore près de seize cent mille sacs en décembre, et l'intérieur reste engorgé : « Dès qu'une gare est un peu dégagée, on assiste à une poussée générale vers la place devenue libre; il n'est pas de station qui puisse accepter tout le café qui lui est amené; dans certains districts aucune expédition n'a pu jusqu'ici être faite (1). » Le gouvernement de Saint-Paul se tourne alors vers les deux gouvernements voisins qui ont conclu avec lui l'accord de Taubaté, et tente de les amener à coopérer à la valorisation (2). Mais à Rio comme dans l'État de Minas, celle-ci rencontre une hostilité presque générale; les deux États ne sont d'ailleurs pas tenus, par les conventions de février et de juin, d'accepter la responsabilité des opérations engagées depuis par l'État de Saint-Paul, car elles ne sont nullement conformes à ces accords. Les délégués des trois gouvernements, réunis à

(1) *Brazilian Review*, 18 décembre 1906.

(2) *Frankfurter Zeitung*, 11 décembre 1906.

Nichterohy (1), arrivent cependant à un compromis (accord complémentaire du 15 décembre 1906) qui apporte de nouvelles modifications au convenio primitif.

Il est entendu que Rio et Minas percevront à partir du 1^{er} janvier la surtaxe d'exportation de 3 francs par sac, mais « son produit, qui ne pourra être employé à une fin autre que le relèvement des prix du café, sera conservé jusqu'à sa future affectation, en temps opportun, à une opération collective des trois États contractants ». D'autre part « les opérations déjà effectuées par l'État de Saint-Paul dans le but de soutenir le prix du café courront exclusivement pour le compte du dit État ».

En même temps un nouveau plan est esquissé, comportant comme but le relèvement des prix à 7 milreis par arrobe (soit 28 milreis par sac au lieu du minimum de 32 milreis prévu en juin), et comme moyen un emprunt immédiat de 5 millions de livres et un emprunt ultérieur de 3 millions ; ces emprunts seraient garantis par le gouvernement fédéral, et, « avec les deux millions déjà empruntés par l'État de Saint-Paul, complèteraient le total de dix millions de livres que les trois États estiment suffisant pour mener à bon terme le programme de Taubaté ».

Le concours de l'Union semble en effet indispensable à Rio et à Minas : l'opposition que soulève dans ces deux États la valorisation provient surtout du sentiment que l'œuvre entreprise est au-dessus des forces des gouvernements locaux. Aussi, quand vient le mois de janvier, la perception de la surtaxe, — alors que le pouvoir central n'a pas encore répondu à la demande de garantie que le ministre des Finances de Saint-Paul lui a présentée au nom

(1) Voir *Le Brésil*, 13 janvier 1907.

des trois États, — provoque le soulèvement immédiat des planteurs, qui s'élèvent contre l'application, sans aucune compensation, de cette charge nouvelle, à laquelle les producteurs paulistes se soumettent seulement parce qu'ils obtiennent d'autre part l'achat de leurs cafés. Une délégation de la Bourse de Rio et une commission de planteurs vont porter ces protestations au président de l'Union (1). L'État de Saint-Paul, craignant de ne pouvoir obtenir le maintien de la surtaxe chez ses voisins, cherche à ramener le calme en entreprenant pour son compte des achats importants sur le marché de Rio (2). L'agitation persiste cependant, car — sans parler des doléances provoquées par les conditions dans lesquelles ces achats s'effectuent, — les intéressés se proclament convaincus que l'État de Saint-Paul ne suffira pas à la tâche, et déclarent qu'il vaut mieux abandonner la valorisation si elle n'obtient pas l'appui de l'Union. Non seulement les planteurs de Rio et de Minas, mais la Chambre de commerce de Santos elle-même demandent au gouvernement fédéral « de venir promptement en aide à l'État de Saint-Paul, afin d'éviter une catastrophe (3) ».

Il semble tout d'abord que « devant les plaintes qui se font jour de toutes parts, l'Union soit portée à accorder l'aide qu'on lui réclame (4) ». Mais la banque Rothschild, « tutrice financière » du Brésil, qui en novembre a eu l'occasion de blâmer une seconde fois l'opération (5), oppose aux nouvelles ouvertures qui lui sont faites un

(1) *Le Temps*, 20 janvier 1907 ; *Brazilian Review*, 8 janvier 1907.

(2) *Le Brésil*, 3 février 1907.

(3) *Frankfurter Zeitung*, 21 janvier 1907.

(4) *Frankfurter Zeitung*, 25 janvier 1907.

(5) *Le Brésil*, 9 décembre 1906.

refus retentissant, déclarant qu'elle est toujours disposée à aider le gouvernement brésilien dans toute opération compatible avec son crédit, mais qu'elle ne peut lier son nom à une entreprise d'un caractère aussi nettement spéculatif, non plus qu'encourager le Brésil dans une véritable aventure, réprouvée par le sens commercial et financier du monde (1).

Cette lettre, « le Brésil tout entier la lit avec une sorte d'épouvante (2) ». Les négociations engagées, sans succès d'ailleurs jusqu'alors (3), auprès d'autre banques étrangères, sont abandonnées. Cependant le gouvernement fédéral ne laisse pas sans secours la valorisation, défendue auprès de lui par le « bloc pauliste » : la Banque de la République est autorisée à prêter, à 7 0/0, 6,000 contos à l'État de Saint-Paul, dont 4,000 spécialement destinés aux achats de café sur le marché de Rio ; elle augmente ensuite peu à peu ses avances « pour mettre le gouvernement pauliste à même de continuer ses achats jusqu'à ce qu'un emprunt puisse être placé en Europe » ; elles atteignent 30,000 contos (près de deux millions de livres) au début d'avril (4) ; grâce à cet appui, les achats ont pu se poursuivre à raison de 15 à 20,000 sacs par jour, mais leur paiement qui lors des débuts de la valorisation était effectué à trente jours selon l'usage local, n'est plus, depuis le 15 janvier, exigible qu'à deux mois de date (5).

(1) *Jornal do Commercio*.

(2) P. Denis, *loc. cit.*

(3) *Le Brésil*, 3 février, 3 mars 1907.

(4) *Brazilian Review*, 9 avril 1907.

(5) Il sera même question de paiements à 90 jours et aussi de propositions d'achats « payables en bons du Trésor remboursables à assez longue échéance » (Voir *Bulletin de Correspondance*, 18 octobre 1907).

En mai, s'ouvre la session ordinaire du Congrès fédéral. Le président de l'Union laisse entendre dans son message que « la garantie fédérale sera fournie si les États la demandent, car il s'agit d'un intérêt vraiment national. » Cette garantie, le gouvernement de Saint-Paul la réclame dans le courant de juin, pour un emprunt de 3 millions de livres, mais il annonce en même temps qu'il cesse ses achats. C'est à cette condition en effet que la maison Rothschild s'est déclarée disposée à revenir sur son refus précédent ; elle se montre prête à accueillir l'emprunt « ayant appris qu'il s'agissait cette fois de mettre fin aux opérations et de les liquider le plus avantageusement possible (1) ». Discuté immédiatement par les deux Chambres, l'emprunt est autorisé dès la fin de juin. Il ne sera émis à Londres que le 4 octobre, — sous forme d'engagement direct de l'Union, — mais son montant a dû être en tout ou en partie avancé auparavant au gouvernement de Saint-Paul (2).

Tel est, brièvement résumé, l'historique des ressources réunies par la valorisation au cours de la campagne 1906-1907 (3). Comment ont-elles été utilisées ?

Sur les achats de la valorisation, on ne possède encore que des données assez incomplètes et assez obscures. Ils

(1) *Diario official*, 19 juin 1907.

(2) *Bulletin de Correspondance*, 8 octobre 1907.

(3) Toutefois, il est question en juin d'une dette de £ 500,000 précédemment contractée à Londres (*Le Brésil*, 30 juin 1907 ; *Jornal do Commercio*, 27 juin), mais à ce moment l'État devrait d'autre part £ 500,000 à la maison Wille (Santos Hambourg) et seulement £ 1,000,000 environ à la Banque de la République, ce qui donnerait le même total de 2 millions sterling comme dette flottante de la valorisation avant la conclusion de l'emprunt.

n'ont commencé ouvertement à Santos que le 9 octobre, mais un rapport du ministre des Finances de St-Paul (1907) indique que les premières opérations remontent au mois d'août. La publication quotidienne du chiffre des achats officiels a de plus été suspendue en janvier, et les indications que de temps à autre les journaux brésiliens fournissent au cours du premier semestre de 1907 sur les quantités mises hors marché varient entre elles de plusieurs centaines de mille sacs ; de même, en ce qui concerne les prix payés, le gouvernement de Saint-Paul se bornera à fournir en 1908 un chiffre global ; il est toutefois certain que les achats ont été faits, pendant la première partie de la campagne tout au moins, à des taux hors de rapport avec les cours pratiqués sur les marchés extérieurs. De ce fait, les avances des consignataires sur la base des cours de Hambourg sont loin de représenter 80 0/0 du prix d'achat. En décembre le gouvernement paie le Santos supérieur sur la base de 40 schillings, soit un écart de près de 9 francs avec la parité des cours au Havre ; en février, alors que les achats atteignent déjà 4 millions de sacs environ, la différence est encore de 5 à 6 francs. A Rio, non seulement l'équilibre est, comme à Santos, rompu entre les marchés intérieurs et le dehors, mais encore « le prix moyen payé par l'État de Saint-Paul pendant la campagne est bien au-dessus des cours pratiqués par les particuliers durant la même période » (1) ; il paie par exemple « 7,000 reis pour le type 7 au lieu de 6,200 reis, valeur réelle sur le marché » (2). Politique qui fait songer à la fameuse caractéristique de l'accapare-

(1) *Brazilian Review*, 28 mai.

(2) *Brazilian Review*, 8 janvier.

ment d'après notre code : « les suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes ».

La proportion des avances des consignataires est encore réduite rétroactivement par les versements de marges auxquels la baisse contraint le gouvernement durant le premier semestre de 1907.

Il semble que le tableau général des consignations du gouvernement, publié en février 1908 (1), résume exactement les achats de la valorisation durant la campagne 1906-1907 (2) :

	Cafés achetés à Santos	Cafés achetés à Rio	Cafés reçus en filières	Total
Le Havre.....	1 544.000	394 000	260.000	2.198.000
Hambourg.....	1.175.000	105.000	500.000	1.780.000
New York.....	855.000	550.000	650.000	2.055.000
Anvers.....	1.025.000	50.000	—	1.075.000
Brême, Rotterdam, Londres et Trieste }	605.000	40 000	—	645.000
Marseille	37.000	85.000	—	122 000
	<u>5.244.000</u>	<u>1.224.000</u>	<u>1.410.000</u>	<u>7.875 000</u>

Ainsi la valorisation a retiré du marché près de huit millions de sacs, c'est-à-dire qu'elle a réussi, malgré les difficultés financières au milieu desquelles elle s'est débattue, à pousser ses achats plus loin que ne le comportait son programme primitif avec emprunt de 375 millions.

(1) *Bulletin de Correspondance*, 15 février.

(2) En effet, les opérations sur les marchés extérieurs au cours de la seconde campagne sont postérieures à cette date ; les nouveaux achats au Brésil sont antérieurs, mais en février les cafés doivent être encore à Santos et à Saint-Paul. Sur les cafés figurant au tableau ci-dessus, 800,000 sacs environ se trouvaient encore à Rio et à Santos à fin juin 1907.

Mais la production a de son côté dépassé toutes les prévisions :

Recettes à Santos en 1906-07.....	45.392.000 sacs
— Rio	4.234.000 —
Autres ports brésiliens.....	564.000 —
Exportations des autres pays.....	3.596.000 —
Total	23.786.000 sacs
Débouchés.....	47.408.000 —
Excédent.....	6.678.000 sacs

L'excédent est même de 7,263,000 sacs pour la production brésilienne, car les envois des autres pays se présentent en déficit de 585,000 sacs sur les débouchés.

Il va sans dire qu'il n'est plus question d'écouler en 1907-1908 l'excédent de 1906-1907. Lorsque le gouvernement de Saint-Paul a constaté qu'il était réellement en présence d'une « récolte monstre » lorsqu'il s'est vu obligé de rendre au plan de Taubaté un peu de son ampleur d'exécution primitive, il a cherché à justifier après coup son intervention en modifiant une fois de plus la théorie de la valorisation, et en la basant cette fois sur la périodicité des fortes récoltes, séparées par des années médiocres : « une année d'abondance entraîne, deux ou trois années de disette (1) » ; après une campagne à grand rendement « les branches florales meurent, et il faut alors plusieurs années pour les remplacer (2) ». Il en résulte que « le succès ou la non réussite de ce projet modifié dépend des deux ou trois futures récoltes (3) ». Mais c'est

(1) *Le Temps*, 11 novembre 1907.

(2) *Économiste européen*, 21 août 1908.

(3) *Brazilian Review*, 26 février 1907.

le succès qui semble certain ; l'exemple de la précédente récolte monstre n'est-il pas là pour le prouver : « Les stocks qui avant la récolte 1901-1902 étaient de six millions sont après cette récolte montés à 14 millions de balles (6 existant + 8), mais pendant les quatre années suivantes la consommation a dépassé la production d'environ cinq millions de balles..... Pour la période quinquennale de 1906-1907 à 1910-1911, nous verrons se répéter le même phénomène que pour la période de 1901-1902 à 1905 1906... Les quatre récoltes prochaines pourront être rapprochées comme importance des quatre petites récoltes qui ont suivi la récolte extraordinaire de 1901-1902..... Les stocks seront réduits en 1911 à quatre ou cinq millions. La mesure la plus sage était donc comme le fait actuellement le Brésil, de retirer du marché une partie de l'excès actuel pour le répartir sur les quatre années à venir, comme les huit millions d'excès de 1901-1902 ont été répartis sur les quatre années qui ont suivi. C'est donc si l'on veut l'histoire d'une année de vaches grasses suivie de quatre années de vaches maigres (1) ». Tel va être désormais le raisonnement *ne varietur* des valorisateurs, bien que le passé soit au fond loin de le justifier en tous points (2). Suivant eux, le rôle de l'État est de régulariser la production à travers les années : tel autrefois le lac Moëris recevait le trop plein des inondations excessives, ou dispensait au contraire

(1) F. F. Ramos, *op. cit.*

(2) L'excédent de 1901-1902 n'a pas été de 8, mais d'environ 4 1/2 millions: visible au 1^{er} juillet 1901, 6,834,000 sacs ; au 1^{er} juillet 1902, 11,305,000 sacs. Comme, au 1^{er} juillet 1906, l'approvisionnement était encore de 9,702,000 sacs, la diminution au cours des quatre petites récoltes n'a été que de 1,603,000 sacs, et l'ensemble des cinq années a laissé un excédent de 2,868,000 sacs.

aux Égyptiens l'eau que leur refusait un Nil trop avare.

Aussi ne parle-t-on plus, comme au temps des premières consignations, de remettre les cafés au marché en décembre 1907; certains des contrats passés pour les achats ultérieurs sont même conclus pour deux années. Quelques jours avant la clôture des opérations, le gouvernement fait « déclarer officiellement qu'il retiendra pendant un temps indéterminé les cafés déjà achetés ainsi que ceux qu'il achètera (1) » et le président de Saint-Paul, le 14 juillet 1907, annonce dans son message que « l'État ne songe pas à se défaire des cafés achetés, et dispose de ressources suffisantes pour les retenir autant de temps qu'il le faudra; il en disposera seulement quand les nécessités de la consommation l'exigeront ».

Ce programme de temporisation ne laisse pas cependant de présenter quelques inconvénients pour l'État de Saint-Paul, car la valorisation est loin de couvrir ses frais par la surtaxe, son unique source de recettes propres. En outre du service des emprunts publics qu'il a contractés, l'État paie sur les sommes que lui ont avancées les consignataires 6 0/0 d'intérêt, plus 3 0/0 de commission annuelle de consignation sur la valeur des cafés à la date de leur embarquement, plus enfin tous les frais accessoires de magasinage et d'assurance; soit au total plus de 11 0/0 par an du prix d'achat.

Mais une liquidation immédiate serait encore plus onéreuse, car avec les cours cotés à la fin de la campagne, la perte théorique est déjà bien supérieure à 11 0/0; et elle serait beaucoup plus forte encore si l'État manifestait la

(1) Cablogramme à son commissaire général, publié à Bruxelles le 30 mai 1907.

moindre intention de remettre au marché ce qu'il vient d'en retirer.

Les cours ont en effet fortement rétrogradé :

	Le Havre	Santos
	—	—
30 juin 1905	43 ^r 75	4.100 reis
30 juin 1906	45 75	4.250 —
30 juin 1907	35 50	2.550 — (1)

Au début de la campagne, un mouvement contraire a paru cependant se dessiner : c'est le moment où le projet de valorisation, qui n'a longtemps rencontré que des incrédules à l'étranger, vient d'être voté par le Congrès, où les pourparlers avec les banques semblent en bonne voie ; les cours, du palier de 45 en juin, parviennent à 49 fr. 25 fin juillet et à 50 francs au début d'août, sans s'élever cependant au niveau des exigences du Brésil, dont les offres en coût et fret correspondent à des cours de 55 à 56 francs pour le Havre. Alors la valorisation, malgré des difficultés qu'elle rencontre à se procurer des capitaux, — ou peut-être en raison de ces difficultés, et afin de garder, tout en attendant leur solution, la position déjà conquise, — prend résolument l'offensive ; elle ne se borne pas à effectuer des achats à Santos, elle vient prendre position à la hausse sur les marchés consommateurs.

Les opérations de l'État de Saint-Paul sur les marchés à terme constituent un des côtés les plus curieux de la

(1) La baisse apparaît plus considérable à Santos en raison surtout de la surtaxe de 3 francs qui a modifié le rapport de parité ; il y a eu aussi une dépréciation de 2 à 300 reis provenant de la moins-value du type 7, coté en 1907, sur le type good average, coté en 1906, mais elle se trouve compensée par la baisse du change, descendu de 16 29/32 (30 juin 1906) à 15 1/4 (30 juin 1907).

valorisation. On pourrait leur découvrir des rapports lointains avec les interventions auxquelles se sont parfois décidés les gouvernements afin de soutenir les cours des fonds publics ; et les valorisateurs pourraient justifier leur action dans les termes même qu'employait Calonne il y a cent trente ans : « On devait s'attendre que ceux qui voulaient faire échouer l'entreprise s'efforceraient d'ébranler la confiance et que les parieurs à la baisse y seraient portés par leur intérêt personnel. Dans cette circonstance, quelqu'éloigné qu'on fût de vouloir soutenir l'agiotage, il parut nécessaire de le combattre avec ses propres armes, et de lui opposer une force suffisante pour l'empêcher de nuire. »

Le détail précis de ces opérations de la valorisation n'est pas connu : pour de telles manœuvres la condition première de la réussite est le secret ; d'autre part, à côté de l'État de Saint-Paul et dans le même sens, s'engagent ses auxiliaires et ceux qui ont foi en son succès, et on ne saurait démêler ce qui, dans l'effort commun, appartient en propre à l'État. De son action ainsi renforcée, on peut seulement suivre la répercussion sur les cours, et connaître le résultat.

C'est dans le courant d'août 1906 que le gouvernement pauliste intervient pour la première fois sur les marchés à terme, en entreprenant des achats sur septembre à Hambourg et au Havre ; d'où élévation des cours de septembre, apparition du déport sur les mois suivants, et détente sur les éloignés du report qui atteignait encore 2 francs pour les 12 mois au début de juillet. La baisse vient cependant dans la seconde quinzaine d'août, provoquée par les nouvelles de la récolte, et par l'annonce de l'échec de l'emprunt. En vain, la liquidation venue, les intermédiaires

de la valorisation exigent livraison des achats, et reçoivent en filières pour compte de l'État 200,000 sacs au Havre et 300,000 à Hambourg; les vendeurs s'exécutent sans difficultés sérieuses, et la tentative de « corner » ne donne aucun résultat : la valorisation n'a pas encore assez de mordant ; aussi abandonne-t-elle les marchés distributeurs, où le report normal ne tarde pas à se rétablir, pour courir au plus pressé et faire face à l'afflux de café qui va submerger le marché de Santos.

Elle ne revient à la charge que six mois plus tard ; dans l'intervalle les cours ont sensiblement fléchi :

Octobre 1906, cours moyen.....	46 30
Décembre 1906, —	44 95
Février 1907, —	39 90

Cette fois la valorisation va s'en prendre au marché de New York, où le café de 6°, 40 en octobre, a fléchi à 5°, 45 ; elle fait effectuer en février des achats considérables sur mars, secondée par ses mandataires qui suivent pour leur propre compte son exemple. A la fin du mois ils arrêtent toutes les filières mises en circulation : la plus forte part des réserves de café de la place passe entre leurs mains, et le stock de l'État de Saint-Paul s'enrichit d'un seul coup de 350,000 sacs ; ici l'étranglement réussit, et la valorisation compte à son actif un succès momentané, dû en grande partie à l'importance du découvert ou plus exactement des ventes de couverture pour compte des commerçants européens ; ceux-ci, que le report plus tendu a conduits sur le marché de New-York, se trouvent contraints de « se racheter » en toute hâte s'ils ne veulent pas expédier leurs cafés à travers l'Atlantique. D'où violents mouvements du terme alors que le mar-

ché du Havre n'enregistre que de faibles fluctuations :

	COURS A NEW-YORK		COURS AU HAVRE	
	Mois courant	Décembre	Mois courant	Décembre
1 ^{er} février.....	5 ^e 45	6 ^e 05	39 ^f 25	40 ^f 75
25 —	5 90	6 15	39 75	41 »
1 ^{er} mars.....	6 20	6 45	39 50	40 50
5 —	6 60	6 40	41 »	41 75
10 —	6 20	6 »	39 »	39 25
15 —	6 »	5 85	38 50	39 »
1 ^{er} avril.....	5 70	5 60	38 50	38 75

La liquidation de mai fournit l'occasion de nouvelles tentatives de « corner » sur les divers marchés, mais elles ne donnent guère d'autre résultat que le resserrement des mois rapprochés. Jusqu'à la fin de la campagne les cours, — tombés le 18 avril à 34 fr. 75, — s'écartent peu du niveau de 35 francs.

Ni les achats au Brésil, ni la « manipulation » des marchés à terme, n'ont donc empêché, durant cette campagne, une baisse de plus de dix francs. Il est intéressant de comparer à ce point de vue les deux récoltes monstres de 1906-1907 et de 1901-1902 :

	1901-1902	1906-1907
1 ^{er} juillet.....	35 ^f 75	45 ^f 75
31 décembre.....	46 50	41 »
30 juin.....	33 75	35 50

A quoi tient donc le peu d'effet produit par la mise au marché de huit millions de sacs, alors cependant que par suite de ce retrait la production n'a mis en réalité à la disposition de la consommation que 15,900,000 sacs, contre plus de 17 millions de débouchés ?

Il faut pour une forte part attribuer ce mécompte à la disparition de la spéculation. La valorisation ne s'est pas trouvée seulement en présence de l'excédent de 1906, mais aussi des excédents antérieurs, du stock accumulé par dix années de surproduction persistante. Jusqu'alors ce stock était resté disséminé en de nombreuses mains ; ses détenteurs trouvaient dans le café arbitré à terme un emploi de fonds fructueux ; les spéculateurs, se renouvelant sans cesse, assuraient par leurs achats sur les mois éloignés la tension du report, tension dont, en raison de la surabondance constante du produit, le moindre fléchissement était bientôt arrêté par le rachat des ventes de couverture. Et l'ardeur de cette spéculation, on l'a vu, provoquait, même en présence de récoltes-records comme celle de 1901, des mouvements de hausse qui permettaient aux producteurs d'écouler heureusement des quantités dont pourtant la consommation n'avait que faire. Si les cours se sont relevés sensiblement à partir de 1903, alors que diminuaient à peine les énormes approvisionnements laissés par les campagnes précédentes, c'est que « beaucoup de capitalistes et de spéculateurs se sont lancés dans le café après avoir fait des comparaisons avec d'autres produits du sol, pour lesquels la baisse ayant ramené la production au-dessous de la consommation, le niveau des prix s'était relevé (1) ». Les mêmes illusions qui ont amené l'élaboration du *Convenio* ont poussé les spéculateurs à prendre position à la hausse : au moment où intervient la valorisation, le niveau des prix escompte un avenir meilleur plus qu'il ne reflète la situation présente ; la crise qui en 1905 frappe la production provient du relèvement violent de la valeur de la

(1) *New-York, Journal of Commerce*, 9 mars 1905.

monnaie nationale plus que des mouvements des cours sur les marchés extérieurs.

La valorisation une fois entrée dans le domaine des faits, ceux des haussiers qui ne désertent pas le marché, abandonnant les longs espoirs, s'abritent derrière elle pour tenter de réaliser des bénéfices immédiats sur les mois rapprochés ; mais la plupart préfèrent renoncer à jouer une partie dans laquelle ils ignorent désormais le dessous des cartes : hier ils avaient à leur disposition les renseignements partout publiés sur la production, sur la consommation, sur les affaires traitées dans le monde entier, sur tous les facteurs susceptibles d'influencer les prix ; mais aujourd'hui ils ne peuvent plus baser leurs opérations sur la statistique, c'est moins d'elle que des actes du gouvernement pauliste que dépend la marche des cours ; et comme celui-ci se débat dans des difficultés de toute sorte, que le succès final de son intervention n'est rien moins qu'assuré, que les incertitudes et les contradictions du début font craindre une catastrophe, les positions à la hausse sont peu à peu liquidées ; les haussiers qui augmentaient la demande de « futur » font place à l'État de Saint-Paul qui raréfie l'offre actuelle. A la spéculation opérant à crédit il a substitué sa vaste spéculation au comptant.

Si bien que les anciens détenteurs, ne trouvant plus, sur un marché d'où le report a disparu, la rémunération des capitaux immobilisés, ni même le remboursement des frais de conservation de la marchandise, n'ont aucun intérêt à reconstituer leur stock à mesure que la consommation l'épuise ; chacun réduit autant que possible ses réserves.

C'est en vain que l'État de Saint-Paul vient « recevoir » une partie des quantités ainsi jetées sur le marché : c'est en vain aussi qu'il tente de ranimer la spéculation, qu'il

fait annoncer par exemple que la récolte de 1907 doit donner au maximum 5 millions de sacs, et qu'une autre récolte réduite est à prévoir en 1908 par suite de la débilité des caféiers (1). En d'autres temps, de semblables avis ont déterminé un formidable élan vers la hausse, mais cette fois le marché reste inerte ; en descendant dans l'arène, le gouvernement s'est enlevé toute autorité comme informateur ; ses avis n'apparaissent plus que comme les manœuvres d'un spéculateur dans l'embarras ; il a d'ailleurs autorisé dans une certaine mesure cette manière de voir par son attitude, par les variations de ses promesses, par ses trop fréquentes contradictions. Lorsqu'il supprime la publication des expéditions de café sur certains réseaux, lorsqu'il met à l'index les planteurs qui cèdent du café à des prix inférieurs à ceux qu'il leur a payés, lorsqu'il cesse de donner les chiffres de ses achats quotidiens, il semble chercher à voiler son impuissance ; quand on apprend qu'il s'est entendu avec les compagnies de chemins de fer pour ralentir les envois sur Santos, on y voit le désir de retarder l'apparition des cafés dans le champ du « visible » ; lorsque plus tard on découvre que ses achats sont en partie entreposés dans une haie voisine de Rio, on l'accuse d'avoir tenté de les soustraire à la statistique.

A la fin de la campagne, c'est encore sans grand succès que le gouvernement déclare avoir l'intention formelle de garder son stock, « de ne vendre en aucun cas au-dessous d'un prix minimum de 45 à 50 francs » (2), d'at-

(1) Rapport présenté au ministre de l'Agriculture sur l'évaluation de la récolte en 1907-1908. São-Paulo, 29 décembre 1906. Récolte réelle : 7,203,000 sacs.

(2) Câblogramme à son commissaire général, publié à Bruxelles le 30 mai 1907.

tendre « que la consommation soit obligée d'acheter à des taux rémunérateurs » (1), d'exiger « un prix compensateur, assurant à la lavoura les avantages qu'il tient à lui faire obtenir, et sauvegardant en même temps les intérêts du Trésor » (2). Le stock de l'État n'en est pas moins suspendu comme une perpétuelle menace sur le marché paralysé ; la méfiance de la spéculation reste invincible, et c'est ce qui va rendre la tâche des valorisateurs si malaisée ; la seconde partie de l'opération ne présente pas en effet moins de difficultés que la première : comment l'État parviendra-t-il à écouler ses huit millions de sacs sans soulever les protestations des planteurs sans faire baisser les prix ? La campagne déficitaire de 1907-1908 semble devoir lui permettre de commencer la liquidation ; on va voir cependant que, loin de réussir à se dégager, il va être contraint de se charger davantage ; il va revenir à l'attaque des marchés à terme et accroître encore son stock de café.

Une hausse assez sensible marque l'entrée de la valorisation dans la seconde année de son existence : les recettes de juillet à septembre sont les plus faibles qu'on ait vues depuis sept ans, ce qui semble confirmer les prévisions des valorisateurs relativement à la nouvelle récolte et permet d'annoncer que la production de Saint-Paul ne dépassera pas 4 1/2 à 5 1/2 millions de sacs (3) ; d'autre part, les deux États de Rio et de Minas consentent à main-

(1) Câblogramme à son commissaire général, publié à Bruxelles le 18 juin.

(2) Message présidentiel du 14 juillet 1907. Voir aussi l'interview du Président de Saint-Paul dans la *Brazilian Review* du 30 juillet.

(3) *Le Brésil*, 14 juillet 1907 ; *Jornal do Commercio*, 13 août 1907.

tenir la surtaxe, alors qu'on avait pu craindre de la voir abolie dès la cessation des achats sur le marché de Rio (1).

Les cours se relèvent peu à peu :

	Plus bas	Plus haut
Juillet, août, septembre	35.25	43.25
Octobre, novembre, décembre..	39	43.25

Mais dès le début de décembre, le gouvernement de Saint-Paul, bien qu'il ait au mois de juin « notifié son intention de ne plus acheter », compte à son actif une nouvelle intervention : elle est rendue nécessaire par la crise à laquelle aboutit la fièvre de spéculation qui s'est emparée du marché à terme organisé à Santos en exécution de l'article 4 du *Convenio* : les engagements qui, pour la liquidation de décembre, approchent d'un million de sacs, n'étant pas couverts comme sur les marchés étrangers par une Caisse, garantie elle-même par un original-déposit et des marges, ne peuvent être exécutés par suite du manque de ressources des opérateurs : les uns ne peuvent régler leurs différences, les autres ne peuvent prendre livraison, « le marché de Santos est près de s'effondrer complètement » (2). La situation se dénoue grâce à l'habituel *deus ex machina* : une maison d'exportation vient au secours du marché pour compte du gouvernement, en achetant de fortes quantités ; à la fin de décembre, les stocks de la valorisation, augmentés encore

(1) Les deux États encaissent d'ailleurs et utilisent à leur guise le produit de cette surtaxe : Rio l'incorpore à son budget ordinaire, Minas le consacre à la propagande. D'autres États, en particulier celui d'Espirito-Santo, ont par la suite, en adoptant à leur tour la surtaxe, saisi cette occasion précieuse d'accorder dans un même geste leurs intérêts particuliers et la solidarité interfédérale.

(2) Voir *Brazilian Review*, 26 novembre et 10 décembre 1907.

par d'autres achats à l'intérieur, s'élèvent à 657,000 sacs.

L'intervention au Brésil va être suivie de nouvelles interventions sur les marchés consommateurs, durant le second semestre de la campagne : le mouvement ascensionnel des cours n'ayant pas tardé à s'arrêter, les tentatives de « corner » reprennent avec les liquidations de mars et de mai, et l'on saura plus tard qu'elles sont l'œuvre du gouvernement pauliste. Celui-ci est d'ailleurs aidé par tous ceux qui pour tirer parti de la situation artificielle créée par la valorisation cherchent à étrangler constamment les marchés ; c'est, à vrai dire, la seule spéculation qui reste possible ; on n'ose songer à prendre sur les mois éloignés position ni à la hausse, — ce serait oublier que la valorisation peut à la moindre occasion favorable jeter une partie de son stock sur le marché, — ni à la baisse, car le déport escompte déjà un fléchissement des cours. Reste la ressource d'acheter sur les mois rapprochés et de traquer à chaque liquidation les vendeurs attardés et le « terme à déclarer » arrivé à échéance (1).

Ces vendeurs ne sont pas pour la plupart des spécula-

(1) Le contrat de terme à déclarer n'est d'usage courant que depuis quelques années : il consiste essentiellement en une vente en disponible dans laquelle le prix n'est pas fixé, sinon par un écart déterminé avec le cours du marché à terme, l'acheteur ayant la faculté, jusqu'à une échéance donnée et souvent lointaine, d'arrêter, le jour où il le jugera bon, le cours qui servira de base au paiement. Primitivement, ce contrat n'était utilisé que pour les transactions de place : le vendeur était un détenteur dont le stock était arbitré à terme ; il calculait son bénéfice sur l'écart de type, et laissait à l'acheteur le soin de « déboucler » sa vente de couverture ; l'acheteur s'assurait immédiatement telle qualité qui convenait à sa clientèle, et « déclarait » le jour où il vendait à celle-ci, étant resté ainsi constamment à l'abri des fluctuations des cours. Mais depuis, les acheteurs de l'intérieur

teurs à découvert, mais des commerçants, importateurs ou détenteurs de café, qui ont voulu se garantir contre les risques de baisse. Ils n'en sont pas moins contraints souvent de compenser leur vente par un achat sur le marché, soit que les cafés qu'ils possèdent ne soient pas livrables, soit qu'ils ne puissent être livrés pour leur valeur réelle. Les opérations de l'État de Saint-Paul et de ses auxiliaires tendent précisément à raréfier peu à peu sur les marchés la marchandise livrable à terme (1). Chaque nouvelle liquidation verra augmenter le chiffre des cafés détenus par le gouvernement, pendant qu'une part de plus en plus forte du stock commercial négociable restera entre les mains de ses auxiliaires :

	Cours	Stock commercial de cafés du Brésil au Havre	Stock appartenant à l'État de Saint-Paul au Havre
Fin juin 1906 ..	45.75	1.223.000	»
— septembre .	47	867.000	200.000
— février 1907	39.75	1.383.000	970.000
— mai	35.75	1.010.000	1.280.000
— janvier 1908	43.25	1.860.000	2.200.000
11 mai..	45	800.000	2.400.000

Point culminant de la campagne 1907-1908, le prix de

ont eu recours pour leurs acquisitions à cette modalité, si bien que la vente d'arbitrage subsiste, alors que les marchandises sont sorties des entrepôts ; elle devient en somme une vente à découvert. Le café peut être consommé avant d'avoir été acheté, ou plutôt racheté sur le marché ; car la « déclaration » est souvent ajournée dans l'espoir d'une dépression des cours. Le système aboutit ainsi à la création d'une classe de petits spéculateurs à la baisse et à la formation de ce qu'on a appelé ingénieusement un « invisible négatif ».

(1) La situation ainsi créée a contribué à faire remanier les règlements des marchés à terme dans le sens de l'admission de cafés de qualités plus variées : au Havre une décision a été prise en ce sens en date du 4 avril 1908 : les vendeurs reçoivent la faculté de

45 francs, atteint au Havre le 11 mai, marque le succès du « corner » sur la liquidation de mai :

	Sur mai	Sur septembre	Sur mars 1909
21 avril.....	41	40 50	40 50
4 mai.....	42 50	41 50	41
11 mai.....	45	43 75	42 50

La valorisation semble approcher du but : elle va réussir à affamer les marchés, à leur dicter ses prix ; elle vient déjà de relever le minimum qu'elle s'était imposé : son commissaire général, qui le 30 mai 1907 avait publié qu'elle ne vendrait pas au-dessous de 45 francs, à annoncé le 27 avril que les cafés seraient vendus « à un prix supérieur à 50 francs ».

C'est alors qu'entre en scène la Banque de France ; elle décide soudain, le 14 mai, « de ne plus recevoir jusqu'à nouvel ordre des warrants de café du Brésil calculés sur un prix de base de la cote à terme supérieur à 40 francs ».

Aussitôt l'étreinte se desserre : le 21 mai, le gouvernement de Saint-Paul annonce la première vente publique des cafés de la valorisation ; le déport tend à disparaître ; les cours reviennent à 40 francs :

	Mois courant	Septembre	Mars 1909
14 mai.....	44.25	43.25	41.75
21 —	42.75	42	40.75
6 juin.....	41.25	41	40
15 —	40.50	40.25	40

se libérer de leurs contrats par la livraison de cafés de diverses provenances (Haïti, Venezuela, Salvador, Colombie, etc.), avec des primes en rapport avec leur qualité. Mais ces décisions ne sont applicables qu'à un an de date (Voir *Bulletin de Correspondance*, 6 avril et 7 avril 1908).

La décision de la Banque a eu en effet une portée considérable, sinon par ses conséquences matérielles immédiates, du moins par son effet moral : « La nouvelle d'après laquelle la Banque de France a décidé de ne consentir qu'une avance de 40 francs par 50 kilos de café warranté est un coup droit à l'opération projetée. Le mouvement de recul des cours est généralement attribué à la façon dont la Banque a agi, et dans certains milieux on en déduit l'écroulement général de la valorisation (1). » L'attitude de la Banque est d'autant plus significative qu'elle présente un caractère exceptionnel. Lorsque la Banque de France juge que les prix d'une denrée atteignent un niveau dangereux, qu'une réaction des cours est à craindre, il lui arrive, — et le cas est déjà peu fréquent — de diminuer la proportion de ses avances sur warrants. Ici au contraire, au lieu de ramener simplement cette proportion de 80 à 75 0/0, — taux antérieurement en vigueur, quand les cours du café étaient élevés, — elle fixe un prix de base invariable, sensiblement au-dessous des cours du marché : la réduction n'est pas beaucoup plus forte : au cours de 44 francs, elle avancerait à 75 0/0 33 francs ; sur 40 francs elle va avancer, à 80 0/0, 32 francs ; et l'État de Saint-Paul est d'autant moins atteint qu'il n'a pas, jusqu'à l'échéance de ses contacts, à se préoccuper des difficultés que peuvent rencontrer de ce chef ses consignataires, auxquels d'ailleurs, en raison des versements de marges que la baisse de 1907 l'a contraint d'effectuer, il ne doit plus que 28 ou 29 francs par 50 kilos. Mais en refusant d'admettre des cours supérieurs à 40 francs, la Banque montre clairement qu'elle tient pour artificielle

(1) *Brazilian Review*, 19 mai 1908.

toute nouvelle élévation des prix ; elle rend plus difficile la poursuite des manœuvres d'étranglement, elle déconcerte les auxiliaires de la valorisation, qui renouvelaient sans cesse leurs ressources en plaçant sous warrants les cafés qu'ils se faisaient livrer ; elle donne surtout à craindre, en prenant une mesure d'exception (1), que d'autres mesures du même genre ne suivent si l'on veut passer outre à ce premier avertissement. Elle n'aura pas besoin d'y recourir : le « corner » de mai aura été le dernier assaut livré par l'État de Saint-Paul aux marchés étrangers ; la valorisation militante est morte. Le gouvernement va se préoccuper désormais uniquement de rendre à la circulation le stock qu'il a accumulé en vingt mois.

De nouveaux déboires l'attendent de ce côté.

(1) Il n'existe qu'un précédent, remontant au krach des sucres en 1905.

CHAPITRE VIII

LA LIQUIDATION

« Le gouvernement, — déclare, à l'heure où la valorisation s'engage sur la pente de la liquidation, le nouveau président de Saint-Paul dans son message au Congrès de l'État, — le gouvernement a atteint actuellement son principal objectif, la mise à l'écart de l'excédent de la grande récolte 1906-1907 ; aussi peut-on considérer l'équilibre du marché comme complètement rétabli. Il convient d'affermir cette heureuse situation ; le gouvernement espère que pour lui permettre d'y parvenir, le Congrès lui accordera les moyens que les circonstances imposent et que le plus pur patriotisme inspirera. »

Débutant par un cri de victoire et se terminant par une demande de secours, cette phrase ambiguë résume assez bien la situation.

C'est dans ce message, et dans le rapport remis peu auparavant au président par son prédécesseur à l'occasion de la transmission des pouvoirs, que figurent les seules indications officielles jusqu'ici fournies par le gouvernement sur le budget spécial de la « défense du café » ; elles sont des plus succinctes et sur plusieurs points des moins précises.

Quelle quantité de café l'État de Saint-Paul détient-il une

fois terminés ses derniers achats ? Suivant le rapport du président sortant, « l'État est détenteur d'environ 8,400,000 sacs se répartissant comme suit : 7,700,000 en Europe et aux États-Unis comptes liquidés, et 657,500 à Santos ». Ce rapport est du 1^{er} mai 1908, mais expose la situation financière au 31 décembre 1907, et l'on ne sait à laquelle de ces deux dates rapporter cet aperçu de l'importance du stock. Le message du 14 juillet semble plus catégorique : « A la date du 31 décembre 1907, l'État de Saint-Paul avait entièrement liquidé les comptes se rapportant à l'achat de 8,146,123 sacs de café, emmagasinés dans divers ports d'Europe et des États-Unis..... Depuis la clôture de l'exercice, le gouvernement a encore reçu 328,500 sacs qui, ajoutés aux sacs mentionnés plus haut, donnent un total de 8,474,623 sacs de café. » Mais d'après certains commentateurs (1), il faut entendre que « les quantités achetées se sont élevées à 8,474,623 sacs non compris les achats dont les comptes n'ont pas encore été fournis ».

Aucun renseignement n'est donné sur la qualité des cafés constituant le stock, bien que ceux-ci aient été l'objet d'estimations détaillées non seulement lors de l'achat (sur la base des types de New-York) mais aussi lors de l'envoi aux consignataires (sur la base des types de Hambourg). Si cependant l'on s'en tient au chiffre officiel d'environ 8,475,000 sacs, on peut, semble-t-il, le décomposer approximativement comme suit :

Cinq millions six cent mille sacs achetés à Santos, et de valeur supérieure à la moyenne ;

Un million deux cent vingt-cinq mille sacs achetés à Rio, et de valeur inférieure à la moyenne ;

(1) *Brazilian Review*, 21 juillet 1908.

Un million six cent cinquante mille sacs achetés à terme à New-York, au Havre et à Hambourg, et pour chaque marché de valeur à peu près égale au type coté.

Quant à la valeur de ce stock, « il est impossible de l'apprécier même en admettant, ce qui n'est pas le cas, qu'on puisse l'écouler aux cours actuels. Il est en effet réparti entre divers grands ports, suivant lesquels les prix varient (1). »

Au mois de mai 1908 en particulier, les cours sur le marché du Havre, où la valorisation s'est montrée particulièrement ardente, sont bien au-dessus des cours sur les autres places : on doit, il est vrai, tenir compte de l'écart de type, la qualité cotée au Havre étant supérieure au classement servant de base dans les autres ports (écart normal avec New-York : 4 fr. 50 ; avec Hambourg : 1 franc ; avec Londres : 2 francs, etc.). Mais alors même qu'on fait abstraction de cette différence, — dont se ressent cependant la qualité des cafés reçus en filières, — le jour où au Havre les prix ont effleuré 45 francs, ils se sont trouvés à 4 francs environ au-dessus des cours de New-York, à 5 francs au-dessus des cours de Londres, à 3 francs au-dessus des cours de Hambourg (2). Le succès remporté par la valorisation n'était en somme que partiel : il n'aurait pu d'ailleurs être mis à profit pour la vente d'une fraction importante du stock, puisqu'il n'était dû qu'à la raréfaction, par accaparement, des cafés livrables, à une époque où les importations étaient terminées : « l'État de Saint-Paul peut

(1) Rapport de M. Anderson, consul général d'Angleterre à Rio, novembre 1908.

(2) La situation contraire pourrait se dénouer par des expéditions du Havre sur les autres places, mais le courant inverse est arrêté par la surtaxe d'entrepôt.

se demander ce que lui ont rapporté les resserrements sur les marchés termistes ; ils ne sont devenus possibles que lorsque le Brésil n'a plus rien eu à vendre, lorsqu'il n'a plus eu la possibilité d'en bénéficier (1). » L'État se serait en outre trouvé en concurrence avec les spéculateurs qui l'appuyaient et le devançaient dans l'attaque, mais restaient prêts à tourner bride à son premier mouvement de recul. Même si elle avait pu vaincre, la valorisation n'aurait pu profiter de sa victoire.

S'il n'est guère possible d'évaluer avec sûreté ce stock disséminé et disparate (2), on peut avoir du moins quelques données sur le prix d'achat.

Il résulte de l'exposé fait au Congrès par le président que « les 8,146,000 sacs détenus par l'État à la date du 31 décembre 1907 représentent un prix d'achat de 270,579 contos ». Soit environ 43 fr. 35 par 50 kilos.

Le message ajoute que les ressources dont le gouvernement s'est servi pour faire face à ces dépenses sont :

1° Les traites contre remise du café.....	184.500 contos.
2° L'emprunt 1906 (£ 3,000,000).....	46.500 —
3° L'emprunt fédéral (£ 3,000,000 à 15 d.)	48.000 —
4° Bons du Trésor	46.000 —

Soit au total un peu plus de 18,400,000 livres de recettes obtenues par voie d'emprunt, laissant sur le prix d'acquisition du stock un excédent de près de 24,000 contos ou £ 1,500,000. En outre la surtaxe, suivant le rapport de l'ancien président, a produit du 1^{er} décembre 1906 au

(1) Voir *Bulletin de Correspondance*, 31 juillet 1909.

(2) Le stock représenterait 437 millions si on prenait pour base le prix alors excessif de 43 francs et 406 millions sur la base de 40 francs.

31 décembre 1907, 36,852,203 francs, ce qui couvre à peu près les 23,976 contos accusés comme intérêts et dépenses diverses.

L'équilibre entre les recettes et les dépenses annuelles est loin cependant d'être assuré. D'une part, les intérêts, commissions et autres frais ne sont versés aux consignataires qu'une fois par an, à terme échu : pour la majeure partie du stock, expédiée seulement en 1907, le premier règlement n'aura lieu qu'en 1908, — un an après la date de l'embarquement, — par conséquent le total des débours de l'État, au cours de l'exercice 1907, ne représente encore qu'une partie des charges annuelles de la valorisation, charges qui doivent atteindre au moins 50 millions de francs (1).

D'autre part si le total des recettes annuelles, c'est-à-dire le rendement du droit supplémentaire, atteint en 1907 environ 33,550,000 francs, il ne va pas se maintenir à ce chiffre, obtenu grâce à la « récolte-monstre » — et d'ailleurs fourni en partie par la valorisation elle-même, ses cafés ayant acquitté la surtaxe.

La moyenne des exportations de Santos pour les trois campagnes 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, est de

(1) Pour les seuls 8,146,000 sacs « comptes liquidés », ces charges comprennent déjà approximativement :

Intérêts 5 0/0 sur £ 6,000,000 emprunts extérieurs.	7.500.000 fr.
— 5 0/0 (?) sur 16,000 contos bons du Trésor.	1.250.000
— 6 0/0 sur avances des consignataires....	17.500.000
Commission 3 0/0 sur 8,146,000 sacs (à 43.35 par 50 kilos).....	12.710 000
Magasinage 1 fr. par sac minimum.....	8.140.000
	47.100.000 fr.

sans compter les primes d'assurance, ni la prime de remboursement sur les emprunts, émis au-dessous du pair.

6,936,000 sacs, ce qui correspondrait à une recette annuelle de 20,800,000 francs environ. Si les récoltes à venir sont en importance comparables à celles qui ont précédé la récolte-record, la valorisation va perdre chaque année une trentaine de millions.

La surtaxe, il est vrai, donnera un rendement plus élevé si l'exportation est plus forte : la perte annuelle sera dans ce cas diminuée d'autant, mais ce sera en même temps la déroute des dernières illusions du gouvernement de Saint-Paul ; alors qu'il comptait se dégager à la faveur de récoltes déficitaires, il se trouvera en présence d'une surproduction toujours renaissante : non seulement il ne pourra songer à se défaire de son stock, mais encore il en verra la valeur fléchir avec les cours, qui ne résisteront pas à ce nouveau débordement de café. Ce que la valorisation ne perdra pas du côté des intérêts, elle le perdra du côté du capital. Elle s'est enfermée dans un cercle vicieux.

Elle n'en pourra sortir que si elle réussit à balancer ses recettes et ses dépenses. Aussi va-t-elle, afin de réduire ses charges, chercher à contracter un nouvel emprunt extérieur, qui lui permettrait de rembourser sa dette flottante, et, — avec la garantie de l'Union, — d'obtenir des conditions moins lourdes que celles que les consignataires lui appliquent.

En même temps, elle va tenter d'accroître ses revenus : à cet effet elle se retournera simplement vers les planteurs, qui se trouvent eux-mêmes en présence d'un dilemme : où ils fourniront à la valorisation le supplément de ressources indispensable à l'équilibre de son budget, ou elle sera contrainte, à leur grand dam, de réaliser rapidement ses huit millions de sacs « et les marchés

subiront alors une déroute inimaginable (1) ». Quel est donc à ce moment la situation des producteurs ? Après le bilan financier de la valorisation, il convient d'en examiner le bilan moral.

Il est impossible de deviner quels auraient été les mouvements des cours si le gouvernement n'était pas intervenu : seraient-ils retombés à 30 francs, prix que d'aucuns déclarent « incompressible » ; n'y seraient-ils retombés, comme en 1903, que deux ans après la récolte monstre ; seraient-ils descendus à 25 francs, suivant l'hypothèse des plus pessimistes ? Il y a quelque vanité dans toutes ces conjectures ; s'il est certain qu'en l'absence de la valorisation, la dépression des cours eût été plus accentuée, de l'expérience du passé on ne saurait rien inférer de bien précis sur la durée et l'intensité de cette dépression.

De 1906 à 1908, la valorisation s'étant contentée d'acheter sans relâche, n'a dû avoir encore que d'heureux effets pour la lavoura ; ses bienfaits sont cependant des plus contestés :

« Quels que soient ses mérites pour avoir arrêté provisoirement la baisse et apporté ainsi un secours éphémère, l'accaparement n'en a pas moins eu pour résultat immédiat la ruine de beaucoup de négociants et de producteurs ; son second résultat est de faire régner l'inquiétude sur le marché, menacé par les énormes stocks détenus par les agents de la valorisation, cependant que la production doit supporter une taxe supplémentaire de 3 francs par sac et que le pays se voit grever d'une charge annuelle pour le report des stocks d'une saison sur l'autre (2). »

(1) *Frankfurter Zeitung*, 28 septembre 1908.

(2) Rapport du consul britannique, publié par le *Foreign Office*, le 5 juillet 1908.

Certains affirment même que le niveau des prix serait plus élevé si les événements avaient suivi leur cours normal : « Si elle était destinée à stimuler les prix, la combinaison a manqué son but ; elle succombe sous son propre poids. Les acheteurs ne sauraient faire abstraction de l'existence d'un stock énorme détenu par un gouvernement financièrement faible. Au lieu de contribuer à relever les prix, la valorisation a contribué à les faire baisser ; nul, depuis qu'elle fonctionne, n'a osé acheter librement des cafés du Brésil (1). » « Il y a maintenant toutes raisons de croire que les prix, si le marché avait été libre, auraient été plus élevés pendant ces six derniers mois.... La situation est unique sous bien des rapports ; avec le corner d'une quantité égale à la moitié de la consommation annuelle, aucune autre denrée sans doute n'aurait été, sinon pendant une période très brève, offerte à des prix inférieurs à la normale (2). »

L'opinion contraire trouve aussi des défenseurs. Pour avoir la note juste, le mieux est peut-être de laisser la parole aux producteurs eux-mêmes : « Jusqu'ici, — déclare à l'assemblée des actionnaires le président de la Compagnie des Plantations Dumont, au moment où se termine la campagne 1907-1908, — jusqu'ici, malgré la surtaxe d'exportation, l'opération nous a été, je crois, favorable. Sera-t-elle à la longue profitable aux planteurs ? C'est une question discutable. On ne peut se dissimuler que c'est une énorme spéculation, dont le succès dépend du temps et des saisons dans un pays tropical. Si les prochaines récoltes sont faibles, la valorisation pourra dicter sa volonté ;

(1) *The Economist*, 27 juin 1908.

(2) Rapport du consul général des États-Unis à Rio, décembre 1908.

si elles sont bonnes, il y aura un moment peu agréable pour tout le monde. »

On peut aussi rappeler les constatations qu'un économiste a faites sur place : « La récolte de 1906 avait été si abondante qu'en dépit des bas prix où elle fut vendue, elle laissa un solde aux fazendeiros... L'année 1907 fut beaucoup plus dure. Les prix furent à peine supérieurs à ceux de 1906, mais chaque fazendeiro avait récolté environ trois fois moins de sacs, et bien peu de fazendas réussirent à couvrir leurs frais de production. Cependant les planteurs ont repris courage. Ils acceptent sans protestation la surtaxe de 3 francs par sac (1). »

Ils vont avoir bientôt d'autres sacrifices à s'imposer.

Les pourparlers relatifs à l'emprunt de « consolidation » de la valorisation remplissent presque tout le second semestre de 1908 ; auparavant l'État a réussi à écouler quelques centaines de mille sacs. Une première vente publique de 50,000 sacs a lieu le 29 mai à Hambourg ; d'autres ventes s'échelonnent ensuite sur les divers marchés. Le gouvernement ayant annoncé précédemment qu'il vendrait au-dessus de 50 francs et tenant à ne pas se dédire, la mise à prix est partout supérieure ou égale à ce chiffre, mais comme les cours sont loin d'atteindre un pareil niveau, c'est la fleur de ses stocks que la valorisation offre aux enchères.

(1) P. Denis, *loc. cit.* Il ajoute toutefois que l'opinion des fazendeiros de Minas est moins favorable, et il les taxe d'ingratitude. Il convient de remarquer que sur le marché de Rio (alimenté pour les deux tiers par la production de Minas), la baisse a été plus profonde qu'à Santos en 1907 :

	Novembre 1906	Novembre 1907
Santos good average	3.933	3.600
Rio n° 7	4.323	3.330

Le résultat de ces ventes, en y comprenant quelques ventes de gré à gré, est une diminution de 300,000 sacs seulement, au moment où le message présidentiel du 14 juillet annonce que l'État interrompt les opérations : « L'entrée des cafés de la nouvelle récolte sur les marchés commençant actuellement, le gouvernement ne se préoccupe pas de réaliser de nouvelles ventes ; il est fermement décidé à conserver pendant tout le temps nécessaire les cafés qu'il a acquis. »

En dépit de cette affirmation, le gouvernement va simplement substituer aux ventes publiques les ventes sous le manteau. Les premières avaient été accueillies par une baisse assez sensible sur tous les marchés : « Comme tous les grands spéculateurs, la valorisation est épiée, visée, et il n'est pas jusqu'à son moindre geste de vendeur qui ne coûte 30 millions aux détenteurs (1). » La nouvelle méthode ne donnera pas de meilleurs résultats : « La promesse officielle n'a pas été tenue, et peu de temps après on a appris des ventes clandestines qui ont amené un vif mécontentement du commerce. La spéculation, qui jusqu'alors était encore pratiquée sur une échelle limitée, a disparu, et les chances d'un relèvement des cours sont devenues plus problématiques. Ces ventes clandestines confirmaient jusqu'à un certain point la rumeur persistante qui présentait le gouvernement comme n'ayant pas les ressources indispensables au maintien de la valorisation... Le commerce attendait sa liquidation forcée d'un moment à l'autre et limitait strictement ses opérations aux achats nécessaires à ses besoins immédiats (2). »

(1) *Financial News*, 4^{er} septembre 1908.

(2) *Times*, janvier 1909. Ces ventes secrètes ont dû atteindre

Le président reconnaît lui-même, dans son nouveau message du 10 août au congrès de l'État, que le marché reste désorienté : « Si le prix du café se maintient sur une base qui ne rémunère pas la production, cela est dû aux incertitudes et appréhensions au sujet du rendement accidentellement plus ou moins fort des plantations, la marche de la production étant essentiellement variable et ayant des rapports étroits avec la marche des prix. »

C'est avouer l'échec de la valorisation, qui prétendait ramener des prix rémunérateurs et les rendre indépendants des caprices des récoltes.

Si ce ton contraste avec l'optimisme qui jusqu'ici n'a pas cessé d'être de mise, c'est que le message accompagne le dépôt du projet de loi destiné à renforcer la situation de la valorisation, et que les mesures dont le vote est demandé au Congrès pauliste ne sont pas sans gravité :

« Art. 1^{er}. — Le Gouvernement percevra, suivant les formes établies par la loi pour les droits déjà en vigueur, un impôt additionnel de 20 0/0 *ad valorem* sur le café exporté de l'État au delà de neuf millions de sacs pour l'année agricole qui a commencé le 1^{er} juillet dernier, de neuf millions et demi pour l'année qui commencera le 1^{er} juillet 1909, et dix millions de sacs pour les années suivantes.

Art. 2. — La surtaxe de 3 francs qu'avait établie la loi du 29 décembre 1905 est élevée à 5 francs, ou l'équivalent en monnaie courante au change officiel du jour.

640,000 sacs environ, car au 31 décembre 1907 le stock sera de 7,531,955 sacs (sur lesquels 537,035 se trouvant encore au Brésil ne seront pas affectés à l'emprunt de 15 millions de livres et seront vendus en 1909. Voir message du président de l'État au congrès pauliste, 14 juillet 1909).

Cette surtaxe sera appliquée à tous les cafés sortant de l'État.

Art. 3. — Le Gouvernement de l'État est autorisé dès maintenant à contracter un emprunt extérieur jusqu'à un maximum de quinze millions de livres ; le produit en sera destiné à compléter des mesures nécessaires à la défense du café, et à convertir en dette consolidée les dettes flottantes ou opérations de crédit faites dans ce même but. — L'emprunt à contracter aura comme garantie, en dehors des garanties générales, le café que l'État a acheté et possède encore, et le produit de la surtaxe visée à l'article précédent. — Le produit des ventes de café de l'État faites en temps utile sera appliqué à l'amortissement de l'emprunt. »

Ayant fait adopter par les deux Chambres ce texte, qui devient la loi du 25 août 1908, le Gouvernement poursuit ses négociations en vue de l'emprunt ; elles l'amènent bientôt à faire appel au pouvoir fédéral, dont la garantie est exigée par les banquiers :

« L'emprunt, dit le président de Saint-Paul dans son message au Président de l'Union, l'emprunt s'impose par la nécessité de garantir effectivement aux marchés que le stock de café de l'État ne sera mis en vente que lorsque les nécessités de la consommation le permettront et que la position des marchés le comportera... Cet emprunt donnera plus de sécurité aux transactions et écartera les appréhensions qui s'attachent aux opérations à court terme, toujours influencées par les fluctuations des marchés monétaires. Les opérations de crédit à consolider s'élèvent à £ 12,707,074, savoir 2,250,000 solde de l'emprunt 1906 et 10,457,074 avancées par les consignataires sur les cafés warrantés ».

Après avoir exposé quelles garanties spéciales l'État de Saint-Paul affecte à l'emprunt, le président ajoute : « En raison du chiffre élevé de l'emprunt, et étant donné qu'il n'appartient pas au gouvernement local, mais à l'Union, de représenter l'État dans les relations internationales, les banquiers demandent que le gouvernement fédéral donne son appui à l'opération... Celle-ci réalisée, la vie économique de l'État de Saint-Paul redeviendra normale, et les difficultés auxquelles se sont jusqu'ici heurtés ses efforts en vue de la défense du café se trouveront écartées. »

Le 10 novembre, le Président de l'Union transmet au Congrès fédéral la demande de l'État de Saint-Paul, en l'appuyant en ces termes : « ... Vu les intérêts nationaux que le commerce du café met en jeu, et la répercussion défavorable qu'aurait sur notre situation économique l'abandon par l'Union de l'État de Saint-Paul à ses seules forces, il semble sage, pour empêcher la vente désordonnée des cafés déposés à l'étranger, d'accorder au gouvernement de cet État la garantie qu'il sollicite. »

Si le Président de l'Union ne cèle pas que la valorisation soit chancelante, la commission chargée de rapporter le projet de loi va le dire plus nettement encore : « Il est facile de constater, en examinant la marche de la production et de la consommation, combien peu sûre était l'opération, et combien réellement délicate est la position de l'État de Saint-Paul... Pour tirer cet État de sa situation précaire, il convient d'autoriser l'emprunt, mais si tout danger immédiat doit disparaître de ce fait, il n'en résulte pas cependant que de nouvelles pertes ne soient pas à craindre, à moins que la surproduction ne disparaisse. Il est heureux que le gouvernement de Saint-Paul reconnaisse franchement la nécessité de mettre fin à l'opération,

et soit convaincu qu'engloutir de nouveaux capitaux dans la valorisation et augmenter encore le stock actuel serait la plus téméraire et la plus folle des aventures. »

Comme il serait cependant à craindre que le gouvernement pauliste ne fût tenté par la suite d'engager de nouvelles opérations, le projet de loi soumis au Congrès fédéral attribue à l'Union des droits de contrôle qui la prémunissent contre tout danger de ce côté :

« Art. 1^{er}. — Le gouvernement fédéral est autorisé à garantir à concurrence d'un montant nominal de quinze millions de livres l'emprunt extérieur que l'État de Saint-Paul se propose de contracter afin de pouvoir procéder à la liquidation de la valorisation, et à la consolidation des engagements relatifs à cette opération.

Art. 2. — L'autorisation accordée par l'article précédent ne pourra être utilisée que si l'État de Saint-Paul s'engage à accepter et à mettre à exécution les dispositions suivantes :

a) Le produit de la surtaxe de 5 francs par sac exporté sera toutes les semaines déposé dans un établissement choisi par le gouvernement fédéral ; il sera appliqué au service de l'emprunt, et ne pourra dans aucun cas être affecté à une autre destination. Pour le cas où le produit de la surtaxe serait insuffisant, l'État de Saint-Paul s'engagera à compléter exactement et pour le jour fixé la somme nécessaire au service de l'emprunt ; tandis que tout excédent restant en fin d'année demeurera déposé en vue des paiements futurs.

b) La garantie conférée aux créanciers par le contrat d'emprunt sera le stock de 6,994,920 sacs de café appartenant à l'État de Saint-Paul au Havre, à New-York, à Hambourg, Londres, Anvers, Rotterdam, Brême, Trieste

et Marseille, mais il sera en outre stipulé dans ce contrat que le café ne sera vendu qu'après entente entre le gouvernement pauliste et le gouvernement fédéral, et avec l'autorisation expresse de ce dernier. — Le produit de la vente du stock sera affecté exclusivement au service de l'emprunt.

c) Si, à un moment donné, l'État de Saint-Paul croit devoir réduire les droits d'exportation sur le café, cette réduction ne pourra s'appliquer à la surtaxe de 5 francs, qui sera maintenue sans changement.

d) L'État de Saint-Paul s'engagera à maintenir en vigueur la loi du 25 août 1908 qui régularise l'exportation du café. Cette clause ne cessera d'être obligatoire qu'après amortissement total de l'emprunt.

Art. 3. — Le gouvernement est autorisé à exiger, en outre des garanties spécifiées à l'article 2, toutes les garanties qu'il jugera utiles, au sujet du caractère des opérations visées à l'article 1^{er}. »

La loi adoptée par les deux Chambres, est promulguée le 9 décembre, avec une addition importante au § *d* de l'article 2, ainsi modifié en troisième lecture :

« Art. 2 § *d* nouveau. — L'État de Saint-Paul s'engagera à maintenir en vigueur la loi du 25 août 1908 qui régularise l'exportation du café, jusqu'à liquidation effective de l'emprunt, à moins que par suite d'un arrangement avec le gouvernement fédéral, d'autres mesures ne soient adoptées pour remplacer celles qui sont édictées dans la dite loi. »

L'emprunt est émis dès le 16 décembre, sous forme de bons du trésor 5 0/0 remboursables en dix ans.

Pour la première fois, on voit un État affecter à sa dette publique un nantissement de marchandises. L'engagement

de l'État de Saint-Paul est en effet garanti non seulement par le gouvernement fédéral et par la surtaxe de 5 francs mais encore par les cafés consignés à New-York et en Europe.

Sur ces cafés, le droit de gage des porteurs de bons va être assuré suivant toutes les règles du droit privé : « Les warrants ou autres titres de propriété relatifs à ces sept millions de sacs seront remis aux contractants de l'emprunt agissant comme fidéi-commissaires des porteurs de bons (1). » Il en est de même en ce qui concerne la surtaxe : « Les sommes encaissées seront versées par le gouvernement fédéral aux agents à Santos des contractants de l'emprunt. »

L'amortissement de l'emprunt est régi par les dispositions suivantes : « Le gouvernement garantit que le produit de la surtaxe et le produit des ventes du café lui appartenant ne s'élèveront pas chaque année à moins de 45 millions de francs tant qu'il restera des bons non amortis en circulation. Dans le cas où pour quelque cause que ce soit le rendement de la surtaxe et des ventes serait dans une année quelconque inférieur à 45 millions de francs, le gouvernement comblera le déficit et en versera le montant aux agents des banquiers.

« Les bons seront amortis à l'aide du surplus restant disponible à la fin de chaque semestre sur le produit de la surtaxe, des ventes, et des versements du gouvernement dans le cas d'insuffisance prévu ci-dessus, après paiement de l'intérêt des bons en circulation, des frais se rattachant au service de l'emprunt, et des frais de fonctionnement d'un Comité à constituer pour contrôler la vente et la liqui-

(1) Texte du prospectus de l'emprunt.

dation du café... Tous les bons qui n'auront pas été remboursés précédemment seront remboursés au pair par le gouvernement le 1^{er} janvier 1919... Le gouvernement se réserve la faculté de rembourser à tout moment la totalité de l'emprunt, moyennant un préavis de six mois (1). »

L'équilibre des budgets futurs de la valorisation semble cette fois assuré.

Avec une production annuelle de 9 millions de sacs, la seule surtaxe de 5 francs donnerait 45 millions, et il est probable qu'en fait le rendement en sera plus élevé, car le gouvernement lui-même a dû reconnaître que « la production de l'État de Saint-Paul se maintiendrait pour les années à venir à un niveau moyen de 10 millions de sacs (2) ». Or les dépenses se trouvent réduites aux frais de conservation du stock, frais qui diminueront au fur et à mesure des ventes, à l'intérêt de 5 0/0 sur l'emprunt Rothschild (de £ 3,000,000) et sur le nouvel emprunt (de £ 15,000,000) et à leur amortissement. Il est vrai que le service du premier de ces emprunts devra être assuré par le budget ordinaire jusqu'à remboursement complet du second, auquel la surtaxe et le stock sont exclusivement affectés (3). Amortissement non compris, la dépense pour

(1) Texte du *general bond*, Londres, 11 décembre 1908, articles 5 et 6.

(2) Message du président de l'État au Congrès, 10 août 1908.

(3) C'est également le budget (où figurent, en 1908, 155 millions de francs pour la dépense du café contre 33 millions en 1907 et 33 millions en 1906) qui a supporté les frais d'émission. Le gouvernement aurait d'ailleurs reçu 318,750,000 francs, soit 85 0/0 net qui couvrent exactement le solde de l'emprunt 1906 (francs 56,250,000) et les avances des consignataires (francs 262,500,000) mais d'autres petits emprunts à court terme contractés en 1908 ont dû être en même temps remboursés.

le stock et les deux emprunts sera annuellement d'une trentaine de millions.

D'autre part l'écoulement régulier du stock à un prix acceptable se trouve assuré par la « régularisation des exportations ».

La loi du 25 août 1908 limite les sorties à 9,000,000 de sacs pour la campagne de 1908 à 1909, à 9,500,000 pour celle de 1909 à 1910 et à 10 millions pour les années suivantes. Or la production des États brésiliens (1), en dehors de l'État de Saint-Paul, reste stationnaire, avec une moyenne de sorties de 3,500,000 sacs pour Rio et de 625,000 sacs pour les autres ports ; les autres régions de production fournissent environ 4 millions de sacs. Comme les débouchés s'accroissent de 4 à 500,000 sacs par an, et comme pour 1908-1909 on les évalue à 18 millions de sacs, les quantités mises à la disposition de la consommation vont se trouver insuffisantes :

	1908-09	1909-10	1910-11
Exportations de Santos.	9 000.000	9.500.000	10.000.000
Moyenne du reste du monde.....	8.125 000	8.125.000	8.125 000
	17.125.000	17.625.000	18.125.000
Débouchés probables....	18.000.000	18.400.000	18.800.000

L'État trouvera ainsi à se défaire aisément de quelques centaines de mille sacs chaque année.

Mais la liquidation du stock ne va pas lui être confiée ; il n'a pas été assez heureux jusqu'ici dans ses opérations pour que ses créanciers se reposent sur lui de ce soin. De

(1) Il est à noter que l'État de Rio et l'État de Minas se sont bornés à maintenir le droit de 3 francs. Il serait même actuellement (décembre 1909) question de le supprimer à Rio.

même que les conseils judiciaires ont été primitivement institués pour protéger contre eux-mêmes les individus qui se ruinaient en procès, de même le Comité des ventes va être créé pour mettre le gouvernement de Saint-Paul hors d'état de reprendre ses spéculations désastreuses. La loi du 9 décembre lui enlevait déjà le droit de vendre sans le concours du gouvernement fédéral ; le contrat du 11 décembre lui enlève le droit d'acheter :

« Art. 12. — Le gouvernement s'interdit d'acheter directement ou indirectement, tant que des bons resteront en circulation, du café pour son compte, et de créer, rendre, ou faire voter, toute loi ou tout décret autorisant un nouveau projet de valorisation du café. Il s'engage à n'apporter aucune modification à la législation relative à la surtaxe. »

L'État est en somme frappé d'incapacité en matière commerciale, et le Comité des ventes remplit le rôle de liquidateur du fonds de commerce.

Ce Comité, qui, outre un représentant de l'État de Saint-Paul, se compose de négociants en café, et des banquiers chargés de l'emprunt, fixe dans sa première réunion (5 janvier) le programme de la liquidation du stock :

« ... Il ne sera vendu de café, en 1909, qu'aux négociants en café qui consentiront à payer le minimum de 47 francs pour le good average ; le total de ces ventes ne pourra dépasser 500,000 sacs. De janvier à juillet 1910, il sera vendu 500,000 sacs, aux prix qui pourront être obtenus sur les marchés. Si 500,000 sacs sont vendus en 1909, la vente indiquée pour le premier semestre de 1910 pourra être supprimée par le Comité. Chaque campagne, le Comité vendra des cafés en quantité modérée, mais ces ventes auront lieu, de préférence, de janvier à juillet. Les ventes

de 1910 et de 1911 seront annoncées au début de 1910. Il ne sera effectué aucune vente secrète. Les quantités vendues seront toujours de l'importance indiquée ci-dessus, et les prix de vente seront publiés immédiatement sur tous les marchés caféiers.»

Le président de l'État, dans son message du 14 juillet 1909, expose que « le Comité a les pouvoirs nécessaires pour vendre et liquider tout le stock, au nom et pour le compte du gouvernement, soit ouvertement sur les marchés, soit par contrats privés. Il sera vendu 500,000 sacs en 1909-1910, 600,000 en 1910-1911 et 700,000 dans chacune des campagnes suivantes, jusqu'à la liquidation finale. Au-delà de ces chiffres minima, il peut être fourni au commerce, à n'importe quel moment, les qualités qu'il peut désirer, sur la base du prix de 47 francs par 50 kilos pour good average, et de 50 francs pour type supérieur du Havre.»

Aucune vente n'a eu lieu en 1909. Les cours se sont d'ailleurs maintenus, depuis la « consolidation », entre 40 et 46 francs ; en voici les fluctuations extrêmes par trimestre :

Octobre, novembre, décembre 1908.	37.25 à 42
Janvier, février, mars 1909.....	40.50 à 45.75
Avril, mai, juin (1).....	41.25 à 45.75
Juillet, août, septembre	40.25 à 43.25
Octobre, novembre	40.75 à 45.75

(1) A la fin de la campagne 1908/09, l'approvisionnement visible se trouve ramené à 12,820,000 sacs, chiffre sensiblement égal à celui du 30 juin 1904 (12.277,000 sacs). Or, malgré l'augmentation de la consommation, malgré la surtaxe de 5 francs, malgré la mise hors marché de 7 millions de sacs, malgré la limitation, les cours à l'extérieur sont exactement au même niveau (41 fr. 25). A Santos, les cours étaient

Les débouchés, restés stationnaires en 1907-1908, ont sensiblement progressé au cours de la saison suivante :

	Débouchés en cafés Brésil (milliers de sacs)	Autres cafés	Débouchés totaux
1906-07	12.927	4.481	17.408
1907-08	13.429	3.981	17.410
1908-09	14.444	3.783	18.227

Ils marquent une nouvelle avance d'environ 500,000 sacs pour les cinq premiers mois de la campagne 1909-1910.

Cet accroissement rapide est dû, en 1907-1908, à la menace de nouveaux droits de douane dans les deux pays qui absorbent la plus grande quantité de café : l'Allemagne (où le tarif a été relevé) et les États-Unis (où la franchise a été maintenue) ; l'activité des achats de la consommation depuis quelques mois est attribuée à la crainte de la hausse que pourra provoquer l'arrêt complet des exportations de Santos pendant la seconde moitié de la campagne.

Telle est, en effet, la conséquence de la loi de limitation : déjà, en 1908-1909, les 9 millions de sacs admis à sortir de l'État de Saint-Paul ont été expédiés en huit mois et l'exportation a dû chômer pendant quatre mois. Mais les recettes n'ont en définitive dépassé que de 300,000 sacs environ les expéditions au cours de la campagne. Cette année, la récolte a été plus forte ; les exportations s'élèvent, au 30 novembre, à 8,382,000 sacs, et la limite de 9,500,000 sera certainement atteinte avant la fin de décembre.

le 30 juin 1904 à 5,500 reis (change, 12 9/32), le 30 juin 1909 à 3,550 (change, 15 5/32).

On devine quels peuvent être pour les producteurs les résultats de cet état de choses. Ils l'avaient d'ailleurs eux-mêmes prévu dans la protestation qu'ils avaient adressée au gouvernement quelques jours avant la conclusion de l'emprunt :

« De quelque côté qu'on l'envisage, la limitation de l'exportation, telle que la prescrit la loi du 25 août, apparaît comme un facteur de baisse permanent. Que la récolte soit forte ou faible, qu'elle dépasse les quantités fixées par la loi ou reste au-dessous, il se produira toujours, durant les six premiers mois des saisons, une précipitation excessive dans l'expédition de la marchandise, si bien que non seulement il y aura pléthore pendant ces six mois sur le marché de Santos, mais encore la quantité permise sera toujours entièrement expédiée..... La précipitation dans l'expédition durant les six premiers mois accumulera des stocks immenses sur notre place, et sera le signal de la baisse. Le commerce verra ses transactions limitées, puisqu'il ne pourra sacrifier la marchandise sans augmenter les pertes des producteurs ; cette réserve paralysera partiellement les transactions et décidera les commissarios à limiter les facilités qu'ils accordent aux producteurs, et auxquelles l'agriculture de Saint-Paul doit d'être encore en équilibre (1). »

La limite fixée pour 1908-1909 ayant été atteinte le 6 mars, la possibilité de sa suppression a été aussitôt envisagée, et le Comité des Ventes a lancé à la fin d'avril l'avis suivant :

« Le gouvernement a examiné ces jours derniers s'il

(1) Pétition adressée au gouvernement de l'État de São-Paulo par l'Associação commercial de Santos, 25 novembre 1908.

conviendrait de remplacer la loi en vigueur limitant l'exportation, par une nouvelle loi qui frapperait d'un droit supplémentaire de 10 0/0 toutes les exportations ; ce droit serait payé en café, que l'on détruirait sous la surveillance du Comité. Le gouvernement, persuadé qu'une telle loi aurait le même effet que la loi en vigueur, mais d'une manière plus bienfaisante, croit ce changement très désirable..... Le planteur aurait le temps de préparer à loisir son café ; l'exportation serait, comme autrefois, répartie sur toute l'année, et la qualité du café exporté serait améliorée par la destruction des plus bas classements. Cette modification est également à désirer dans l'intérêt du commerce, des ouvriers, des chemins de fer, des compagnies de navigation, et assurerait en outre la stabilité du change.

« Le gouvernement vient de soumettre officiellement tous ces arguments au Comité, et ce dernier, après avoir bien réfléchi sur les divers intérêts en jeu, est d'avis que le changement proposé est désirable et cherchera sérieusement les moyens d'exécution.

« Le gouvernement fédéral est disposé à donner sa sanction à la modification demandée. »

Les pourparlers engagés sont restés sans suite, en raison de l'opposition des porteurs allemands de bons 1908. Tandis que les prospectus anglais et français se référaient simplement à la loi du 25 août, le prospectus mis en circulation en Allemagne expose que « cette loi stipule que l'exportation des cafés sera limitée à 9 millions de sacs pour l'année 1908-1909, à 9 1/2 millions pour 1909-1910, et à 10 millions pour les années suivantes, et que sur l'excédent l'État percevra un droit d'exportation de 20 0/0 *ad valorem* ».

Les porteurs des bons émis en Allemagne avaient donc le droit, et ils en usèrent, de protester contre toute mesure « susceptible de diminuer les garanties légales des créanciers étrangers » (1).

Le président de l'État a laissé cependant entendre dans son dernier message que la question serait reprise : « La limitation a été rigoureusement observée pour la saison dernière, et bien qu'à l'application elle n'ait pas justifié la plupart des appréhensions qui se faisaient jour, il est indispensable de donner au gouvernement les autorisations nécessaires en vue d'une solution quelconque qui, au moment opportun, satisfasse parfaitement les grands intérêts liés à cette affaire tant dans le pays qu'à l'étranger, d'accord avec les contrats existants. »

La solution qui pourra intervenir vaudra-t-elle mieux pour les planteurs que les dispositions actuelles ? C'est douteux si elle consiste dans l'adoption du projet d'impôt de 10 0/0 *ad valorem* discuté en avril par le comité :

« Le projet n'est autre chose qu'une nouvelle et énorme augmentation d'impôts. Supposons que la récolte future donne 12 millions de sacs ; un droit de 20 0/0 sur les quantités au delà de 9 1/2 millions équivaldrait à la confiscation de 500,000 sacs seulement, tandis que le prélèvement de 10 0/0 en café sur la récolte entière donnerait 1,200,000 sacs, c'est-à-dire augmenterait la taxe de 140 0/0 (2). »

Le problème ne sera sans doute pas résolu immédiatement : deux communiqués successifs du commissaire général de l'État de Saint-Paul ont annoncé, en août et en

(1) Voir *L'Information*, 23 mai 1909.

(2) *Brazilian Review*, 1^{er} juin 1909.

octobre, que la limitation serait provisoirement maintenue : « Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier la loi concernant l'exportation du café, car la récolte actuelle ne dépassera pas la limite prévue, et la prochaine sera encore plus petite (1). »

Les caféiers sont en effet en ce moment dans la période de floraison, et on entrevoit déjà pour 1910 une récolte « au-dessous de la moyenne (2) » ; elle permettrait d'écouler une partie au moins de l'excédent non-exportable de la récolte actuelle, qui elle-même, grâce à d'heureuses intempéries, sera moins forte qu'on ne l'avait supposé tout d'abord.

Mais la récolte 1910 sera la dernière des quatre faibles récoltes qui, selon les défenseurs attitrés de la valorisation, devaient suivre la récolte-record de 1906 ; et 1911 est l'année fatidique qui pourra voir mûrir une nouvelle récolte-monstre.

Les caféiers auront alors repris toute leur vigueur, ceux d'entre eux qui en 1906 entraient à peine dans la période de rendement seront en pleine productivité : des circonstances climatériques favorables pourront parfaitement amener une récolte supérieure à la prodigieuse récolte de 1906 ; on constate en effet que les petites récoltes qui l'ont suivie surpassent en importance celles qui la précédaient ; la production paraît donc continuer à progresser :

(1) Il faut entendre par « limite prévue » non la limite des exportations, qui sera très certainement dépassée par la récolte actuelle, mais l'estimation officielle de la production, soit 11,600,000 sacs (Voir *Bulletin de Correspondance*, 2 octobre).

(2) *Brazilian Review*, 9 novembre.

	Recettes à Santos
1903-1904	6.395.000
1904-1905	7 426.000
1905-1906	6.983.000
1906-1907	15.392.000
1907-1908	7.203.000
1908-1909	9.533.000
Les cinq premiers mois de 1909-1910 .	9.826.000

Il se peut que toutes les conditions indispensables à l'élaboration d'une nouvelle récolte-record ne se trouvent pas cette fois réunies à point nommé ; mais l'exportation annuelle restant, d'après la loi du 23 août, limitée à dix millions de sacs jusqu'à complet amortissement de l'emprunt, il est bien probable que dans l'intervalle l'irrégularité de la production vaudra plus d'une fois à l'État de Saint-Paul des récoltes fort au dessus de ce niveau. Qu'advient-il si cinq ou six millions de sacs viennent à la fin d'une campagne se heurter à la barrière du droit supplémentaire ? En quelles mains un tel stock pourrait-il se constituer au Brésil ? Si la situation se dénoue par une baisse de 20 0/0 sur le marché intérieur, et par la reprise de l'exportation, quel prix les planteurs obtiendront-ils de leur café, les cours à l'extérieur devant eux-mêmes s'abaisser si l'impôt de 20 0 0 n'arrête plus les excédents de récolte ?

Tout porte en somme à croire que la limitation sera supprimée dès qu'apparaîtra une forte récolte ; mais les mesures nouvelles que le gouvernement sera forcé de prendre pour assurer le service de l'emprunt seront, elles aussi, préjudiciables aux producteurs. C'est en frappant le café, seule matière imposable, que la valorisation équilibrera son budget, — à moins que l'inclémence des saisons n'apporte le salut à l'État de Saint-Paul.

CONCLUSION

Ainsi le vaisseau de la valorisation, qu'avaient déséparé deux ans de lutte contre les vents contraires, vogue aujourd'hui, remis en état par la « consolidation » de 1908, sur des eaux plus calmes, le Comité des ventes à la barre, et semble devoir réussir à conduire à bon port sa cargaison de café gouvernemental. Mais il n'a pu reprendre sa route qu'en jetant par-dessus bord les intérêts qui lui étaient confiés, en sacrifiant les planteurs pour la défense desquels il avait pris la mer.

Le sort de la valorisation, en tant qu'opération financière, est maintenant assuré. Mais en tant que protectrice de la production, la valorisation a vécu, ou plutôt elle ne survit que pour opprimer ceux qu'elle prétendait servir. Si elle vise encore à la hausse des prix, il ne s'agit plus que des prix de vente du café d'État, et elle cherche à les relever aux dépens des prix de vente du café des planteurs. L'État achetait au début pour permettre à ceux-ci d'écouler leur récolte ; aujourd'hui il les empêche de vendre, afin d'écouler ses propres réserves. Il voulait soutenir le pays producteur contre le marché mondial, il défend maintenant le marché mondial contre le pays producteur, et protège les cours à l'étranger en interdisant l'exportation à ses nationaux.

Il faudrait, pour conclure, pouvoir comparer avec pré-

cision le but poursuivi au résultat obtenu. Mais les plans de « défense du café » ont varié tant de fois, les changements apportés au programme de Taubaté avant et pendant son exécution sont si nombreux, si mouvantes les bases sur lesquelles repose l'échafaudage de la valorisation, qu'il serait malaisé de résumer exactement les projets du gouvernement de Saint-Paul. C'est là d'ailleurs le vice initial de son entreprise : il se lançait dans une aventure dont il ne pouvait prévoir l'issue, il ignorait où les planteurs allaient l'entraîner. Surpris par la récolte-monstre, débordé par les charges financières, déconcerté par le désarroi des marchés à terme, dont il a faussé tous les ressorts, il a dû enfin, à bout de ressources, abandonner la lutte, et, s'engageant dans une liquidation laborieuse, livrer les producteurs de café à la justice imminente des choses.

Vu :

Vu :

Le Président de la thèse,

Le Doyen,

A. SOUCHON.

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 ^{er} . — Le café au Brésil	7
— II. — La question monétaire.....	18
— III. — Les origines de la crise.....	34
— IV. — La mévente du café.. ..	52
— V. — L'intervention de l'État	79
APPENDICE. — Le précédent des raisins de Corinthe.....	115
CHAPITRE VI. — La stabilisation du change	125
— VII. — La valorisation et les marchés à terme	138
— VIII. — La liquidation.....	185
CONCLUSION	211

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute.
